

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°441**

**DECEMBRE 2021**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : LA CRISE S'AGGRAVE ET LA POPULATION SOMBRE DANS LA PAUVRETÉ**
- **ROJAVA: LA «GUERRE DE L'EAU» TURQUE MET L'AGRICULTURE ET LA SUBSISTANCE DES HABITANTS EN PÉRIL**
- **IRAK: L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIA/OCPC) CHOISIT D'IGNORER LES ACCUSATIONS CONTRE LA TURQUIE**
- **IRAN: DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE RAÏSSI, LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES S'EST ENCORE INTENSIFIÉE**
- **LA SITUATION EFFRAYANTE DANS LES PRISONS TURQUES : VIOLS, MEURTRES ET NÉGLIGENCE CRIMINELLES**
- **DIASPORA: UNE KURDE NOMMÉE MINISTRE DE LA JUSTICE AUX PAYS-BAS**
- **ALLEMAGNE: UN IRAKIEN DE DAECH CONDAMNÉ POUR LE GÉNOCIDE YÉZIDI DE 2014**

---

## **TURQUIE : LA CRISE S'AGGRAVE ET LA POPULATION SOMBRE DANS LA PAUVRETÉ**

**D**ix-huit mois avant les prochaines présidentielles, l'économie turque poursuit son effondrement, avec un terrible bilan 2021: la livre a perdu 50% de sa valeur face au dollar, l'inflation officielle a atteint 21,4% , mais selon le Groupe de recherche sur l'inflation (ENAGrup), l'indice des prix est réellement à 82,10%, plus du double du chiffre de l'Institut statistique *Tüik* (WKI), accusé par l'opposition de sous-estimation systématique. Le chef du CHP

(opposition kémaliste), Kemal Kilicdaroglu, s'y est rendu sans succès le 3 pour réclamer «les vrais chiffres». La situation est telle que le responsable des investissements d'UBS a arrêté le 14 de couvrir la paire dollar-livre (*Reuters*). À Diyarbakir, des milliers de Kurdes ont manifesté le 18 pour protester contre la politique économique d'Erdoğan, qui aggrave partout la pauvreté (WKI).

Ce sont les produits de consommation courante (huile, viande,

œufs...) qui ont le plus augmenté, affectant ménages modestes et classe moyenne. Le 6, présentant les calculs du Comité municipal de planification, le maire CHP d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, a indiqué une augmentation moyenne du coût de la vie de 50,18%. Selon le Comité, l'huile de tournesol a pris 137,59%! (*Le Monde*). Loyers et transports deviennent exorbitants (le carburant a pris 40%). Face aux pénuries qui s'amplifient, les signes de détresse dans

la population se multiplie: files d'attente devant boulangeries et stations-service, manifestations spontanées sporadiques, agriculteurs incapables de rembourser leurs prêts, tout comme les entreprises ayant emprunté à l'étranger... De nombreux jeunes quittent le pays. À Istanbul, les queues s'allongent devant les kiosques municipaux vendant à moitié prix le pain subventionné, devenu nourriture de base pour beaucoup. Dans la file, personne ne veut donner son nom aux journalistes étrangers: la moindre critique peut mener au tribunal; pour avoir diffusé des interviews de passants mécontents, plusieurs youtubeurs attendent leur jugement en résidence surveillée, interdits de quitter le pays (*Le Monde*). Les prisons sont remplies de manifestants arrêtés... Le coût de l'électricité aussi est devenu prohibitif: le 20, un bébé est mort de froid à Diyarbakir après que le distributeur d'électricité DEDAŞ a coupé le courant à la famille faute de paiement.

Si la crise connaît des causes structurelles anciennes, le président Erdoğan est le principal responsable de l'effondrement actuel par son insistance à décider seul la politique monétaire et à maintenir des taux d'intérêt bas, suivant les préceptes économiques... du Coran. Ses déclarations télévisées fin novembre ont tellement précipité la chute de la monnaie (-8% quasiment pendant qu'il parlait!) que son ancien Premier ministre Ahmet Davutoğlu lui a twitté: «Pour l'amour de Dieu, taisez-vous!».

Depuis l'instauration en 2018 d'un système présidentiel fort, l'isolement de M. Erdoğan et son refus de toute critique se sont accentués. Sa constante réponse à la crise: autisme et répression. En 2019, il avait limogé un directeur de Banque centrale (pourtant censée

décider de la politique monétaire sans interférence du politique) qui refusait d'abaisser le taux d'intérêt de 24%. C'était le premier de nombreux limogeages... Le dernier en date est celui, le 2, du ministre des Finances Lütü Elvan, un économiste chevronné peu favorable aux théories présidentielles, remplacé par Nureddin Nebati, un homme d'affaires AKP adepte du «nouveau modèle économique» (*Le Monde*) «à la chinoise» prôné par le Président: une monnaie faible dope les exportations, et des taux d'intérêt bas encouragent transactions, emprunts, investissements et embauches. Malheureusement, dans un pays aussi dépendant des importations que la Turquie, les prix des matières premières, pièces automobiles, médicaments, carburant et engrais deviennent prohibitifs; et les investisseurs étrangers, effrayés de l'effondrement de la livre, se retirent en masse. Enfin, plus les taux baissent, plus l'inflation augmente rapidement (*NY Times*).

Le 20, le Président turc a dû faire des concessions en indexant au dollar certains dépôts bancaires en livres turques (*Le Monde*). Il a ainsi réussi à faire provisoirement remonter la monnaie de 34%. Mais si l'inflation se poursuit, ce qui plus que probable, l'effet de cette mesure ne durera guère... Par ailleurs, la répression politique exercée par M. Erdoğan commence à s'inviter dans le champ économique: le 3, le Conseil de l'Europe, réuni à Strasbourg, a annoncé l'ouverture d'une rare procédure d'infraction pouvant conduire à des sanctions contre Ankara. Motif: le maintien en détention sans jugement depuis quatre ans d'Osman Kavala, malgré la décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme demandant sa «libération immédiate» depuis décembre 2019. En tant que membre fondatrice du Conseil de l'Europe, la Turquie pourrait perdre son droit de veto et de vote si elle refuse tou-

jours d'appliquer les jugements de la CEDH.

En quête de liquidités, Erdoğan s'est lancé à l'extérieur dans ce que le périodique en ligne *Orient-XXI* appelle «Nouvelle *Realpolitik*», une «quête d'alliances tous azimuts au Proche-Orient, fût-ce au prix d'amers renoncements idéologiques». Les contacts ont repris avec Israël, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Arménie, les Emirats... Le 24 novembre, ceux-ci ont signé des accords économiques avec Ankara et annoncé 10 milliards de dollars d'investissements dans l'économie turque. En échange, Ankara devrait «calmer» les médias proches des Frères Musulmans installés sur son sol. Autre cible, le marché africain: les 17 et 18, s'est tenu à Istanbul le 3<sup>e</sup> «Sommet Turquie-Afrique», avec une quarantaine de hauts responsables africains, dont 13 chefs d'État et 2 Premiers ministres. La chose militaire y figurait en bonne place: déjà présente en Libye, la Turquie dispose depuis 2017 d'une base en Somalie, et a signé en 2020 avec le Niger des accords militaires restés secrets prévoyant probablement l'installation d'une base turque. Par ailleurs, les drones turcs se vendent bien... Sur le plan éducatif enfin, Ankara a récupéré après 2016 la gestion d'une centaine d'écoles Gülen, qui concurrencent la France en proposant des formations en anglais.

À l'intérieur, le pouvoir AKP continue à tenter de détourner la colère des citoyens vers les Kurdes et les migrants syriens, contre lesquels les actes d'agressions racistes se sont récemment multipliés.

Ainsi le 20, l'OSDH a révélé que le 16 novembre, trois jeunes Syriens étaient morts dans un incendie raciste à Güzelbahçe (Izmir). Soumis à la censure, les médias n'avaient rien publié. L'agresseur, relâché, avait poignardé deux

autres personnes quelques jours plus tard. Le 26, l'OSDH, rapportant une autre affaire, a parlé d'une «vague d'assassinats» visant les migrants syriens en Turquie: le 22, un jeune Syrien ayant voulu s'interposer entre son colocataire et un Turc armé entré dans l'immeuble a été tué. Sur les médias sociaux, les messages appelant à une expulsion massive des Syriens se répandent comme une traînée de poudre.

L'autre bouc émissaire demeure la communauté kurde, soumise à toujours plus de discrimination et de répression, et également victime de nombreuses agressions racistes, dont les auteurs demeurent fréquemment impunis. Ainsi le 3, le sergent Musa Orhan, qui avait kidnappé et violé pendant 20 jours une jeune Kurde de 18 ans, İpek Er, qui s'est ensuite suicidée par balle, a été condamné à Siirt à 10 ans de prison, mais pas même incarcéré! (*Duvar*) Rapidement relâché en attente de son procès en appel, Orhan a simplement été licencié de l'armée et selon *Hürriyet* placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le pays durant cette période (*Rûdaw*).

Le 14, avec l'ouverture du procès de l'assassinat raciste de 7 membres de la famille Dedeoğulları près de Konya le 30 juillet dernier, des éléments accablants ont émergé. Le tueur fasciste, Mehmet Altun, avait abattu les 5 femmes et 2 hommes dans leur maison avant d'incendier celle-ci. L'avocat des survivants, Abdurrahman Karabulut, a dénoncé un meurtre prémédité auquel ont participé des paramilitaires. Une première attaque impliquant 60 agresseurs, dans laquelle 7 membres de la famille avaient été grièvement blessés, avait eu lieu le 12 mai précédent, mais la sécurité locale, le procureur et le juge de paix pénal

n'avaient tenu aucun compte des demandes de protection de la famille. Karabulut a déposé plainte contre eux. De plus, bien que plusieurs des attaquants se retrouvent dans les deux affaires, le tribunal a refusé de lier les deux dossiers, et n'a même pas répondu aux demandes de nouvelles arrestations de Karabulut. Des 13 personnes arrêtées après le meurtre, seul Altun est demeuré incarcéré. Le tribunal a également rejeté les demandes de constitution de parties civiles de l'Union des barreaux turcs (TBB) et de l'Association des droits de l'homme (İHD). Enfin, l'assassin, pourtant chômeur, possédait un compte en banque bien garni...

Le 20, une nouvelle attaque raciste s'est produite dans le quartier Türközü d'Ankara, où un groupe de fascistes armés de couteaux et de bâtons ont blessé un jeune Kurde de 17 ans, Volkan Temel, en le menaçant de mort: «*Türközü sera le tombeau des sales Kurdes*». Là encore, c'est la deuxième attaque contre cette famille. Le frère de Volkan a indiqué qu'au commissariat, les policiers ont refusé de prendre leur plainte, déclarant: «*Sortez d'ici, nous ne pouvons pas vous jeter en prison mais nous pouvons dresser un procès-verbal contre vous*» (*Kurdistan au féminin*).

Le 28, un homme armé a attaqué le bâtiment du HDP dans le quartier Bahçelievler d'Istanbul et blessé deux membres qui s'y trouvaient. Selon les médias locaux, l'homme est entré dans le bâtiment en menaçant de tuer les membres qui s'y trouvaient. L'assaillant a été arrêté.

Il faut ajouter à cette liste les atrocités perpétrées dans les prisons turques ce mois-ci qui font l'objet d'un article séparé – et notamment le sort terrible de la jeune prisonnière kurde Garibe Gezer, torturée, violée et assassinée dans

la prison pour femmes de Kandira (Kocaeli).

Parallèlement, la répression politique s'est poursuivie en un cycle ininterrompu d'arrestations, de procès et de condamnations. La 7<sup>e</sup> audience du «Procès Kobanê» contre 108 membres du HDP s'est ouverte le 5, mais n'a duré que 5 mn suite à l'absence des avocats de la défense, qui avaient refusé de se soumettre aux conditions qui leur étaient imposées. Le 21, à la 8<sup>e</sup> audience, l'ancien membre du Bureau exécutif du HDP Bülent Parmaksız, accusé de «parler politique» par le Président parce qu'il critiquait la politique économique du gouvernement, a rétorqué: «*Cette affaire est une affaire politique. Il n'y a rien à dire ici sur le plan juridique*» (*Bianet*). Intervenant depuis sa cellule, Selahattin Demirtaş a dénoncé les conditions imposées aux avocats de la défense, obligés de se rendre en plein hiver chaque matin à la prison de Sinjan hors d'Ankara. Parallèlement, le gouvernement a entamé une procédure visant à retirer leur immunité parlementaire à 15 nouveaux députés HDP.

Par ailleurs, le 4, la police a perquisitionné le domicile de la Vice-présidente de l'Association des droits humains İHD, Eren Keskin. Le 11, au moins onze membres et sympathisants du HDP ont été arrêtés lors de raids simultanés à Sirnak, Cizre et Silopi. Parallèlement, à Diyarbakir, la coprésidente de l'association de solidarité kurde MEBYA-DER, Yüksel Almas, a été condamnée à dix ans de prison pour «appartenance» au PKK. En novembre, le coprésident masculin de l'association, Şeyhmus Karadağ, avait reçu six ans et trois mois de prison pour avoir demandé des informations sur les personnes tuées dans la répression anti-kurde de 2015.

Par ailleurs, la langue kurde est toujours interdite de fait. Le 5,

l'année du 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Molière, le gouverneur de Mardin a interdit la représentation de la version kurde de sa pièce *Tartuffe* (*RojInfo*). Serait-ce aussi parce que son personnage principal est un faux religieux hypocrite? Au parlement le 12, en signe de protestation, la députée

kurde Felekna Uca, après avoir prononcé son intervention sur l'éducation en turc, a tenté malgré les hurlements des députés AKP et MHP de la répéter en allemand puis en kurde: «*Tout le monde sauf vous est conscient qu'être multiculturel et multilingue ne divise pas mais enrichit un pays*», a-t-elle

notamment déclaré. «*Vous êtes si mal à l'aise avec la langue kurde qu'intervenir au plan national n'était pas suffisant; vous avez fait pression sur le Japon pour qu'il abolisse les cours de kurde qui ont commencé à l'Université de Tokyo. [...] Pourquoi avez-vous si peur de la langue kurde ? (Kurdistan au Féminin)*

## ROJAVA :

### LA «GUERRE DE L'EAU» TURQUE MET L'AGRICULTURE ET LA SUBSISTANCE DES HABITANTS EN PÉRIL

**L**a situation générale en Syrie est toujours caractérisée par des confrontations multiples entre adversaires locaux et étrangers. L'organisation djihadiste Daech pose toujours un réel défi dans tout le pays, et l'aviation russe l'a frappée à de nombreuses reprises dans le désert syrien. Elle a aussi lancé durant ce mois plus de 40 frappes contre le réduit djihadiste d'Idlib, visant parfois ses soutiens turcs. Le 7 décembre, Israël a bombardé dans le port de Lattaquié un chargement iranien, probablement de l'armement, avant de frapper de nouveau le 28, tuant deux membres d'une milice pro-régime. Au sol, les acteurs internationaux, États-Unis, Russie et Turquie, poursuivent leurs activités militaires, s'opposant parfois localement. À neuf reprises, des convois militaires américains ont été bloqués à des points de contrôle du régime.

Dans le Nord-Est syrien, la Turquie et ses mercenaires ont poursuivi leur harcèlement de l'Administration Autonome (AANES) et ses Forces démocratiques syriennes (FDS). Des accrochages ont pris place tout au long de la ligne de front entre zones d'occupation turque et positions des FDS, notamment près de l'autoroute stratégique M4 (Hasakeh-Alep).

Les bombardements turcs et

affrontements avec les FDS ont notamment concerné Ain-Issa, entre Raqqa et Tell Abyad. Le 2, les FDS ont mené une opération d'infiltration contre une base turque près de Tell Tamr et de l'autoroute M4, échangeant des tirs durant plusieurs heures avec la garnison turque avant de se retirer. Les combats ainsi initiés se sont poursuivis plusieurs jours. Le 8, après des tirs de mortier d'origine non précisée sur une base turque près d'Al-Bab, l'armée turque et ses supplétifs ont lancé plus de 30 roquettes sur les zones contrôlées par le Conseil militaire d'Al-Bab (qui cherche à reprendre cette ville sous contrôle turc). Le 13, les factions djihadistes ont lancé une attaque au sol près d'Ain-Issa avec le soutien de l'artillerie turque. Les obus ont endommagé le réseau électrique et privé de courant la ville chrétienne de Tell Tamr, de nouveau atteinte par une coupure le 17 pour la même raison. Plusieurs jours de suite, Turco-djihadistes et FDS ont échangé des tirs nourris de Tell Tamr à Zarkan, à une trentaine de kilomètres à l'est de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn). Le 19, selon l'OSDH, un convoi de huit camions militaires du régime ont apporté dans la campagne d'Ain-Issa près de 2.300 mines destinées à barrer la route aux Turco-djihadistes en cas d'attaque sur la M4.

Le 23, l'artillerie turque a fait 3 morts et 9 blessés, dont 3 enfants de 4, 8 et 11 ans grièvement touchés; 3 membres de l'«Armée

nationale syrienne» (malgré son nom une milice au service d'Ankara) ont été tués. Après la mort de plusieurs civils, dont une femme et sa très jeune fille, des chefs tribaux et responsables religieux de la Djézireh ont condamné les frappes turques sur Tell Tamr et Zarkan dans une déclaration commune adressée à la Coalition internationale, à la Russie, au Conseil de sécurité et aux organisations de défense des droits humains. Le texte demande aux destinataires d'enquêter sur «les violations sans pitié ni humanité» de l'armée turque, perpétrées «malgré des accords de cessez-le-feu garantis par plusieurs pays» (*OSDH*).

Le 25, un drone turc a tué 5 membres des «Jeunes révolutionnaires» dans une maison de Kobanê. Le 27, les habitants de deux villages proches, furieux de cette frappe, ont interdit à coups de pierres le passage à une patrouille russo-turque escortée de deux hélicoptères russes (*OSDH*). Le 30, les obsèques d'une des victimes se sont transformées en protestation contre l'agression turque. Parallèlement, les Turcs ont bombardé les zones situées entre Tel Rifaat et Cheikh Issa, où sont stationnées les forces russes et celles du régime. Le 26, un drone turc a bombardé un poste militaire du régime à Tel Rifaat. En réponse, celui-ci a frappé une zone résidentielle près de Marea, sans faire de victimes. Le 28, de violents affron-

tements ont opposé près de Marea «Armée nationale» et forces kurdes.

Le 27 et les jours suivants, des affrontements ont de nouveau opposé les factions pro-turques et le Conseil militaire de Manbij, affilié aux FDS, sur la ligne de front avec la zone d'occupation turque «Bouclier de l'Euphrate». Le 29 au soir, plus de 50 roquettes turques sont tombées près d'Al-Farat, à l'ouest de Manbij, tuant une femme et sa très jeune fille. Le 29, l'armée turque a amené des renforts près de Tell Abyad, avant d'utiliser de nouveau son artillerie contre la route M4 près d'Ain-Issa, sans faire de victimes.

À la frontière syro-turque, les *Jandarma* («Gendarmes») turcs ont poursuivi leurs exactions. Le 7, ils ont abattu au nord d'Idlib un civil syrien tentant d'entrer en Turquie. Le 20, ils ont battu à mort un autre civil. Le 29, ils ont grièvement blessé par balles près d'Hassakeh un berger gardant des moutons. Selon l'OSDH, ils ont ainsi tué depuis le début de la révolution syrienne 496 personnes, dont 45 femmes et 90 enfants, et seulement en 2021, 35 civils, dont une femme et huit enfants. L'OSDH, qui a publié en ligne (<https://www.syriaahr.com/en/231759/>) un bilan accablant de ces meurtres, a appelé le 22 à la transmission du cas aux tribunaux internationaux.

La Turquie a également poursuivi sa «Guerre de l'eau» contre l'AANES, comme le montrait déjà fin novembre le rapport détaillé de l'ONG néerlandaise *Pax for Peace* (<https://PaxForPeace.nl>). Ces activités délétères visant directement la population civile, coupure du Khabour et rétention des eaux de l'Euphrate, viennent ajouter à la gravité d'une sécheresse qui, encore accentuée par le changement climatique, frappe l'ensemble de la Syrie depuis 15 ans. C'est

la région AANES, traditionnel grenier à blé du pays, qui est la plus touchée par le manque de pluies. Certains réservoirs y sont à sec pour la première fois depuis 30 ans, et la production de blé y a été divisée au moins par deux. Dans le contexte d'une grave «crise du pain», le régime, manquant de devises, a stoppé les subventions aux engrais l'été dernier, et Damas et AANES se disputent le blé qui reste. Autre facteur d'aggravation, les sanctions occidentales provoquent pénuries et hausses de prix du carburant utilisé dans les pompes d'irrigation. Enfin, en fin de mois, ce sont paradoxalement des orages et des inondations qui ont frappé Syrie comme Irak, endommageant ou détruisant le 19 dans le Nord-Ouest syrien plus de 1.200 tentes dans des camps de personnes déplacées...

À Afrin et dans les autres zones occupées par les Turcs et leurs mercenaires, les exactions se poursuivent et semblent même s'amplifier, tant elles se suivent à un rythme soutenu... Trop nombreuses pour pouvoir être toutes rapportées, elles comprennent enlèvements déguisés en arrestations, vols de maisons, d'arbres fruitiers, de récoltes et pillage du patrimoine, avec pour but unique l'argent: vente des objets archéologiques, des biens volés, imposition d'amendes ou de taxes (sur les récoltes par exemple), ou tout simplement de rançons pour sauver la vie du proche enlevé. Fréquemment, les personnes ainsi «arrêtées» ne sont accusées de rien de spécifique, même si le motif «relations avec l'ancienne administration» peut être pris comme prétexte. Parfois, une personne dont la famille a déjà payé est «arrêtée» de nouveau, voire à plusieurs reprises, pour extorquer de nouvelles rançons... L'Organisation des droits de l'homme Afrin-Syrie a compté plus de 660 enlèvements en 2021 dans la région d'Afrîn (*Rûdaw*).

Les destructions d'arbres fruitiers ne se comptent plus et nous n'en rapportons que quelques exemples, dont des informateurs de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) ont témoigné. Le 1<sup>er</sup>, la faction *Al-Jabha Al-Shamiyah* en a abattu des centaines dans le quartier d'Al-Maabatli pour les vendre à Afrin. À Aukan (Bulbul), ce sont 120 oliviers qui ont été abattus... Les voleurs ne sont jamais arrêtés aux points de contrôle des djihadistes soutenus par Ankara. À Serê Kaniyê, dans la zone d'occupation turque «Source de paix», les membres de *Ahrar Al-Sharqiyah*, *Sultan Murad* et *Division Al-Hamza* ont également poursuivi leurs abattages systématiques dans les vergers pour vendre les arbres fruitiers comme bois de chauffage... À Tell Halaf, à 2 km, le Conseil municipal installé par les occupants a fait détruire le 18 une vingtaine de boutiques que les tenanciers refusaient de céder aux combattants pro-turcs.

Le 29, des membres des factions *Ahfad Muhammad* et *Sultan Murad* se sont appropriés par la force 20 maisons appartenant à des personnes déplacées à Hassan Dera (Bulbul) et dans Afrîn: elles pourront être ensuite revendues à des déplacés venus d'autres régions...

Reprenant des pratiques apprises de Daech, les factions pillent également les richesses archéologiques des régions qu'ils contrôlent pour revendre leurs trouvailles au marché noir. Ainsi deux sites près des villages de Ma'rata et de Samalka, jadis enregistrés auprès de la Direction syrienne des antiquités, sont-ils maintenant presque détruits par les bulldozers de l'«Armée nationale». À Kali Khariba (Raju), la faction *Mohamed Al-Fateh* a amené des engins d'excavation et fouille les lieux depuis le 22 novembre, au vu et au su des forces turques.

À tout ceci il faut ajouter les activi-

tés de Daech. Dès le 2, l'organisation djihadiste s'est rappelée au souvenir du régime en attaquant un bus transportant des employés du site pétrolier de Kharata (Deir Ezzor), contrôlé par Damas. L'attaque a fait 10 morts et 1 blessé parmi les passagers. Pour financer ses activités, Daech a aussi commencé à racketter les compagnies pétrolières ayant passé un accord d'exploitation avec l'AANES: les djihadistes exigent 20% de la production pour «protéger» leurs employés...

À Al-Busayra, dans la partie de cette province contrôlée par l'AANES, des motocyclistes armés ont attaqué le 6 les bâtiments de l'Assemblée populaire et du Conseil des femmes, et le 10, plusieurs bases des FDS, cette fois aux roquettes antichar. Le 13, une opération conjointe entre les FDS et la Coalition a permis de repérer et d'éliminer près de la ville 5 djihadistes portant des ceintures d'explosifs, dont deux, se déplaçant à moto, ont été tués par des tirs d'hélicoptères (AFP).

Selon l'OSDH, durant l'année

2021, Daech a mené dans le Nord de la Syrie 342 attaques qui ont fait 228 victimes, dont 5 enfants, 9 femmes et 135 membres des forces de sécurité ou des FDS. Inversement, durant la même période, les FDS ont arrêté dans des opérations conjointes avec la coalition 858 djihadistes suspects, dont 449 ont été plus tard libérés, les autres étant toujours détenus. Selon leurs propres statistiques, les FDS ont en 2021 mené 115 opérations de sécurité ayant permis de faire échouer 16 attaques de grande ampleur, de démanteler 93 cellules dormantes et d'arrêter 802 terroristes (WKI).

Concernant les proches de djihadistes détenus, les rapatriements d'étrangers se poursuivent au compte-gouttes. Le 7, l'AANES a remis aux autorités suisses 2 filles de 9 et 15 ans détenues avec leur mère au camp de Roj. Avec l'accord de leur mère et de son avocate, elles ont rejoint la Suisse en transitant par l'Irak. Le 8, ce sont 100 Irakiens qui ont été rapatriés en Irak. La moitié des quelque 60.000 internés d'Al-Hol sont ira-

kiens (*Le Figaro*). Dans ce camp, la situation sécuritaire demeure exécrable. Le 15, l'OSDH y a rapporté 3 meurtres en 24 heures, probablement le fait de cellules djihadistes. Le même jour, une détenue française de 28 ans est décédée de son diabète au camp de Roj. Son avocate, Me Marie Dosé, a demandé le rapatriement de sa petite fille de 6 ans, dont le père est mort, et a déclaré vouloir saisir, pour la troisième fois, la Cour de Justice de la République pour «omission de porter secours»: elle avait dès 2019 informé l'Elysée et le Quai d'Orsay de «l'état de santé catastrophique» de cette femme, par de nombreux courriels qui n'ont «jamais reçu aucune réponse». Le 16, le gouvernement a réagi *a minima* en qualifiant la mort de la détenue de «triste nouvelle»...

Le 31, l'OSDH a calculé qu'en 2021, le nombre de meurtres avait fortement augmenté à Al-Hol par rapport à 2020: 89 cas contre 33. Par ailleurs, 74 enfants y ont été victimes des mauvaises conditions: 41 Irakiens, 23 Syriens, 10 Européens...

## IRAK :

### L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC/OCPW) CHOISIT D'IGNORER LES ACCUSATIONS CONTRE LA TURQUIE

**D**epuis les élections législatives du 10 octobre, l'Irak attend toujours la formation de son nouveau gouvernement. Début décembre, les différents blocs chiites du parlement de Bagdad ont entamé une nouvelle série de négociations, mais les discussions entre sadristes et partis soutenus par l'Iran, furieux des résultats des élections, s'annonçaient toujours aussi difficiles. Après la confirmation définitive des résultats par la Cour suprême, une délégation sadriste s'est rendue à Erbil pour rencontrer des représentants du Parti Démocratique du Kurdistan

(PDK), avec l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) l'un des deux principaux vainqueurs kurdes du scrutin. Pour s'engager à leur tour dans les négociations, PDK et UPK attendent que les blocs chiites parviennent à un accord.

La situation des territoires disputés entre Kurdistan et Bagdad est toujours aussi tendue. Leurs habitants se sentent abandonnés face à Daech, qui profite du vide laissé entre lignes kurdes et irakiennes pour intensifier ses attaques. À l'ouest de Kirkouk, les djihadistes harcèlent la zone chaque nuit, provoquant la fuite de nombreuses familles. Le 5, autorités kurdes et

irakiennes ont annoncé des opérations coordonnées pour protéger la zone, et le 6, peshmerga et forces irakiennes sont entrées dans l'un des villages concernés, permettant le retour des familles (RFI). Au-delà de ce cas, les Kurdes réclament une coordination sécuritaire globale avec le retour des peshmerga dans certaines zones. Les accords déjà passés ne sont encore guère appliqués.

L'opposition féroce des milices chiites pro-iraniennes du *Hashd al-Shaabi* à la présence américaine impacte aussi la lutte anti-Daech. Certains groupes ont déjà attaqué à la roquette ou aux drones les

militaires américains ou même l'ambassade. Opérant sous surveillance, la Coalition anti-Daech fait profil bas. Le 9, Qassem al-Aaraji, conseiller à la sécurité nationale, a annoncé qu'elle avait «*terminé sa mission de combat*» en Irak pour passer à un rôle «*de formation et de conseil*». Cette transition avait déjà été annoncée cet été par Joe Biden, et les quelque 2.500 militaires américains et le millier de soldats de la coalition déployés en Irak devraient y demeurer (*Le Figaro*).

Loin d'être terminée, la lutte anti-Daech se poursuit sur tous les fronts. À Khanaqin, face à l'Iran, novembre s'était terminé avec une série d'attaques contre les peshmerga près de Kifri et l'attaque d'un convoi militaire irakien sur la route principale de Qara Tapa, la première depuis 2017. Le 2, les médias ont rapporté l'arrestation le 29 novembre par la Sécurité de Kirkouk dans le district de Taza d'une espionne de Daech, veuve d'un combattant tué à Hawija en 2017. Par ailleurs, la police fédérale a annoncé avoir empêché un attentat et arrêté 5 djihadistes (WKI). Le 2 au soir, les jihadistes ont attaqué le village de Khidir-Jija, au sud d'Erbil, et tué 3 civils et 2 peshmerga. Les renforts envoyés sur place, frappés par une bombe artisanale, ont perdu 7 combattants, et un dernier s'est tué dans un accident, portant le bilan à 13 victimes. Le Premier ministre du Kurdistan Masrour Barzani a demandé à la Coalition et à Bagdad «*la fourniture d'armements aux peshmerga car ils défendent la patrie*» (AFP). Le lendemain, une réunion des peshmerga et des forces de sécurité de Bagdad a conclu (pour la n-ième fois) à la nécessité d'«*une coordination sur le terrain*».

Le 5 dans la nuit, une nouvelle attaque contre un avant-poste de peshmerga près de Qara Salem, au nord de Kirkouk, a fait 4 morts et 5 blessés. Le *Washington Kurdish Institute* a indiqué le 7 qu'en trois

semaines, 24 peshmerga avaient été tués. Ces attaques de Daech ont «*ravivé la colère des Kurdes face au vide sécuritaire dans la région, causé depuis le 16 octobre 2017 par la politique du gouvernement irakien*». En réponse, les peshmerga ont lancé la semaine suivante plusieurs opérations de «nettoyage», tandis que de nouvelles réunions de coordination kurdo-irakiennes et plusieurs opérations conjointes prenaient place, notamment à Makhmour, Kifri et Shwan. Le 11, le commandant des opérations de Kirkouk, Ali al-Fariji, et le Vice-ministre des peshmerga, le général Jabar Yawer, se sont rencontrés à Erbil. La Sécurité de Sulaimaniyeh a annoncé le démantèlement de plusieurs cellules dormantes à Halabja et Sayid Sadiq et l'arrestation de 17 djihadistes, dont un commandant. La sécurité d'Erbil a également annoncé la capture de plusieurs djihadistes, dont certains ont avoué leur soutien logistique à des attaques menées à Bagdad (WKI).

Aussi le 11, la police de Kirkouk a annoncé l'arrestation de 60 mendiants de rue, 23 femmes et 37 enfants de 6 à 12 ans, utilisés selon ses informations comme espions par Daech... Le 16, un charnier contenant les corps de dizaines de policiers irakiens assassinés par Daech en 2018, a été découvert dans les territoires disputés, à Douraji, au nord-ouest de Kifri (AFP). Le 17, les peshmerga ont saisi une cache de Daech et «*désamorcé une série d'engins explosifs disposés le long de la route près de Qarah Tapa*» (WKI).

Makhmour et ses installations pétrolières ont été également ciblées. Le 4, Le Mouvement de la liberté (*Tevgera Azadi*) a condamné l'attaque revendiquée par Daech la nuit du 30 au 31 novembre, qui a fait 10 morts peshmerga et 3 civils. L'organisation a également critiqué les autorités pour l'absence de protection des civils près de

Makhmour. Une attaque précédente contre le village de Qarach, près de Makhmour, avait été repoussée fin novembre par les habitants... Les djihadistes demeurent retranchés dans les monts Qara Chokh, dont les forces de sécurité irakiennes ont rompu le siège fin novembre. Le 19, Daech a attaqué deux postes militaires irakiens, blessant un soldat. Le 31, une force de volontaires kurdes a repoussé une autre attaque dans cette zone, tuant 4 terroristes. La Sécurité irakienne a indiqué craindre d'autres attaques visant les installations pétrolières.

Durant les deux dernières semaines de décembre, l'amélioration de la coopération irako-kurde a enfin permis d'amorcer une certaine réduction des attaques de Daech dans les «Territoires disputés». Mais le groupe terroriste a conservé la capacité de lancer des opérations et l'a montré en blessant le 31 un soldat irakien à Touz Khourmatou. Le même jour cependant, les peshmerga ont annoncé avoir saisi munitions et engins explosifs près de Kifri lors d'une opération conjointe avec les forces irakiennes... (WKI)

Outre le risque djihadiste, la situation des territoires disputés demeure marquée par la mauvaise qualité des services de base, la corruption, et la reprise de la politique d'arabisation visant les Kurdes, mais parfois aussi les Turkmènes. Le 2, la Commission d'intégrité de Kirkouk a lancé une nouvelle enquête contre le responsable du Département de l'éducation. Ali Tuma est visé par plusieurs plaintes pour corruption concernant le recrutement des enseignants: en 2019 et 2021, il avait recruté 77% d'Arabes au détriment des Kurdes et des Turkmènes. L'homme est déjà connu pour avoir fait chasser par ses gardes du corps les journalistes de la cérémonie de rentrée scolaire du 1<sup>er</sup> novembre dernier, et avoir

lancé une enquête sur le directeur d'une des écoles kurdes de la ville, coupable d'avoir pour la rentrée hissé le drapeau du Kurdistan au son de l'hymne kurde... Toujours au chapitre de la corruption, la cour d'appel de Kirkouk a annulé les peines de prison infligées à 4 fonctionnaires provinciaux proches du gouverneur par intérim Rakan al-Jabouri, renvoyant l'affaire au tribunal pour rejugement. Les accusés, dont le frère d'al-Jabouri, avaient reçu 9 mois de prison suite à une plainte de la Commission d'intégrité.

Ce même Rakan al-Jabouri continue à soutenir les tentatives d'arabisation des terres agricoles dans la province. Le 14, plusieurs partis kurdes ont tenu une réunion conjointe pour appeler à l'élection d'un nouveau gouverneur et à la participation des peshmerga au maintien de la sécurité de la province. Le PDK, qui n'a pas participé à la réunion, a par la voix du député Shakhwan Abdullah critiqué la déclaration finale qui «ne comprenait pas une seule ligne sur le processus d'arabisation auquel les Kurdes sont confrontés dans la province».

La présence militaire et les frappes turques, pour lesquelles Ankara prend prétexte de la présence du PKK, se poursuivent dans tout le Nord de l'Irak, provoquant inquiétude, colère et tensions. Le 7, un drone turc a tué dans sa voiture un commandant des Unités de résistance du Sinjar (YPS), une force yézidie proche du PKK. Dénonçant l'attaque, la *Free Yezidi Foundation* a appelé Bagdad comme Erbil, mais aussi l'OTAN, dont la Turquie est membre, et le Conseil de sécurité des Nations-Unies, à mettre fin à ces frappes scandaleuses contre la communauté yézidie: «N'était-il pas suffisant de subir le #GénocideYezidi ?» a twitté la Fondation.

Le 9, le ministère turc de la Défense a annoncé la mort en Irak de 3 soldats dans une attaque attribuée au PKK, et la «neutralisation» en réponse de «six terroristes». Le 12, l'«Administration autonome» du Sinjar, soutenue par le PKK, a imposé un boycott général des services publics en raison du silence de Bagdad face aux frappes turques. Dans le district de Sinunî, deux protestataires ont été blessés quand les forces de sécurité irakiennes ont ouvert le feu sur une manifestation; un soldat irakien a également été blessé. Une nouvelle frappe de drone sur un bâtiment administratif utilisé par les YPS à Khana Sor, aurait fait 2 morts, selon des rapports initiaux ensuite non confirmés. En fin de mois, des tirs d'artillerie turque dans la province de Dohouk ont frappé le village de Hiror, et plusieurs frappes aériennes le district de Sharbashjer (Sulaimaniyeh).

Le 23, l'ambassadeur turc en Irak, Ali Rıza Güney, a visité Kirkouk et tenu une réunion au QG du Front turkmène soutenu par Ankara, durant laquelle il a rencontré le gouverneur. Celui-ci a été critiqué pour s'être rendu sur place plutôt que de recevoir l'ambassadeur au gouvernorat, où selon le protocole il aurait dû se rendre d'abord.

Par ailleurs, alors que la Turquie est depuis des mois accusée d'utiliser des armes chimiques dans ses opérations anti-kurdes en Irak et en Syrie, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC/OCPW), qui a tenu sa 26<sup>e</sup> Conférence annuelle à La Hague (Pays-Bas) du 29 novembre au 3 décembre, n'a même pas discuté la question. Dans un communiqué de presse publié pour l'ouverture de la session, le Congrès national kurde (KNK) avait réitéré son appel à l'envoi d'une délégation d'experts dans la zone touchée, observant

que «si l'OIAC devait ignorer sa responsabilité de protéger toutes les personnes contre les armes chimiques, elle violerait ses propres règlements et nuirait gravement à la crédibilité de la Convention sur les armes chimiques (CAC)» (*MedyaNews*). L'absence de réaction de l'OIAC a déclenché des manifestations kurdes à La Hague, au cours desquelles 50 personnes ont été arrêtées (*France-24*). Par ailleurs, une «Coalition contre les armes chimiques au Kurdistan», s'est formée et a préparé sa propre délégation internationale pour visiter la région. Murat Karayilan, membre du comité exécutif du PKK, a déclaré sur *Stêrk TV* que cinq gaz différents utilisés par la Turquie avaient pu être identifiés, du gaz moutarde au neurotoxique Tabun.

Ce mois a également été marqué par la douleur des familles des migrants morts noyés dans la Manche le 24 novembre dernier, dont la plupart étaient Kurdes d'Irak. Première victime identifiée, la jeune Maryam, partie de Soran pour rejoindre son fiancé déjà installé au Royaume-Uni, est devenue le symbole de ce malheur. S'étant vue refuser plusieurs fois un visa de regroupement, elle avait fini par tenter une traversée illégale. Mi-décembre, plus de 3.000 Kurdes bloqués des semaines à la frontière Belarus-Pologne avaient été rapatriés par avion, mais les cercueils des victimes de la Manche n'ont atterri que le 26. Des familles, et beaucoup de jeunes, certains très diplômés mais désespérés par l'absence de perspectives. Enfin, le 17, des inondations causées par des pluies exceptionnelles ont fait de nuit au moins 12 morts dans la banlieue d'Erbil, dont des femmes et des enfants. Les victimes ont été en majorité noyées chez elles. Les inondations ont aussi frappé la province de Suleimaniyeh, où le corps d'un jeune de 18 ans a été retrouvé à Takya.

## IRAN : DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE RAÏSSI, LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES S'EST ENCORE INTENSIFIÉE

**L**a réouverture des négociations sur le nucléaire iranien, le 29 novembre à Vienne, a rapidement abouti à une déception pour les Occidentaux. Cinq jours de discussions n'ont permis quasiment aucun progrès, et une suspension a été annoncée le 3 décembre pour que chaque délégation puisse rentrer consulter son gouvernement, avant l'annonce d'une possible reprise le 8... Les Européens, notamment, ont dénoncé une «marche arrière» de l'Iran, qu'ils soupçonnent de jouer la montre pour poursuivre son programme d'enrichissement: «*Les différentes parties s'étaient quittées en juin avec l'espoir d'une conclusion imminente, mais l'arrivée au pouvoir en Iran du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi a changé la donne*», écrit *Le Monde*. Les nouveaux négociateurs ont de fait remis en cause quasiment 90% de ce qui avait été conclu lors des discussions entre l'administration Biden et le pouvoir iranien sortant. Les sessions sont aussi compliquées par le fait qu'à la demande des représentants iraniens, les discussions avec les Américains sont indirectes: les diplomates iraniens, français, allemands, britanniques, russes et chinois – en bref, ceux des pays n'ayant pas dénoncé l'accord – se trouvent dans un hôtel, la délégation américaine dans un autre; des messages passent d'un hôtel à l'autre.

Après qu'enfin quelques progrès techniques ont été obtenus, en particulier la rédaction d'un document commun sur la question nucléaire et sur les sanctions, la délégation iranienne a demandé une nouvelle pause le 17. Les discussions n'ont finalement repris que le 27, alors que

les Occidentaux craignent que tout retard supplémentaire ne rende tout accord obsolète au vu des progrès rapides du programme nucléaire iranien, notamment en matière d'enrichissement de l'uranium... (*Le Figaro*). Le 30, en pleins pourparlers, Téhéran a annoncé l'envoi dans l'espace par son lanceur de satellites *Simorgh* de trois «instruments de recherche», nourrissant la suspicion occidentale que le régime cherche à se doter de lanceurs balistiques à longue portée, un développement interdit par la résolution 2231 du Conseil de sécurité. Le 24, l'Iran avait déjà tiré plusieurs missiles balistiques, et en avril 2020, les Gardiens de la Révolution avaient lancé leur premier satellite militaire... Le 31, Paris a condamné le lancement, tandis que Washington exprimait sa «préoccupation».

C'est quasiment au même moment, le 27, que l'organisation de défense des droits humains HRANA (*Human Rights Activists News Agency*) a publié son rapport 2021 sur les violations des droits humains en Iran (<https://www.en-hrana.org/wp-content/uploads/2021/12/HRA-Annual-Report-2021-English.pdf>). Ce document de 53 pages, qui couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 20 décembre 2021, rassemble des données recueillies par HRANA (38%); 24% des informations proviennent d'autres agences de presse spécialisées dans les droits humains, et 38% des rapports proviennent du gouvernement iranien lui-même où de sources proches. Le document comporte des statistiques et des graphiques concernant les droits des femmes, des enfants, des prisonniers, etc.

Parmi les exactions mentionnées dans ce rapport, on trouve l'assassinat par balles par les forces de sécurité du régime de 36 porteurs kurdes transfrontaliers, les *kolbars*, et 109 blessés. Après que l'un d'entre eux a été abattu et 2 blessés près de Baneh le 30 novembre, le mois de décembre a poursuivi la terrible litanie, avec un troisième blessé à Sardasht le 2 décembre, et un quatrième tué près de la frontière à Qasr-e Shirin le 3... (*Kurdpa*) Deux autres ont été blessés près de Nowsud respectivement le 7 et le 9, et le 12, les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) ont tendu une embuscade à un groupe dont ils ont blessé 2 membres près des Monts Qandil, au Kurdistan d'Irak. Par ailleurs, deux personnes ont été blessées par des mines datant de la guerre Iran-Irak à Qasr-e Shirin et Dehloran (Elam) (*WKI*). Le 29 décembre enfin, un berger de 10 ans appartenant à une communauté d'éleveurs a été grièvement blessé à la poitrine par une mine à Dehloran quand une des bêtes a déclenché l'explosion. L'enfant est décédé à l'hôpital. Loin de déminer ses frontières, le régime utilise toujours ces engins datant de la guerre Iran-Irak pour les «sécuriser», au mépris total de la vie de ses propres citoyens – on sait depuis longtemps, et le régime ne peut l'ignorer, que les mines inexplosées frappent surtout les femmes et les enfants... (*HRANA*).

Dans la foulée de l'élection à la présidence de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, connu pour sa participation aux assassinats de masse des prisonniers politiques dans les années 80, les autorités ont encore augmenté leur pression sur la communauté kurde d'Iran, à coups d'arresta-

tions, de condamnations et parfois d'exécutions... La première semaine du mois, elles ont arrêté au moins une dizaine de personnes dans tout le Kurdistan d'Iran, dont la militante Chinei Sharifi, à Bokan. Le 5, les forces de sécurité ont arrêté et mis au secret deux habitants du village de Nyar (Sanandaj), Saadi Menbari et Siamak Arang, et fouillé leur maison (selon KHRN, ce sont 5 membres de la famille Menbari, qui ont été arrêtés). Les accusations portées contre eux n'ont pas été révélées (*Kurdpa*). Le même jour (mais KHRN n'a publié l'information que le 9), deux autres civils kurdes, Mohammad Fadavi et Rahmatollah Salehian, ont été arrêtés dans le village de Malqarani (Saqqez). Le 8, deux habitants du village de Nyar (Marivan), ont été arrêtés et mis au secret, sans indication de ce qui leur est reproché (*Kurdpa*). D'autres Kurdes ont été arrêtés à Ouroumieh, Qotur et Oshnavieh. Selon l'organisation KHRN, ces arrestations s'inscrivent dans plusieurs vagues d'arrestations successives touchant particulièrement la province iranienne du Kordestan (dénomination persane), au cours desquels les domiciles des personnes visées sont perquisitionnés et les personnes mises au secret de manière illégale, puisqu'aucun mandat officiel n'est montré... Depuis début novembre, 38 personnes auraient ainsi été appréhendées, dont 12 membres de la famille Pezeshki.

Par ailleurs, Qassim Azizian, un militant kurde de Mahabad condamné à 28 mois d'emprisonnement pour «appartenance à un parti kurde d'opposition», a entamé sa peine en début de mois (*WKI*), et le 8, deux habitants de Mahabad, Amir Bayazidi Azar et Ghasem Azizian, ont été convoqués pour accomplir leur peine de prison,

respectivement 3 mois pour «propagande contre le régime» et 28 mois pour «appartenance à un parti d'opposition», des peines confirmées en appel.

Le 12, des agents de l'*Etelaat* (Renseignement) ont fait un raid au domicile de l'activiste kurde et écologiste Kajal Nasri à Tangesar (Sanandaj) et l'ont arrêtée et mise au secret. On ignorait toujours le 21 sa situation. Par ailleurs, les forces de sécurité ont arrêté de nombreux autres Kurdes, dont le militant écologiste Farhang Ozairi, ainsi que d'autres à Marivan et Mahabad, tandis que 19 personnes arrêtées en novembre à Baneh demeuraient incarcérées (*WKI*). Le même jour, selon HRANA, quelque 47 prisonniers politiques de la prison d'Ouroumieh sont entrés en grève de la faim. Ils demandent l'annulation de l'ordre du directeur de la prison de les transférer dans un nouveau quartier de haute sécurité où l'espace est insuffisant et l'équipement médiocre. Le 22, donc après 10 jours, ils poursuivaient toujours leur mouvement...

Mais le mois a été particulièrement marqué par l'exécution, accomplie dans le secret le 19 à Sanandaj, de Heidar Ghorbani, immédiatement dénoncée depuis Oslo par l'organisation *Iran Human Rights*. L'agence IRNA a confirmé l'exécution, décrivant Ghorbani comme un «terroriste» et un membre du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Des experts des droits de l'Homme de l'ONU, tout comme *Amnesty International*, avaient exhorté l'Iran à annuler sa condamnation à mort en raison des «graves préoccupations» suscitées par l'absence de procès équitable et des tortures en détention provisoire. Condamné à mort en 2020 pour avoir selon l'accusation

fourni en 2016 un soutien logistique aux meurtriers de trois membres du *Bassij*, branche paramilitaire des Gardiens de la révolution, Ghorbani était emprisonné depuis octobre 2016. La justice iranienne a reconnu qu'il n'avait jamais porté les armes. «*Le cas de Heidar Ghorbani était tellement entaché par des anomalies et l'absence de toute preuve crédible que l'horreur de son exécution n'en est que plus grande*», a déclaré à l'AFP Raha Bahreini, chercheuse d'*Amnesty International* spécialiste de l'Iran. «*Des groupes de défense des droits de l'homme affirment que sa condamnation était fondée sur des preuves douteuses obtenues sous la torture et qu'il aurait été privé d'un avocat au cours de l'enquête*», a indiqué la BBC, ajoutant que l'accusé «*avait nié tout lien avec les meurtres*». Passée sous silence dans les médias locaux, l'exécution a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux. Dans la ville natale de Ghorbani, Kamyaran, une foule s'est rassemblée le jour même de son exécution pour lui rendre hommage, scandant: «*Les martyrs ne meurent pas*» (*AFP*).

L'horreur de l'exécution est encore augmentée par le traitement réservé à la famille du condamné. Les autorités, faisant croire à celle-ci que leur proche allait être «transféré» vers une prison de Téhéran, l'ont invitée à lui rendre visite avant son départ. À leur arrivée, les agents ont emmené les proches de Ghorbani au cimetière principal de Sanandaj et leur ont indiqué sa tombe. «*Ils l'ont enterré eux-mêmes au cimetière Beheshte Mohammadi et ne nous ont pas restitué son corps*», a déclaré un proche à *Iran Human Rights*. Le «Centre de coopération des partis politiques du Kurdistan iranien» (CCIKP) a déclaré que le régime avait utilisé des «accusations sans fondement» pour exé-

cuter Ghorbani et intimider ainsi les autres militants. Quatre Kurdes de Sanandaj qui avaient organisé une cérémonie de funérailles pour Heydar Ghorbani ont été arrêtés (WKI), et le 24, l'imam sunnite Mohammad-Mirza Rahmani, qui avait pris la parole lors de cette cérémonie a lui aussi été arrêté et mis au secret. Le 27, un autre résident de Kamyaran, Kianush Rahmani, qui avait publié une photo de Haydar Ghorbani sur les médias sociaux, a été à son tour arrêté dans un raid à son domicile (HRANA).

Le 21, également à Kamyaran, le militant écologiste Amanj Ghorbani a été arrêté alors qu'il se présentait à une convocation des forces de sécurité. Les raisons de son arrestation n'ont pas été révélées. Il avait déjà été arrêté en 2018 et condamné à 3 mois de prison. Le 26, deux habitants de Kuyik (Naghadeh),

Sarhang Alizadeh et Farzin Abdollahzadeh, ont été arrêtés pour «collaboration avec un parti d'opposition» et mis au secret (HRANA). Le 29, l'ancien prisonnier politique Shirko Agoshî, originaire de Pîranshahr, et Hossein Alvand-Kûhi, de Mahabad, tous deux accusés d'avoir participé à des affrontements armés contre les *pasdaran*, ont été condamnés à Mahabad à 10 ans de prison pour «appartenance à un parti kurde d'opposition interdit».

S'exiler hors du pays ne suffit pas à protéger les dissidents des assassinats politiques perpétrés par les agents du régime. Ceux-ci n'hésitent pas à pourchasser et à exécuter ceux-ci selon les ordres reçus de Téhéran, en des opérations organisées selon un protocole précis et maintenant bien reconstitué (encadré «Iran's Two-Man 'Hit Teams'», <https://www.rferl.org/a/iran-farrokhdad-chain-murders->

[investigation-farda/31545582.html](https://www.rferl.org/a/iran-farrokhdad-chain-murders-)). Début décembre, Rashad Minbary, membre du PDKI exilé à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak, a témoigné avoir été victime le 28 novembre d'une tentative d'assassinat par des tireurs qui ont ouvert le feu sur son appartement. Minbary a accusé les autorités iraniennes de les avoir envoyés. Son frère Shoresheh, commandant peshmerga, avait déjà été tué en 2016.

Le régime recourt aussi aux cyber-attaques et à la désinformation. Ainsi le site web du PDKI a-t-il récemment été visé par des tentatives de sabotage, et le 7, l'organisation *Hengaw*, une importante source d'information sur les abus du régime, a publié sur son site un communiqué accusant l'*Etelaat* d'avoir créé à des fins de propagande un site web en kurde et en persan utilisant son nom et son logo (WKI).

## LA SITUATION EFFRAYANTE DANS LES PRISONS TURQUES : VIOLS, MEURTRES ET NÉGLIGENCES CRIMINELLES

**L**e 13 décembre, l'Assemblée des femmes du HDP a publié une déclaration commençant par ces mots: «*Sous le gouvernement de l'AKP, presque toutes les institutions turques, et en particulier les prisons, commettent des crimes et méprisent à la fois la loi et la dignité humaine. Les prisons turques sont devenues des centres de torture et de mauvais traitements. Ces pratiques inhumaines, surtout lorsqu'elles sont appliquées aux prisonniers politiques,, affectent profondément la conscience humaine. Un exemple particulièrement bouleversant et préoccupant est la mort, le 9 décembre, de la prisonnière politique kurde, Mme Garibe Gezer, dans la prison de haute sécurité de Kandıra*», à Kocaeli.

Un peu plus tôt le même jour, les autorités pénitentiaires avaient

contacté les avocates et la sœur de Garibe Gezer pour leur annoncer son «suicide» en cellule d'isolement. Mais selon l'avocate Eren Keskin, il est impossible pour un prisonnier de se suicider en cellule d'isolement. Quand elle a reçu l'appel téléphonique l'informant du «suicide» de sa sœur cadette, Asya Gezer a d'ailleurs immédiatement répondu qu'elle n'y croyait pas et qu'elle allait déposer une plainte criminelle contre l'administration.

La famille de la prisonnière et la victime elle-même avaient à plusieurs reprises tenté d'avertir l'opinion publique des menaces pesant sur sa vie. Le 8 octobre, Gezer avait annoncé qu'elle avait été torturée et abusée sexuellement par ses gardiens dans une cellule capitonnée. Eren Keskin avait alors déposé une

plainte criminelle contre les gardiens et le médecin de la prison. Plus scandaleux peut-être encore que le meurtre lui-même est le fait qu'aucune de ces démarches n'aura en fin de compte protégé la prisonnière. Alors que les faits avaient été révélés, aucune enquête n'a été ouverte, le système judiciaire n'a pris absolument aucune mesure, et l'impunité des tortionnaires est demeurée totale.

Dès le 8 octobre, les faits étaient connus, ils se trouvent décrits dans un article publié à cette date sur *Bianet* (<https://bianet.org/5/97/251552-sexual-assault-and-torture-against-wom>), d'où ils sont repris quasiment à l'identique dans la déclaration du HDP déjà mentionnée, et dont nous donnons une version résumée ci-dessous.

Sitôt transférée de Kayseri à Kandira le 15 mars 2021, Garibe Gezer a été placée à l'isolement durant 22 jours. Elle a ensuite été transférée, à sa demande, dans une cellule de trois personnes, mais, le 21 mai, on lui a annoncé qu'elle devait retourner à l'isolement. Lorsqu'elle l'a refusé, des gardiennes l'y ont emmenée de force en la traînant au sol et en la tenant par les cheveux et les bras. Elles lui ont enlevé son pantalon avant de la faire volontairement passer devant des gardiens de sexe masculin. Quand elle a commencé à frapper la porte de sa cellule, les gardiens sont entrés et l'ont battue. Ils l'ont prévenue que si elle continuait, ils la mettraient dans une cellule capitonée. Le 24 mai, huit gardiens sont venus dans sa cellule pour la battre de nouveau, avant de mettre à exécution leur menace. À la porte de la cellule, elle a été déshabillée, fouillée et agressée sexuellement. À l'infirmerie, où on lui a refusé tout traitement médical, elle a également été maltraitée. Ramenée dans une cellule d'isolement, elle a tenté de mettre fin à ses jours.

Dans la pétition qu'elle a soumise au bureau du procureur général de la prison de Kandira, Keskin décrit la cellule utilisée pour confiner la jeune femme: «Ma cliente a déclaré que la [...] «cellule capitonée» était un endroit de deux à trois mètres de long, entièrement recouverte de mousse, [et] surveillée par une caméra 24h/24. Il y avait des excréments partout dans la pièce, l'odeur d'urine et d'excréments était insupportable, il n'y avait comme toilettes qu'un trou dans la chambre, qui était visible depuis la caméra»... Le 7 juin, Gezer a tenté de mettre le feu à sa cellule et a de nouveau été jetée 24 heures dans une cellule capitonée. [...] Certaines de ses lettres [à ses avocats et sa famille] ont été censurées et d'autres n'ont pas été transmises du tout.

Bien que ces plaintes et allégations

soient connues depuis un certain temps, aucune enquête n'a été ouverte par le bureau du procureur et aucune mesure n'a été prise contre les responsables. Le 27 octobre, 22 députés du HDP ont porté le cas de Garibe Gezer devant le Parlement et demandé une enquête, sans plus de succès. La responsabilité première de la mort de la prisonnière incombe au gouvernement AKP, qui a de fait rendu normaux la torture et les mauvais traitements dans les prisons turques. La politique du gouvernement consiste simplement à couvrir, voire à encourager, les crimes commis dans les institutions qui fonctionnent sous son contrôle.

La déclaration se termine par un appel à la communauté internationale, à tous les démocrates, et en particulier aux organisations de femmes, à élever la voix contre les pratiques inhumaines et les crimes commis dans les prisons turques.

Aussitôt qu'Eren Keskin et les autres avocats ont été informés du décès de Gezer, ils se sont rendus à la prison pour rencontrer l'administration pénitentiaire et obtenir les images du moment de sa mort filmées par la caméra. Mais à leur arrivée, le corps avait déjà été transféré à l'Institut de médecine légale de Kocaeli et l'autopsie menée hors la présence des avocats. Le rapport préliminaire d'autopsie n'indiquait même pas la cause du décès. «Même dans les années 90, une telle chose ne pouvait se produire» a indiqué Keskin.

Après la mort suspecte de Gezer, l'administration pénitentiaire a annoncé le 20 qu'un autre prisonnier kurde, Vedat Erkmen, condamné à perpétuité et incarcéré à la prison de Tekirdağ, s'était «suicidé». Sa famille a immédiatement rejeté la thèse du suicide avancée par le gouvernement et s'est demandé comment Erkmen avait pu obtenir une corde alors

qu'il était en isolement. Quand la famille du prisonnier décédé et des avocats de l'Association des droits de l'homme (İHD) et de l'Association des avocats pour la liberté (ÖHD) sont arrivés à la prison, exactement comme dans le cas de Garibe Gezer, ils ont appris que les procédures d'autopsie d'Erkmen avaient déjà été effectuées. Les funérailles de Vedat se sont tenues sous la surveillance d'un important contingent de la police, qui craignait manifestement une explosion des protestations.

Gürkan Isteli, membre de la commission des prisons de la branche d'Istanbul de l'ÖHD, a écrit sur les réseaux sociaux: «*Que cachent-ils à qui ? Nous avons fait des allers-retours entre la prison, le palais de justice et l'hôpital pendant des heures. La prison a rejeté toutes nos demandes pour voir le corps. Quelques heures plus tard, nous avons pu joindre le bureau du procureur en service, et avons enfin pu identifier le corps. [...] Notre client, Vedat Erkmen, a été déplacé de sa cellule vers une cellule d'isolement il y a quelques jours. La raison de ce transfert est qu'il n'était pas en sécurité. Nous pensons qu'il a été assassiné. Pourquoi Vedat, qui a été déplacé de sa cellule par mesure de sécurité, se serait-il suicidé?*»

Dans un cas comme dans l'autre, l'administration pénitentiaire se prépare clairement à poursuivre ses dissimulations afin d'assurer l'impunité des meurtriers.

Par ailleurs, l'administration pénitentiaire continue à refuser aux prisonniers malades des sorties pour motif médical. C'est le cas ce mois-ci notamment d'Aysel Tuğluk, arrêtée en décembre 2016 alors qu'elle était vice-coprésidente du HDP et toujours en détention à la prison de Kandira. Elle fait aussi partie des 108 inculpés du «Procès Kobanê». Tuğluk éprouve maintenant des difficultés à parler et commence à ne plus

reconnaître les gens. En mars, l'université de Kocaeli a diagnostiqué une démence et a indiqué dans un rapport qu'elle ne pouvait plus demeurer seule en prison.

Mais l'Institut de médecine légale d'Istanbul (ATK) a publié un rapport contradictoire en septembre, et le tribunal a rejeté les demandes de libération. Selon son frère,

Alaattin Tuğluk, l'université avait préparé son rapport après six mois d'examens réguliers, alors que l'ATK «ne l'a vue que deux heures, une seule journée»...

---

## DIASPORA : UNE KURDE NOMMÉE MINISTRE DE LA JUSTICE AUX PAYS-BAS

**P**rivés de leur propre Etat, privés d'avenir, persécutés par les Etats qui occupent leur pays, les Kurdes continuent d'émigrer vers l'Europe occidentale en quête de liberté et d'une vie meilleure. Ils sont désormais au moins 1,5 millions dans les pays d'Europe occidentale, dont environ 300.000 en France et plus de 800.000 en Allemagne. Arrivés souvent dans le plus grand dénuement, ils luttent pour s'intégrer au plus vite dans leur pays d'accueil en travaillant dur et en poussant leurs enfants à faire des études. Et ces efforts commencent à porter leurs fruits.

Ainsi, on a appris le 31 décembre qu'une jeune femme originaire de l'emblématique province de Dersim, l'un des hauts lieux de la résistance kurde au régime turc oppressif, allait devenir Ministre de la Justice des Pays-Bas dans le nouveau cabinet Rutte. Des sources fiables ont confirmé cette information après des rapports initiaux du journal *De Telegraaf*. La future ministre s'appelle Dilan Yesilgoz. Après avoir été députée et porte-parole du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), elle avait officié dans le précédent cabinet comme secrétaire d'Etat aux Affaires économiques et à la politique du climat. A 44 ans, après un parcours remarquable, elle devient ainsi titulaire d'un ministère régalien. Son prénom Dilan, ancien et courant au Kurdistan, signifie liesse, fête dansante et traduit un état d'esprit d'aborder la vie avec optimisme et

joie en dépit de nombre d'obstacles et de malheurs.



*Dilan YESILGOZ*

Une autre jeune femme, Zuhail Demir, également originaire de Dersim, est actuellement Ministre de la Justice et de l'Environnement des Flandres.



*Zuhail DEMIR*

Au Royaume-Uni, l'ancien Ministre de Vaccination, Nadhim Zahaoui, Kurde irakien, a été promu Ministre de l'Education nationale.

En Allemagne, «une fille de Peshmerga» du Kurdistan irakien, Reem Alabali-Radovan, d'origine assyro-chaldéenne, députée du Parti social-démocrate, a été nommée Secrétaire d'Etat pour les migrations, les

réfugiées et l'intégration du nouveau gouvernement allemand de coalition.



*Reem ALABALI-RADOVAN*

De nombreux Kurdes siègent actuellement comme députés dans des parlements nationaux de plusieurs pays européens. Ces exemples de réussite, largement médiatisés, servent de modèles aux jeunes Kurdes ambitieux de la diaspora. Ils inspirent aussi les jeunes du Kurdistan qui souvent prennent des risques considérables pour rejoindre ce havre de paix, de prospérité et d'opportunités que représente à leurs yeux l'Europe.

A la poursuite de ce rêve, une quinzaine d'entre eux sont morts dans le naufrage de leur embarcation de fortune dans les eaux tumultueuses de la Manche fin 2021. D'autres ont péri dans les glaciales forêts de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Ces drames n'empêchent pas que d'autres jeunes Kurdes tentent l'aventure. Cela durera tant qu'ils ne pourront pas vivre libres et en paix dans leur pays actuellement martyrisé.

---

## ALLEMAGNE : UN IRAKIEN DE DAECH CONDAMNÉ POUR LE GÉNOCIDE YÉZIDI DE 2014

**O**n a appris début décembre que la Haute Cour régionale de Francfort, en Allemagne, avait condamné un terroriste irakien de Daech à la prison à vie pour «génocide, crime contre l'humanité, crimes de guerre et complicité de crimes de guerre» à l'encontre de la minorité kurde des yézidis. Taha Al-Jumaili avait participé au génocide et avait notamment laissé une enfant mourir de soif. Cette condamnation à perpétuité est la première au monde pour des crimes commis pendant le géno-

cide des yézidis. En octobre dernier, la femme d'al-Jumaili, Jennifer Wenisch, avait été condamnée à 10 ans de prison pour la même affaire.

L'Irakien, qui avait rejoint les rangs de l'EI en 2013, a été condamné pour avoir, durant l'été 2015 à Fallouja, en Irak, laissé mourir de soif une fillette yézidie de 5 ans qu'il avait, avec sa mère, «achetée comme esclave».

«C'est un pas très important et un message d'espoir pour les

victimes yézidies et les victimes de génocide en général. Cela montre que justice peut être faite, même si ce n'est pas là où les crimes ont été commis. C'est important pour les victimes d'accéder à la justice, au-delà de la reconnaissance symbolique du génocide: elles veulent pouvoir regarder leurs agresseurs dans les yeux», a déclaré Natia Navrouzov, avocate et membre de l'ONG *Yazda*, qui rassemble les preuves des crimes commis par l'EI envers les yézidis (*Le Monde*).



3 November 2021  
By Wim Zwijnenburg

## Killing the Khabur: How Turkish-backed armed groups blocked northeast Syria's water lifeline

The suffering of rural communities across northeast Syria controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) is being amplified by Turkish-backed armed groups. Already struggling with severe climate change-linked drought, these areas have experienced even more severe water shortages since May, when the Syrian National Army (SNA) built three earth dams in areas under their control, cutting off the vital Khabur river 80 kilometers northwest of Hasakah city. New research by PAX, conducted through interviews on the ground and satellite imagery, has shown the depth and consequences of the dam construction on the lives and livelihoods of Syrian farmers.

The summer of 2021 was one of the hottest ever recorded in northeast Syria. The impact of the extreme heat was magnified by very limited rainfall, which meant agricultural communities had less water than ever at their time of greatest need. According to humanitarian agencies, over [12 million Syrians](#) currently face dire consequences from lack of rain and water in the Euphrates River.

For farmers in and near the Khabur valley, the impact of these shortages was further compounded by the blockage of the river, the Euphrates' largest tributary and a historically non-seasonal waterway. During fieldwork carried out along the M4 highway in September 2021, PAX interviewed farmers and pastoralists around Tel Tamer, many of whom were struggling with intense water scarcity. The cut-



ting of the river's flow came at a time of severe drought and high diesel prices, which are preventing many farmers from operating their pumps. With no irrigation, vast tracts of agricultural land are being left fallow.

This is the latest instance in which water has been used as a weapon of war during the conflict in Syria, adding a new unpredictable challenge to farmers' lives. Since the incursion in parts of northeast Syria by Turkish forces and Turkish-backed armed groups, populations in the area face serious challenges around access to water. Starting in October 2019, the SNA disrupted the water flow from the Alouk Water Station to Tel Tamer and Hasakah on over 20 occasions, [leaving](#) close to a million people without access. The lack of rain in Spring 2021 also [resulted](#) in lower water levels, as Turkey limited the release of water from its dams into the Euphrates River at the border, with a recorded 70% decrease in water levels in Syria, that has severe consequences for communities depending on it.

Talking with Abu Gabriel, a 70 year old Assyrian farmer who

has been living his whole life in the village of Tall Maghas on the Khabur River, he tells us that most of the people have left the village in recent years. Artillery shelling from the SNA against villages and positions along the M4 is ongoing, driving farmers away from their land. When asked about the water situation, the farmer then mentioned how in May, the SNA blocked the river by building dams. The increase in rainfall from previous years had boosted agricultural production, but soon crop fires, partly from the shelling, destroyed large parts of the harvest in 2019-2020. This put Abu Gabriel in a precarious position, spending most of his savings planting seeds last year. However, nothing grew as the expected rain never came. "There is no year that we don't have fear because of the fires and the war. The land will be a desert", he explained with desperation in his voice. Behind his farm, we walked to the dried out Khabur, a testament to the aforementioned story.

As of October 2021, the area north and west of Tel Tamer forms part of the frontline between the US-backed SDF,

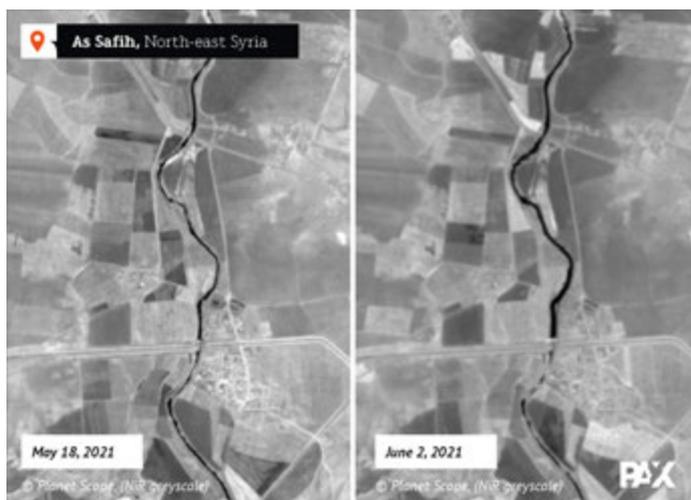
which control most of the northeast, and the Turkish-backed SNA, who have held a swathe of northern Syria since 2019. But the SNA continues to try to make in-roads into the northeast. Local civilians see the blocking of the river as part of a wider strategy to destabilize the Kurdish-dominated Autonomous Administration of North and East Syria (AANES).

PAX acquired high-resolution satellite imagery from Airbus and Planet, showing three dams being constructed along the Khabur river in SNA-controlled territory, and a third one in mid-October in an SDF-held area. The first dam was built on May 22nd, south of the village of Tall al Assafir. It was followed on May 27th by a dam 8 km north of the town of As Safih. A third was constructed only a few hundred meters north of the first dam at the town of Al Manajeer on June 1st.

From late May to early October 2021, the water flow was halted in the river. Downstream from the southernmost dam, 60 communities along the river bank and over 20 more nearby (up to 4 km) depend on its water. Ongoing monitoring showed that on October 6th, the dams were broken and water flowed southward, but it was stopped in the SDF-controlled area at the town Tal Kharita.

### Dam(n)ing the Khabur River

With lower rainfall and less influx of water, all agricultural areas along the Khabur faced water shortages, be it in SNA- or SDF-controlled areas. This was likely a main driver to start blocking the rivers in SNA



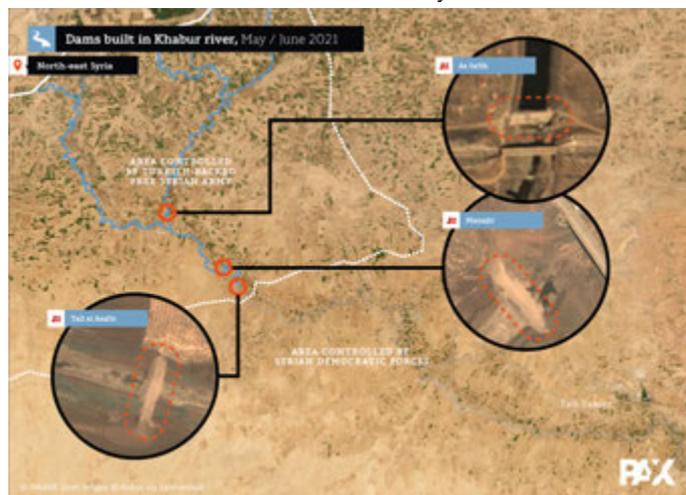
The river is engorged north of As Safih bridge to retain water after construction of a dam in late May 2021.

areas in order to retain water for irrigation. The building of the southernmost dam in late May 2021 at Tall Al Assafir resulted in roughly 80km of river being blocked and communities downstream lacking access to water from the Khabur. A dam constructed later at As Safir added another 20km of blockage with limited flow towards the southern dam, further adding up to 110km of blocked water flows. In total, 53.7% of the Khabur water flow between Turkey and Hasakah City was dammed.

From the southernmost dam at Tall Al Assafir to the Hasakah Lake, the river is estimated to be 95.3 km long. From Tall Al Assafir to Hasakah City along the Khabur River, it is 78.8 km. The estimated area of the Khabur River floodplain from Hasakah City up to the Turkish border is 143 km<sup>2</sup>. Forty-seven percent of this area was benefited by retaining water while the other 52.6% of the floodplain up to Hasakah City had less water availability. On average the floodplain is around 2 km wide. Floodplain irrigation happens within this area **seasonally** and **depends** on water pulses.

Based on Openstreetmap data, within the study area there are 138 populated areas corresponding to towns, villages and hamlets. Of these locations, 46 (33%) are located upstream from the southern-

most dam - considered the 'benefited' area of the floodplain, while the other 84 locations (66%) are in the section of the river where there was less water availability due to the blockages upstream. Looking just at the populated areas within the floodplain, 31 (53%) lie where water was available, while 58 (65%) lie where water



was not running and/or not present in the river bed. At the moment there is no clear population data in these villages. However, there is at least anecdotal evidence that some small villages were abandoned after the 2019 incursion and following ongoing shelling that posed direct risks to farmers. The majority of the villages further downstream are still populated by farmers and livestock keepers.

The most compelling evidence of the lack of water is the dry river bed. Using the NDWI

index (Normalized Difference Water Index) also helps to identify soil moisture distribution in a scene. In the NDWI image below, higher moisture is detected around the blocked river, highlighting the river floodplain upstream from the dams. This is opposite to the natural behaviour described by **Beven & Kirbi (1979)**, where higher moisture is downstream, accumulating at flatter and lower terrains. Though the vegetation growth in these areas seems to be normal in this area compared with previous years, this could be a starting point to further investigate the consequences of the water blockade.

A more detailed analysis could include a time series approach on NDVI or even soil moisture maps or measurements. This would show where vegetation changes in relation to moisture along the river and influence-area. It is important to clearly identify the extent of land that

water availability have differed in the past.

### The Khabur, a source of fertility

With historic mentions by ancient Greek writers and the Bible, the Khabur river and its valley have been an important water source in the region. While starting in Turkey, the 320 kilometer long river gets its main source of water from the springs at the border town of Ras-al Ain and flows towards Al Hasakah, where it flows towards the Euphrates in Deir ez Zor. The Khabur and its main branches from the border with Turkey to the Hasakah lake is 206 kilometers. Traditionally, the **floodplains** along the river were used for cultivation of various crops through irrigation from the river. The resulting plentiful agriculture in the area made this region an important part of Syria's breadbasket.

The type of agricultural practices have **changed** over the last fifty years due to newly built dams and irrigation projects. Low rainfall in Spring 2021 indicated that heavy drought was coming, as outlined by Immap in their May 2021 Crop Monitoring and Food Security **Update**. It included satellite analysis of vegetation growth in the north-east of Syria, as seen here:

The lack of rainfall linked with the climate crisis is also predicted by the Food and Agriculture Organisation's recent **publication** on precipitation analysis in Syria to have severe consequences, putting the country on a trajectory to **become** a climate-security hotspot. Future droughts will increase in frequency and become more severe, creating more problems for agriculture and communities as water levels decline, both in rivers and groundwater sources.

### A small break-through

In late September, satellite imagery showed an increase in



**Resources of the International Law Association** under Article 51 provides that “in no event shall combatants attack, destroy, remove, or render useless waters and water installations indispensable for the health and survival of the civilian population if such actions may be expected to leave the civilian population with such inadequate water as to cause its death from lack of water or force its movement”. The scope of this provision covers the construction of water installations such as dams that block access to water indispensable for the survival of the civilian population.

In the case at hand, a non-

about their forced displacement as a method of warfare. These methods of warfare constitute violation of the rules of international humanitarian law. In this regard, customary International Humanitarian law prohibits: “the use of starvation of the civilian population as a method of warfare” (Rule 53) and “attacking, destroying, removing or rendering useless objects indispensable to the survival of the civilian population” (Rule 54).

It should be mentioned that Turkey has a military presence in Northern Syria and collaborates with the SNA. This would invoke Turkey’s obligation to ensure respect for international humanitarian law. Thus, Turkey must exert its influence, to the degree possible, to stop such violations by the SNA and any armed group with which it collaborates.

Moreover, this case also raises issues related to the violation of fundamental human rights such as the right to water, the right to food and the right to life. The blockade of the Khabur River has extensive negative impacts on the human rights of the civilian population of north-east Syria. These human rights complement the prohibition of rendering useless water indispensable to the survival of the civilian population under international humanitarian law. SNA arguably has such obligations under human rights law towards the civilian population in the areas it has established de facto con-

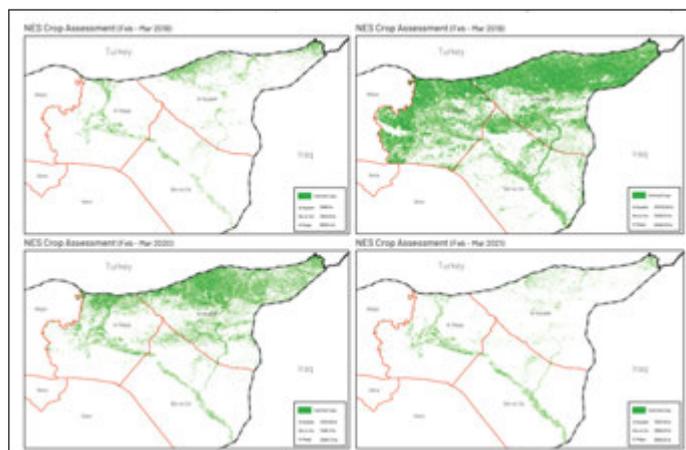
bodies of water north of the dams at Tall al Asafir, indicating that more water was coming in from either the sources at Ras al Ain or more upstream in Turkey. In early October 2021, a rupture was seen at the dam and water started flowing again into SDF-controlled areas. At the time of writing, it is not known what caused this dam break. The river started filling again all the way south of Tel Tamer, but stopped at the town of Quraytah and has not progressed since. This still leaves 34 kilometers of the river and 23 communities towards Hasakah without direct access to the Khabur’s water, further compounding the humanitarian and livelihood problems of thousands of people in that area.

caused by the deliberate building of dams stopping the flow of water essential for household and agricultural use. Thus, the blockade is an extreme measure that resulted in



denying the civilian population of their sustenance. Under International Humanitarian Law, included in the Geneva Conventions Additional Protocol I (Protection of Victims of International Armed Conflicts), attacks on ‘objects indispensable to the survival of the civilian population’, (including water infrastructure), is prohibited. These concerns were further expanded in the Geneva List of Principles of the Protection of Water Infrastructure under Principle 12 and in Rule 10 of the ICRC’s Guidelines on Protection of the Environment in Armed Conflict. Both documents outline how “rendering useless” water infrastructure — in this case the blockade of water in a river — would fall under this category. Similarly, the 2004 Berlin Rules on Water

state armed group, SNA, which controls an area, is cutting off essential water supplies to the civilian population. This could be a calculated measure employed by the SNA with the intention of starving the civilian population and/or bringing



Source: @Immap, May 2021

### A violation of international humanitarian law?

The blockade of the Khabur River’s water flow by the Turkish-backed SNA during a period considered to be Syria’s most dry summer in history will have serious consequences for the population downstream. Taking into account both climatic conditions and further limitations of water coming in from the shutdown of Alouk water station, as well as limited flow into the Euphrates, the Khabur is an indispensable source for the survival of the civilian population. With over 84 towns and villages lacking access to water, there would likely be thousands of households struggling with water access

trol and has replaced the national authority.

### Recommendations

Blocking a main river that a whole region depends on during the most dry summer ever



Satellite imagery shows the accumulation of water in the Khabur at the Tall al Asafir dam before it ruptured on October 4th, 2021

recorded in the region will undoubtedly have severe humanitarian and socio-economic consequences. This type of action is a clear-cut example of using water as weapon of war, violating international humanitarian law and international human rights law, exacerbating already existing climate-linked impacts. Tens-of-thousands of people require access to water for personal use and to sustain their livelihoods as farmers or keeping livestock. Current forecasts on climate-linked environmental changes paint a bleak picture on future rainfall patterns that will

likely see more frequent and severe droughts in the region. Water scarcity is already resulting in a drop in groundwater levels from (illegal) well-digging and this is expected to increase.

We call upon the responsible parties, including the Syrian

National Army and the Turkish government to:

- Immediately remove all dams in the Khabur River halting the blockade of water downstream.
- Respect international legal obligations on protection of civilian infrastructure, as protected under the Geneva Conventions Additional Protocol I.
- Commit to peaceful dialogue over solutions relating to climate-linked degrading natural resources.



Young boy swimming in a pool near the village of Tell Rumman, Hasakah, October 10, 2021. By Abdullah Mohamed.

- We call upon the the international community to:
- Proactively engage with Turkey to ensure civilians have access to the river's water.
- Develop a strategy for the region on cross-boundary

Council should ensure it is briefed regularly on the water insecurity impacts facing civilians in Syria and other conflict-affected areas during its monthly briefings on the humanitarian situation, and ensure the participation of civil society organisations in the



Dried out Khabur river, Al Nashwa, Hasakah, October 10, 2021. By Abdullah Mohamed.

water challenges linked climate-change linked developments that affect surface and groundwater, soil and vegetation growth.

- Call upon the Human Rights Council and the Commission of Inquiry to include the blockages of rivers in their situation monitoring and systematically include violations of access to water in their reporting and raise this with relevant authorities.
- Call upon the UN Security

briefings and reporting mechanisms.

- We are grateful to Dr. Mara Tignino and Tadesse Kebebew (LLM) from the Geneva Academy for their legal analysis of the situation, Peter Schwarzstein for additional reporting. Photos by Abdullah Mohammed and Wim Zwijnenburg. GIS and Environmental Analysis by Roberto Jaramillo. Maps produced by Frans van Vleuten. We grateful to Nuvin Ibrahahim for guidance and translation in the field.

## Migrants noyés dans la Manche : un survivant raconte la nuit d'horreur qu'il a vécue

**M**ohammed Shekha Ahmad se présente comme un Kurde âgé de 21 ans, survivant de la noyade survenue mercredi dernier dans la Manche. Capture d'écran Rudaw.

Interrogé par la chaîne irakienne Rudaw, un jeune Kurde témoigne du drame auquel il a survécu la semaine dernière. Il accuse les polices française et britannique de s'être d'abord renvoyé la balle, sans intervenir pour sauver les naufragés.

Il est l'un des deux survivants connus de la tragédie survenue dans la Manche mercredi 24 novembre, où au moins 27 migrants ont trouvé la mort dans le naufrage de leur embarcation. Dans une interview donnée à la chaîne irakienne Rudaw, Mohammed Shekha Ahmad se présente comme un Kurde âgé de 21 ans. Le jeune homme livre le récit terrible de cette nuit au cours de laquelle il a vu périr sous ses yeux la plupart de ses compagnons d'infortune, au terme de longues heures de lutte contre le froid et la mort.

Parti du Kurdistan irakien il y a un peu plus d'un mois, il a rejoint Calais en passant par la Biélorussie, dans l'espoir de gagner le Royaume-Uni. Il raconte ensuite le trajet en bus jusqu'au passeur, le départ dans la nuit noire et glaciale.

Un temps après l'embarquement, la partie droite du bateau



Mohammed Shekha Ahmad se présente comme un Kurde âgé de 21 ans, survivant de la noyade survenue mercredi dernier dans la Manche. Capture d'écran Rudaw.

a commencé à se dégonfler : à bord, certains ont d'abord essayé de pomper, pendant que d'autres écopaient l'eau qui envahissait le bateau. «On est restés dans l'eau toute la nuit, on s'accrochait au bateau... Personne n'a coulé pendant la nuit, mais quand le jour s'est levé on n'en pouvait plus, et certains ont renoncé à vivre», raconte Mohammed d'une voix lente, ses yeux perdus dans le vague.

Où se trouvaient-ils au moment du drame ? En eaux françaises ou britanniques ? Selon lui, les secours des deux pays se sont renvoyé la balle en refusant chacun d'intervenir, malgré des appels à l'aide répétés. «On a appelé la police française, on leur a envoyé notre

localisation, ils ont dit : vous êtes dans les eaux britanniques, on ne peut pas intervenir. Donc on a appelé la police britannique, elle nous a renvoyés vers la police française, sans nous aider. Deux personnes téléphonaient, une aux Français, l'autre aux Britanniques» affirme-t-il.

Finalement le bateau part à la dérive, pendant qu'autour de Mohammed les autres personnes montées à bord se noient les unes après les autres. Des pêcheurs préviennent les secours français, qui dépêchent sur les lieux trois hélicoptères et plusieurs navires de sauvetage. Une enquête est désormais en cours, et devra dire si oui ou non les polices française et britannique

ont bel et bien reçu les appels à l'aide émis par le bateau avant que ses passagers ne trouvent la mort dans les eaux glaciales de la Manche.

Reste aussi une énigme. Dans son communiqué, le parquet écrit : «Le 24 novembre 2021, dix-sept hommes, sept femmes, deux adolescents et un enfant décédaient en raison du naufrage, dans la Manche, de leur embarcation. Deux rescapés, deux hommes de nationalité somalienne et irakienne, étaient hospitalisés.» Mais Mohammed affirme que 31 personnes étaient à bord, selon un comptage réalisé à l'intérieur du bateau par les migrants. Que sont devenues les deux dernières personnes ?



3 décembre 2021  
Par Xavier Regnier

## Turquie : L'inflation officielle atteint de nouveaux sommets

Conséquence de la dégringolade de la monnaie, l'inflation a atteint vendredi un nouveau plafond en trois ans en Turquie et dépassé officiellement les 21 % sur un an, enfonçant encore davantage le pays dans le marasme. Cette inflation à 21,31 % (+1,5 point en un mois), qui rend le coût de la vie difficilement supportable pour nombre de familles, est plus de quatre fois supérieure à l'objectif initial du gouvernement.

Pourtant, l'opposition et plusieurs observateurs ont aussitôt mis en doute la réalité de ces chiffres officiels, accusant l'Office national des statistiques (Tüik) de les sous-estimer. « Ce n'est plus une institution de l'Etat mais une dépendance du Palais », a ainsi dénoncé le chef du principal parti d'opposition, le CHP, Kemal Kilicdaroglu.

### Le taux de change approche les 14 livres pour un dollar

La hausse des prix s'explique en grande partie par la chute de la livre turque, qui a vu sa valeur fondre de plus de 45 % face au dollar depuis le début de l'année et de près de 30 % depuis fin octobre, ce qui renchérit le coût des importations. Ce vendredi en fin de matinée, le taux de change approchait les 13,87 livres turques pour un dollar. En octobre, l'inflation avait atteint 19,89 % en glissement annuel.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a remplacé mer-



Le chef du principal parti d'opposition CHP, Kemal Kilicdaroglu, le 3 décembre 2021 à Ankara, photographié par son service de presse Republican People's Party (CHP) Press Service/AFP - ALP EREN KAYA

credi le ministre des Finances par son adjoint, a de nouveau rejeté cette semaine toute inflexion dans sa politique économique, qui suscite pourtant la défiance des marchés. Le chef de l'Etat continue de prôner des taux d'intérêt bas, arguant à rebours des théories économiques classiques que les taux élevés favorisent la hausse des prix. Face à la perspective de nouvelles baisses des taux d'intérêt qui pourraient intervenir ce mois-ci, l'agence de notation Fitch Ratings a annoncé vendredi avoir abaissé, de stable à négative, la perspective de la dette souveraine de la Turquie.

Image écornée auprès des investisseurs

Et pour entacher encore un peu plus l'image de la Turquie auprès des investisseurs, le Conseil de l'Europe, réuni à

Strasbourg, a annoncé vendredi l'ouverture d'une rare procédure d'infraction pouvant conduire à des sanctions contre Ankara qui maintient en détention sans jugement le mécène Osman Kavala depuis quatre ans, en dépit d'une décision de la CEDH qui demandait sa « libération immédiate » en décembre 2019.

Conformément au souhait du président, la Banque centrale turque, officiellement indépendante, a abaissé son taux directeur en novembre (de 16 à 15 %) pour la troisième fois en moins de deux mois, au risque d'accroître plus encore l'inflation. La Banque centrale turque a toutefois annoncé mercredi être intervenue pour stopper la chute de la livre turque en vendant une partie de ses réserves en dollars. Cette mesure n'a pourtant pas réussi à freiner la glissade de la monnaie.

Des chiffres contestés par l'opposition

La Turquie connaît une inflation à deux chiffres presque sans discontinuer depuis début 2017. Pour certains produits de base comme les œufs, la viande et l'huile, l'inflation est plus forte encore. Une partie de l'opposition et des économistes ont mis en doute vendredi les chiffres du Tüik, estimant que l'inflation réelle est nettement plus élevée.

« J'ai demandé un rendez-vous au Tüik, mais ils ne m'en ont pas accordé. Je m'y rendrai à 11 heures (8 heures GMT) », a tweeté le chef du CHP. Promesse tenue : des images diffusées par les chaînes de télévision en continu ont montré Kemal Kilicdaroglu et une députée de son parti ce vendredi matin devant les grilles closes de l'institut statistique turc. « Nous sommes venus chercher les chiffres exacts », a-t-il déclaré devant une foule de micros.

Même étonnement feint de la part de certains observateurs : « Donc la livre se déprécie de 30 % en un mois et seulement 3,5 % d'augmentation des prix en novembre ? Cela n'a aucun sens pour moi », a réagi l'analyste spécialisé dans les marchés émergents Timothy Ash. Avant d'appuyer : « J'ai de sérieux doutes sur l'exactitude des données sur l'inflation désormais ».

## Kirkuk Minute December 2, 2021

### Kirkuk

The Arabization attempts continued under the acting Governor of Kirkuk against the Kurds in the province. After Arabization attempts in Chiman and Sargaran districts took place over the past few weeks, on Monday, several brought-up Arab tribes attempted to occupy Turkmen-owned farms near the Yaychi subdistrict. The occupiers reportedly assaulted the Turkmen farmers. Like what occurred on the Kurdish lands, several lands owned by Turkmen families suffered demographic changes under the former Ba'ath regime.

The Kirkuk Integrity Commission launched a new investigation against the head of the education department, Abed Hussein Ali Tuma, for alleged bribery during two separate hiring processes of teachers in 2019 and 2021. The Integrity Commission said they launched investigations in response to several complaints. In both cases, Tuma hired 77% Arabs while Kurds and Turkmen made up the rest of the hirings, raising anger among the public. Tuma is a controversial figure who recently deployed his bodyguards to remove journalists during a ceremony commencing the beginning of a new school year.

On Monday, the National Security's Kirkuk branch announced the arrest of a female ISIS (Da'esh) spy in Taza subdistrict. The woman is the widow of a deceased Da'esh leader, Khalaf Alian who was killed in

the liberation of the Hawija district in 2017. Further, the Federal Police claimed they foiled a Da'esh attack and arrested five terrorists near Laylan district after detecting their movement by thermal cameras.

The Turkish-backed Turkman politician Arshad Salihi repeated his rejection to the return of Peshmerga forces to Kirkuk. During a meeting with his supporters, Salihi said the Peshmerga forces have returned under the pretext of merging two divisions with the Iraqi army. Salihi is known for his anti-Kurdish stance and has been criticized by the Kurds for ignoring the province's security situation since Kurdish forces were removed in 2017.

According to the latest statistics by the State Organization for Marketing of Oil (SOMO), Kirkuk's oil export has decreased by one million barrels in November compared to the prior month. SOMO said Kirkuk fields produced 2,032,658 barrels in November, grossing 77 USD per barrel, for a total of 157,124,463 USD. In October, Kirkuk exported 3,011,819 million barrels.

According to observers and other sources, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) plans to replace two of its senior officials in the administration as part of the ongoing changes in its leadership since July 8. The PUK plans to replace the heads of police and municipality.

The Kurdistan Workers' Party

(PKK) offshoot, Tavgari Azadi has limited its activities in Kirkuk after a recent Turkish airstrike on a village near the Qara Hanjeer allegedly targeted PKK fighters. Tavgari Azadi and its youth organization have shut down their Kirkuk branch after concerns of further Turkish operations.

Thirteen people from Kirkuk were killed in three car accidents over the past 10 days. Kirkuk province continues suffering from a lack of basic services, including road maintenance.

### Khanaqin

Supporters of the Iranian-backed Fateh party blocked the main road between Khanaqin and Baqubah for six hours, protesting the results of the parliamentary elections held on October 10, 2021.

Following a sequence of attacks on Peshmerga forces near Kifri, Da'esh terrorists clashed with an Iraqi army convoy on Tuesday, on main road in the Qara Tapah subdistrict. The attack is the first of its type since 2017. Further, the commander of Diyala operations announced plans to dig trenches around Khanaqin and Jalawla (Golala) to prevent Da'esh infiltrations into the towns.

### Tuz Khurmatu

In a new change of security forces, Iraq's Defense Ministry plans to replace the Quick Reaction Forces with three bri-

gades of division 9 of the Iraqi army. Security in the area remains unstable due to weekly attacks by Da'esh.

### Makhmour

On Saturday, November 27, Da'esh terrorists attempted an attack on the Qarach village near Makhmour, but resistance from locals foiled their plan despite several villagers being wounded. Meanwhile, after two months of besieging the Qara Chokh mountains, Da'esh's de facto headquarters, the Iraqi army withdrew from the area without explanation. Iraqi security forces planned to launch a security operation there after the siege.

### Shingal (Sinjar)

A Frankfurt court sentenced an Iraqi Da'esh terrorist to life in prison for partaking in the Yazidi Genocide, including allowing a child to die of thirst. The terrorist, Taha al Jumaili, was charged with crimes against humanity. The sentence is the first in the world for crimes which occurred during the Yazidi Genocide. Last October, al Jumaili's wife, Jennifer Finish, was sentenced to 10 years in prison for the same case.

The Freedom Seekers of Shingal, a group of activists, released a statement expressing concerns about increasing suicide rates in the Yazidi community. The group said alone in November 7 Yazidis committed suicide.

## Les Occidentaux préoccupés par la « marche arrière » de l'Iran

Quelques jours après la reprise des négociations à Vienne, les diplomates se sont séparés hier sur un constat de division, les Européens faisant part de leur « déception et préoccupation » face aux exigences iraniennes. « Téhéran revient sur la quasi-totalité des compromis qui avaient été difficilement trouvés » au cours du premier cycle de négociations entre avril et juin, ont déploré des hauts diplomates de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni (E3), dénonçant une « marche arrière ».

Les délégations retournent ce week-end dans leurs capitales respectives et les pourparlers reprendront en milieu de semaine prochaine « pour voir si ces divergences peuvent être surmontées ou non », si cet « écart peut être comblé dans un temps réaliste ». Malgré ces commentaires sévères, les diplomates européens se disent « pleinement engagés dans la recherche d'une solution diplomatique ». « Le temps presse », insistent-ils. L'enjeu est de taille : il s'agit de sauver l'accord international de 2015 censé empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique.

Conclu entre l'Iran et six grandes puissances (États-Unis, Russie, Chine, France, Allemagne, Royaume-Uni), il s'est délité à la suite du retrait unilatéral de Washington en 2018 et du rétablissement des sanctions. En riposte, Téhéran s'est affranchi de la plupart des limites qu'il avait imposées à son programme nucléaire.

### Avertissement de Washington

Les discussions de Vienne visent à faire revenir dans le



Le secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) Enrique Mora s'adresse aux journalistes devant le palais de Cobourg, après une réunion à Vienne, le 3 décembre 2021. Joe Klamar/AFP

giron Washington, qui y participe de manière indirecte. Jeudi, les Américains avaient déjà lancé un avertissement ferme à Téhéran. « Ce que l'Iran ne peut pas faire, c'est entretenir le statu quo qui revient à développer son programme nucléaire tout en traînant des pieds » à la table des négociations, avait martelé le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, pressé par Israël de mettre fin immédiatement aux pourparlers. Les différentes parties s'étaient quittées en juin avec l'espoir d'une conclusion imminente, mais l'arrivée au pouvoir en Iran du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi a changé la donne. L'accord, connu sous son acronyme anglais JCPOA, offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions étouffant son économie en échange d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous strict contrôle de l'ONU. Du côté iranien, on indique avoir fait deux propositions, l'une sur « la levée des sanctions » et l'autre « concernant les activités nucléaires ».

### Volonté sérieuse

Avant de repartir pour Téhéran, M. Bagheri a évoqué les « objections » formulées par les Européens. « Je leur ai dit que c'était normal car nous n'allions pas présenter des documents et suggestions qui correspondent à leurs points de vue », a-t-il expliqué sur l'agence officielle IRNA. Il a également réaffirmé « la volonté sérieuse » de son pays de « parvenir à un accord ».

Le chef de la diplomatie iranienne Hossein Amir-Abdollahian a pour sa part qualifié « le processus de bon, mais globalement lent », lors d'un entretien téléphonique avec son homologue européen Josep Borrell. Et il a souhaité « un changement dans l'approche de certaines parties qui doivent abandonner leurs propos menaçants ». Selon un des diplomates européens, « les propositions de Téhéran ne peuvent pas fournir une base à la négociation, il n'est pas possible d'avancer » sur ce terrain-là.

Devant le palais Cobourg, là même où avait été conclu ce texte historique, l'ambassadeur chinois s'est voulu moins pessimiste, évoquant « des discussions substantielles ». « L'ensemble des parties ont accepté de faire une courte pause pour prendre des instructions. C'est naturel et nécessaire, et nous espérons que cela donnera un nouvel élan aux négociations », a déclaré Wang Qun aux journalistes. Le président français a toutefois estimé, au cours d'une visite à Dubaï, qu'il ne fallait « pas exclure » que cette session « ne se rouvre pas rapidement ».

Quelques jours après la reprise des négociations à Vienne, les diplomates se sont séparés hier sur un constat de division, les Européens faisant part de leur « déception et préoccupation » face aux exigences iraniennes. « Téhéran revient sur la quasi-totalité des compromis qui avaient été difficilement trouvés » au cours du premier cycle de négociations..

The New York Times

December 2 2021

By Carlotta Gall

# ‘Our Money Has No Value’: Frustration Rises in Turkey at Lira Crisis

President Recep Tayyip Erdogan’s insistence on directing monetary policy and sticking with low interest rates is draining confidence, economists say.

Lines outside bread stores and gas stations; farmers defaulting on loans; impromptu street demonstrations. The signs of economic distress in Turkey are all too clear as the lira continues a dizzying slide.

Sporadic protests have broken out around Turkey and the opposition parties have called for a series of rallies to demand a change of government after the lira crashed sharply last week. The latest week of turmoil follows months of worsening economic conditions for Turkish citizens. The currency has lost more than 45 percent of its value this year, and nearly 20 percent in the last week, continuing its downward trend on Tuesday.

Economists have tied the currency crisis to President Recep Tayyip Erdogan’s direct interference in monetary policy and his determination to lower interest rates.

The latest crash in the currency came after Mr. Erdogan gave a speech last week outlining his determination to keep rates low as a way of promoting economic growth. He reaffirmed his opposition to raising rates again in comments to reporters aboard his plane as he returned from a visit to Turkmeistan on Monday.

“I have never defended raising interest rates, I don’t now and will not defend it,” he told the reporters. “I will never compromise on this issue.”

There are rumblings of public dissent, unusual for a country where only officially sanctioned

demonstrations are permitted and the main television channels and newspapers follow the government line.

Scores of people have been detained for joining street protests. The police detained 70 people in several districts of Istanbul last Wednesday who were protesting the government’s management of the economy, after a record drop in the lira the day before.

The Confederation of Progressive Trade Unions issued a blunt statement on Wednesday. “That’s enough. We want to make ends meet,” it read. “Unemployment, high living costs, price increases, and bills are breaking our backs.” Necla Sazak, an 80-year-old retired bank employee heading home with a bag of groceries, said she was surviving on credit cards.

“Our purchasing power dropped — our money has no value anymore,” she said.

Business has stalled around the country as inflation scares away domestic shoppers and causes producers to hoard goods.

“I didn’t sell anything since the morning,” Asuman Akkus, the 29-year-old owner of a clothing store in Istanbul, said one recent afternoon. “It is deserted here this week and it is 100 percent because of the dollar.”

Opposition parties have renewed their call for the government to resign and for Mr. Erdogan or Parliament to call early elections. Yet they are in a bind, without the seats in Parliament to force a vote for early elections and wary of triggering unrest that could prompt Mr. Erdogan to impose a state of emergency, which would suspend normal democratic procedures.

Mr. Erdogan, who is sliding in the polls, will not call elections before they are scheduled in June 2023, a political ally, Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Movement Party, said last week. In the meantime, Mr. Erdogan ratcheted up the pressure on his opponents by detaining Metin Gurcan, a military and political analyst and a leading member of an emerging opposition party, DEVA, on charges of espionage.

Mr. Erdogan has promised that low interest rates will help kick start the economy within three to six months, but economists said they detected little confidence in his policies at this stage.

“I don’t think he has the confidence of the nation anymore,” said Atilla Yesilada, an investment analyst with Global Source Partners. “There’s an urgent problem of deepening poverty and the wheels of the economy are coming to a standstill,” he said.

Some loyal supporters of Mr. Erdogan, when asked, insist that everything is fine, but even the pro-government columnist Abdulkadir Selvi, of the Turkish daily *Hurriyet*, said he disagreed with Mr. Erdogan’s economic policy. He recalled an episode during an earlier economic crisis in 2001 when a shopkeeper threw his cash register at the prime minister, sparking a countrywide revolt.

“We can’t ignore what is happening today,” Mr. Selvi warned. He added: “We should stay strong but we shouldn’t miss the fact that broad economic turmoil has broad political consequences.”

Shortages are emerging, including in imported medicines and medical equipment, and even at bakeries, Mr. Yesilada, the analyst, said. A loaf of bread still sells at 2.5 liras, or about 20 cents, but bakeries are complain-

ing that their costs are closer to 4 liras a loaf, he said. “Soon they are going to shut down bakeries and then we are going to have bread riots,” he said.

The Turkish public talks of little but the economy.

“We used to be able to go and have tea with our friends in a cafe somewhere, but now a glass of tea costs 7 liras and so we don’t go,” said Cansu Aydin, a high-school graduate. “Our social lives have come to a stop, and now it’s as if we are living just to survive.”

Oguzhan Yelda, 21, a student in Istanbul, said he worried especially about “utility bills and basic goods like oil, sugar, flour.” Many young people were leaving the country to take menial jobs as cleaners and waiters abroad, he said. “When I graduate, a bleak future awaits me.”

Dogan Gul, 60, was sitting outside a bank in Istanbul on Monday, waiting for it to open so he could make a payment on a loan. “We cannot get by,” he said. “The rent has gone up from 1,500 liras to almost 2,500 liras since last year. I don’t know where this is all going.” He said he could not afford the cost of transportation to visit relatives.

“For the future of my children, what can I say?” he lamented. “They are each trying to make sure they have a meal once a day. They can’t even think about the next day. They can’t plan their futures. This is not just the case for me but for all of Turkey.”

For Yaman Ayhan, who sells clothing online, the answer is plain. “The leaders have to change,” he said. “Just a decision for snap elections would make the lira gain some value.”

## Après une semaine de négociations sur le nucléaire iranien, la déception des Occidentaux

**E**mmanuel Macron plaide pour un élargissement des discussions aux pays du Golfe et à Israël, surtout en cas de blocage persistant.

Une première semaine décevante et sans espoir de percée. Le cycle de négociations ouvert avec le retour à Vienne des négociateurs iraniens, lundi 29 novembre, n'a pas permis le moindre progrès pour tenter de sauver l'accord nucléaire de 2015. Les pourparlers ont été suspendus vendredi 3 décembre après-midi, dans une certaine confusion. Il a été annoncé un peu plus tard que les discussions reprendraient mercredi 8 décembre, le temps pour chaque délégation de faire une pause, de rentrer dans sa capitale et de consulter son gouvernement.

Après cinq jours de tractations, les Etats-Unis et les Européens ont fait connaître, comme l'ont résumé ces derniers, « leur déception et leur inquiétude ». Pour eux, les Iraniens continuent d'avancer des demandes maximalistes en vue de lever toutes les sanctions approuvées à leur rencontre à l'initiative de l'administration Trump, quand celle-ci a dénoncé l'accord nucléaire, voici trois ans. Ils exigent aussi des garanties pour éviter tout retrait américain, en cas de nouveau compromis. Deux exigences inacceptables pour Washington.

Pour ne rien arranger, les représentants iraniens ou américains ne se parlent pas directement dans la capitale autrichienne. L'Iran, la France,



Les délégations iranienne et britannique lors des négociations de Vienne autour du nucléaire iranien, le 3 décembre 2021. AFP PHOTO / EU DELEGATION IN VIENNA

l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Russie et la Chine – les pays qui n'ont pas dénoncé l'accord – discutent dans les salons du prestigieux hôtel Coburg, sans les Etats-Unis, installés dans un autre établissement. Des diplomates font la navette pour faire passer les messages. En vain, à ce stade.

« Le nouveau gouvernement iranien n'est pas venu à Vienne avec des propositions constructives », a mis en cause vendredi la porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki : « l'approche de l'Iran cette semaine n'a pas été, malheureusement, de tenter de résoudre les problèmes en suspens », a-t-elle poursuivi. « Plus important encore, l'Iran a entamé ce nouveau cycle de négociations avec un nouveau cycle de provocations nucléaires, comme l'a rapporté l'AIEA [l'Agence internationale de l'énergie atomique], et ils n'ont toujours pas réussi à

s'entendre avec l'AIEA pour rétablir la coopération et la transparence qu'ils ont détériorées ces derniers mois », a poursuivi Mme Psaki. Téhéran complique l'accès de ses sites aux inspecteurs de l'agence. Temps trop compté pour poursuivre

Les propositions iraniennes « sont soit en deçà » de l'accord, quand il s'agit de leurs engagements en vue de mettre un terme à leur programme nucléaire, « soit au-delà » à propos des exigences posées aux Etats-Unis avant de convenir d'un nouveau compromis, ont expliqué les représentants français, allemand et britannique. Les Européens font valoir que le temps est trop compté pour poursuivre sur la base des exigences iraniennes. Ils soupçonnent les Iraniens, qui nient vouloir fabriquer une bombe nucléaire, de continuer à mener leur pro-

gramme, en jouant la montre au sujet du sauvetage de l'accord. Téhéran enrichit déjà de l'uranium à plus de 60 %, en violation de l'accord de 2015, et dispose de centrifugeuses modernes pour produire de la matière fissile.

Depuis Dubaï, le président français, Emmanuel Macron, a plaidé vendredi pour la poursuite des négociations, sans minimiser leurs difficultés ni exclure une éventuelle impasse. « Un des points importants en tout cas à court terme, sur le quel il ne faut pas transiger, c'est que l'AIEA ait accès aux sites et restaure un suivi de qualité ». Le chef de l'Etat plaide pour élargir les discussions, surtout en cas de blocage persistant. « C'est très difficile de trouver un accord si les pays du Golfe, Israël et tous ceux qui sont directement touchés dans leur sécurité, n'en sont pas partie prenante », estime-t-il.



December 4, 2021

## Turkish court rejects jailing of former officer convicted of raping Kurdish woman

**K**urdistan Region - A Turkish court in Siirt province rejected a request to jail a former specialized sergeant convicted of raping a young Kurdish woman causing her death. The court sentenced the man instead to ten years of house arrest.

Ipek Er, 18, shot herself in July 2020, after she said Musa Orhan abducted and sexually abused her for twenty days in the southeastern province of Batman. Dying in hospital over a month later, the young woman left behind a letter detailing the incident. Er had filed

a complaint and had been given a deposition on July 7 same year at Siirt Chief Public Prosecutor's Office. Orhan has been briefly arrested more than once since then.

The man was removed from his position as a specialized sergeant by the Ministry of Interior after news of his involvement broke.

At the final hearing of the case at the Siirt First Heavy Penal Court on Friday, the court decided to sentence the former officer to ten years but rejected demands from Er's family to jail

him. He will instead be under court control and cannot visit abroad during this period, reported Hurriyet news outlet.

"I think I am innocent. I am sorry for Ipek Er's death. I demand my acquittal," Orhan, who attended the hearing from Ankara via video conference, was quoted by the outlet.

Er's case, especially the fact that the alleged rapist is not behind bars, has caused public anger in Turkey. The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) condemned his freedom on Friday, saying the country's women will punish

the former officer "with their struggle and organization."

Turkey's interior ministry rejected claims last year that it had influenced the court's decision to release the accused, saying "it is not possible" for them to intervene in judicial affairs.

This is not the first time Turkish officers have been accused of rape. A group of 27 people, including police officers, were allegedly involved in the rape of a 15-year-old Kurdish girl in Batman province last year.



December 4 2021

## Turkish court rejects jailing of former officer convicted of raping Kurdish woman

**A** Turkish court in Siirt province rejected a request to jail a former specialized sergeant convicted of raping a young Kurdish woman causing her death. The court sentenced the man instead to ten years of house arrest.

Ipek Er, 18, shot herself in July 2020, after she said Musa Orhan abducted and sexually abused her for twenty days in the southeastern province of Batman. Dying in hospital over a month later, the young woman left behind a letter detailing the incident. Er had filed

a complaint and had been given a deposition on July 7 same year at Siirt Chief Public Prosecutor's Office. Orhan has been briefly arrested more than once since then.

The man was removed from his position as a specialized sergeant by the Ministry of Interior after news of his involvement broke.

At the final hearing of the case at the Siirt First Heavy Penal Court on Friday, the court decided to sentence the former officer to ten years but rejected demands from Er's family to jail

him. He will instead be under court control and cannot visit abroad during this period, reported Hurriyet news outlet.

"I think I am innocent. I am sorry for Ipek Er's death. I demand my acquittal," Orhan, who attended the hearing from Ankara via video conference, was quoted by the outlet.

Er's case, especially the fact that the alleged rapist is not behind bars, has caused public anger in Turkey. The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) condemned his freedom on Friday, saying the country's women will punish the former

officer "with their struggle and organization."

Turkey's interior ministry rejected claims last year that it had influenced the court's decision to release the accused, saying "it is not possible" for them to intervene in judicial affairs.

This is not the first time Turkish officers have been accused of rape. A group of 27 people, including police officers, were allegedly involved in the rape of a 15-year-old Kurdish girl in Batman province last year.



December 5, 2021  
By Karwan Faidhi Dri

## Kurdish family on Belarus border seeks better care for son with special needs

**A** Kurdish family from Sulaimani province are making their "last attempt" to reach Germany, seeking better care for their eight-year-old son with special needs. They have spent tens of thousands of dollars since 2015 on their attempts to reach Europe, which have so far failed.

Taman Sangar was born in 2013 with an issue in his ankle joints. His father, Sangar Jawad, says he has spent up to \$50,000 on hospitals, trying to find the right treatment. He has been trying to migrate to Germany with his family since 2015, both legally and illegally, in hope of finding a treatment for his son in order to save his legs. He applied for a German visa in Erbil three times, using his son's medical reports, but was rejected.

In November 2019, Taman (which means 'age' in Kurdish) was left with no option but to have his two legs amputated at a Sulaimani hospital.

Jawad, currently at a logistics center on the Belarusian border, told Rudaw English via WhatsApp that the family is making their "last attempt" to reach Germany where he believes better medical care can be provided for his son. Jawad added that he can no longer afford changing Taman's prosthetic legs almost twice a year. On September 23, Jawad, his wife, and three children - including Taman - left their hometown of Arbat in Sulaimani province via airplane, landing in Dubai early the next day. They were supposed to travel to Belarus two days later but could not make the trip and stayed in Dubai for a month. "We arrived in Belarus on Oc-



Kurdish family on Belarus border seeks better care for son with special needs

tober 28. We stayed in Belarus for two nights and then we went to the forest. We stayed there until we moved to this camp [the logistics center] November 8," said Jawad.

"This was my last attempt as a father who tries [to find better lives] for his children. I have no more energy. The reason behind our [attempts] to migrate to Europe is that Taman is now eight years old but as a person with special needs he has not received a penny [from the Kurdish government]. His prosthetic legs need to be changed every eight months and this costs about \$6,000 each time," said the father.

"Someone who is a worker lives in a rental house and has no salary cannot afford this. We are migrating because of these factors. If we reach a country like Germany, Taman's prosthetic legs could be changed for free and he could get better service there as well as better education," he added. Jawad also said that he has sold all his assets and has spent all his savings, as well as

the money received from relatives, on providing for his son.

"Before Taman was born, I used to have a house and car. After his birth, we sold the house and car and spent all the money we had [for his recovery]," he said.

Taman has been taunted by children at school in the Kurdistan Region and at the camp he is staying now over his prosthetic legs, the father said, believing that he will not experience discrimination in Germany.

Thousands of people from the Kurdistan Region have used Belarus as a gateway to reach Europe, mainly Germany. However, the majority have not made it and have remained stuck along the Belarus-Poland border. Some have spent weeks in forests, while others have stayed at the logistics center on the border. Jawad and his family have been through both experiences. Following their disillusion or losing of their passports, over

2,000 people have returned to the Kurdistan Region via flights organized by Erbil and Baghdad. The latest group, consisting of over 400 people, returned on Saturday. Kurdish and Iraqi officials have stated that returning is voluntary, but some migrants have stated otherwise.

The Kurdistan Region has been confronting an economic crisis since 2014, mostly blamed on the Islamic State (ISIS) war, a dramatic drop in oil prices, and Baghdad's cutting of Erbil's budget. Jawad said he even worked as a taxi driver to make ends meet and cover his son's medical costs, but this was not enough. Many people from the Kurdistan Region seek medical treatment in neighboring and Western countries due to an overwhelmed domestic health sector.

Jawad fears that they could be repatriated to the Kurdistan Region where he will have to start from scratch to make ends meet and take care of his children, especially Taman.

## Le Mouvement de la liberté condamne l'attaque de l'EI tuant 10 peshmergas et 3 civils dans la province de Makhmour

**L**e Mouvement de la liberté (Tevgera Azadî en kurde) a condamné l'attaque revendiquée par l'Etat islamique (EI) dans la région de Makhmour, dans la nuit du jeudi à vendredi, qui a entraîné la mort de 10 peshmergas et de 3 civils.

Suite à l'attaque menée par les mercenaires de l'EI dans les villages de Makhmour, 13 personnes, dont 10 peshmergas, ont perdu la vie.

Réagissant à cette attaque, Le Mouvement de la liberté a déclaré : « Malheureusement, les



Les locaux du Tevgera Azadî (Mouvement de la liberté) à Sulaymaniyah, au Sud-Kurdistan (Irak).

mercenaires de l'EI ont mené une attaque sanglante contre les peshmergas et les civils de la région dans la nuit de jeudi

à vendredi. Il y a eu des martyrs et des blessés. Nous condamnons fermement cette attaque. »

Le Mouvement de la liberté a par ailleurs critiqué le gouvernement régional du Kurdistan (dirigé par le Parti démocratique du Kurdistan-PDK) : « Nous critiquons également le gouvernement et les forces de sécurité de cette région pour leur négligence à protéger la population de la région. Nous soupçonnons le PDK de négocier avec ces terroristes dans ces régions. Par conséquent, nous demandons que ces zones soient protégées. Le parlement devrait enquêter sur ces massacres. »

## Irak: quatre combattants kurdes tués dans une attaque imputée à l'EI

**Q**uatre combattants kurdes ont été tués et cinq blessés lors d'une attaque imputée au groupe jihadiste État islamique (EI) dans le nord de l'Irak, troisième attaque du genre en moins de deux semaines, a annoncé lundi une source sécuritaire.

L'attaque tard dimanche soir a fait «des morts et des blessés» dans les rangs des peshmergas, les forces armées du Kurdistan irakien, ont rapporté ces forces dans un communiqué, sans fournir de bilan précis mais accusant «les terroristes de Daech», acronyme en arabe de l'EI.

L'attaque a fait «quatre morts,

dont un officier du grade de capitaine et cinq blessés», selon une source de sécurité s'exprimant sous anonymat. Les jihadistes ont pris pour cible un avant-poste des peshmergas près du village de Qara Salem, au nord de Kirkouk.

Fin novembre, cinq peshmergas ont été tués dans une attaque à la bombe revendiquée par l'EI. Jeudi, les jihadistes ont encore revendiqué une attaque au sud d'Erbil ayant tué trois civils et neuf combattants peshmergas.

Au lendemain de cette attaque, une réunion des peshmergas et des forces de sécurité de Bagdad avait eu lieu. Les parti-

cipants s'étaient mis d'accord sur «une coordination sur le terrain», avec des frappes aériennes menées par l'armée fédérale.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 en Irak et en Syrie voisine et la conquête de vastes territoires, l'EI a vu son «califat» autoproclamé vaciller sous le coup d'offensives successives dans ces deux pays.

L'Irak a proclamé sa victoire contre les jihadistes de l'EI fin 2017. Mais ces derniers continuent de mener des attaques ponctuelles contre des villageois et les forces de sécurité dans le nord du pays.

Aujourd'hui, l'organisation jihadiste «maintient une présence largement clandestine en Irak et en Syrie et mène une insurrection soutenue de part et d'autre de la frontière entre les deux pays», selon un rapport onusien publié début 2021.

Dans ces deux pays, l'organisation jihadiste conserverait «en tout 10 000 combattants actifs», d'après ce rapport.

Le dernier attentat d'envergure revendiqué par l'EI en Irak a visé en juillet un marché du quartier chiite de Sadr City à Bagdad et a fait une trentaine de morts.

# Kurdistan's Weekly Brief December 7, 2021

## Iran

The Iranian authorities arrested more Kurds across the region, including a female activist Chinei Sharifi in Bokan, two siblings in Nei village in Marivan named Saadi and Siamak Minbary, Zanko Masoudi in Saqqez, Karwan Mohammadi in Urmia, Shamsaddin Noori in Qotur, and 16-year old Sahararam Ibrahimy in Oshnavieh (Shinno). Furthermore, a Kurdish activist from Mahabad, Qassim Azizian, was sent to prison to start his 28 months sentence for "membership" in a Kurdish opposition party.

On Sunday, November 28, unknown gunmen stormed the home of an exiled activist and member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), named Rashad Minbary in Iraqi Kurdistan's capital Erbil. Minbary accused the Iranian authorities of being behind the assassination attempt. Minbary's sibling, Shoresh was a Peshmerga commander of the KDPI who was killed by the Iranian regime in 2016. Several Kurdish activists and opposition members have been targeted by the Iranian regime in Iraqi Kurdistan since 1991.

The Kurdish border porters (Kolbars) suffered more deadly casualties by the Iranian security forces. Last Tuesday, Iranian border guards shot two groups of Kolbars near Baneh, killing one and injuring two others. Further, on Friday, December 3, the Iranian guards killed a Kolbar named Habib Rostami near the Qasr-e Shirin border with Iraqi Kurdistan and wounded another named Yaqoub Galena near Sardasht on Thursday.

Alongside several Iraqi Kurds, an Iranian Kurd who was iden-



tified as Sirwan Alipour was among the 27 drowned migrants in the English channel last month. Alipour left a voice message to his friend saying they were waiting to either cross to the UK or return to France before their boat sank.

## Iraq

In multiple ISIS (Da'esh) attacks over the past two weeks, 24 Peshmergas were killed by the terror group. On Thursday night, a Da'esh terrorist attacked Kulajo village near Makhmour, killing three brothers, including a 10-year old child. The terrorist attack resulted in the death of ten Peshmergas, two inside the village, seven during the attack on the Peshmerga post, and one during a car crash while evacuating wounded ones. Furthermore, on Sunday, December 5, a similar attack oc-

curred near Qara Salem of Pirde district, resulting in the death of four more Peshmergas. The Peshmerga forces moved in the area, followed by the Iraqi military. Currently the area is run jointly by both forces. The recent Da'esh attacks reignited anger among the Kurds for the security vacuum in the region, which has been in place since October 16, 2017 due to the Iraqi government's policies.

After concluding a visit to Tehran, the Russian Special Presidential Envoy for the Middle East and Africa, Deputy Foreign Minister, Mikhail Bogdanov visited Iraq, including the Kurdistan Region on Thursday, December 2. Bogdanov met with top Kurdish officials and leaders of the main parties. "Mr. Bogdanov commended the bilateral relations of his country with the Kurdistan Region and

reiterated Russia's willingness to further strengthen ties with Kurdistan. The Special Representative gave a brief overview of his recent visits to Tehran, Baghdad and Erbil," read a statement by the Kurdish presidency.

On Tuesday, December 7, a Turkish drone struck a vehicle near Shingal (Sinjar), assassinating a commander of the Sinjar Resistance Units (YPS) named Marwan Badal Haji. The commander's assassination was confirmed by a Kurdish security agency. Yazidi rights groups denounced the attacks and called on both Baghdad and Erbil to stop "abuse" against the Yazidi community.

## Syria

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said it

foiled three attacks in ten days by Turkish-backed Syrian Proxies in the areas of the Autonomy Administration of North and East of Syria (AANES). Tensions between Turkish proxies and the SDF remain high, especially near Ain Essa and Tal Tamer towns. The SDF also denied attacking a Turkish occupation base and said it only "used the right to self-defense."

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported more violations by Turkey and its proxies in the occupied Afrin region. At least nine civilians were arrested, including two women by Turkish intelligence and military police in Afrin, while Turkish-backed Jihadists of Al-Shamayah took over Kurdish properties. Furthermore, the fate of two Kurdish women, Fidan Bilal and Wasal Noma'n, in a Turkish

backed, Jihadist-ran prison of Al-Rai remains unknown. The two women lost two relatives under torture of the Turkish-backed Jihadists last year for accusations of connections to Kurdish forces.

The AANES repatriated two children of Da'esh parents to the Swiss government on Tuesday. Stephanie Briart, Head of the Consular Protection Department at the Swiss Ministry of Foreign Affairs visited the AANES's foreign affairs department. The Kurdish officials continued warning about "new terrorists generation" growing up if the international community does not take necessary steps.

Da'esh attacks continued against the Syrian Army in the Badia region, south of the Deir Ez Zor governorate amid constant Russian airstrikes. The

area has seen increased Da'esh activities, especially since last year when the terror group launched attacks on oil and gas fields.

### Turkey

The Committee of Ministers of the Council of Europe reaffirmed the ruling of the European Court of Human Rights ruling, which called for the release of the jailed Kurdish politician Selahattin Demirtas. The committee, which is an executive body of other European Councils, discussed dozens of resolutions and adopted 44 decisions in regards to several cases in European and regional countries. The Committee expressed "its profound concern" that Demirtas had been "deprived of his liberty since November 2016."

The "Kobani Trial" against 106

Pro-Kurdish politicians and activists resumed for only five minutes due to the absence of the defendants' lawyers over forced conditions imposed on them and the trial. The HDP criticized the court and called the court "Kobani Conspiracy Case." Meanwhile, the Turkish authorities filed new summaries of proceedings to the parliament against 15 HDP politicians, aiming to strip their parliamentary immunity.

On Saturday, Turkey raided the home of Sevgi Keskin, a prominent human rights activist and vice-president of the Turkish Human Rights Association (İHD). Keskin was not home during the raid, but later gave a statement to the police. The Turkish government has many cases against Keskin, including for her pro-human rights stances for the Kurdish population.



6 décembre 2021

## La préfecture de Mardin interdit une pièce de théâtre en kurde

« interdiction des actions et des activités » dans la ville a été invoquée comme raison pour prohiber la pièce.

Le théâtre municipal de Diyarbakir à l'origine de cette pièce a déclaré qu'il avait été contraint de l'annuler en raison de l'interdiction.

« Nous sommes contraints d'annuler notre pièce Tartuffe pour des raisons indépendantes de notre volonté », a indiqué le théâtre de la ville de Diyarbakir.

Les organisateurs de l'événement à Mardin ont déclaré : « Clairement, nous voyons cette décision motivée par la langue de la pièce. La pièce était en kurde et il s'agit d'une nouvelle action visant à empê-



cher et à interdire les artistes kurdes et la culture kurde. Ces dernières années, la pres-

sion sur la langue kurde s'est accrue. C'est une nouvelle interdiction. Il y a quotidienne-

ment des événements à Mardin, mais seuls ceux en kurde sont interdits ».



7 décembre 2021

## Irak: l'organisation État islamique harcèle les populations du nord du pays

Une vue générale de la ville de Kirkouk ciblée par une attaque djihadiste dans la nuit du 30 avril au 1er mai 2021. AFP - MARWAN IBRAHIM

En Irak, les attaques de l'EI dans les territoires disputés se multiplient ces derniers jours. Une délégation du gouvernement kurde irakien est ce 7 décembre à Bagdad. Le vide laissé par les désaccords entre les forces kurdes et irakiennes profite depuis toujours au groupe terroriste.

Voilà plusieurs jours que les villageois tentent de faire entendre leur détresse. Ils habitent dans une zone disputée de longue date entre les autorités régionales du Kurdistan et les autorités nationales irakiennes, à l'ouest de la grande ville pétrolière de Kirkouk. Dans cette vaste zone rurale, les familles

se retrouvent donc livrées à elles-mêmes pour défendre leurs foyers et leurs terres.

Depuis une semaine des groupes de combattants de l'État islamique harcèlent la zone chaque nuit. Ils semblent vouloir prendre le contrôle de petits villages qui se trouvent entre les positions des peshmergas et celles des forces irakiennes. Les combats ont déjà fait une vingtaine de morts dont des enfants. Beaucoup de familles se sont résignées à fuir laissant ainsi le territoire au groupe terroriste.

Dimanche 5 décembre, les autorités kurdes et irakiennes ont annoncé mener des opérations coordonnées pour protéger la zone. Hier lundi des peshmergas et des forces irakiennes sont entrées dans l'un des villages concernés permettant le retour des familles.



Une vue générale de la ville de Kirkouk ciblée par une attaque djihadiste dans la nuit du 30 avril au 1er mai 2021. AFP - MARWAN IBRAHIM

Mais il devient maintenant urgent de trouver une solution pérenne pour empêcher que la situation ne continue de se dégrader. Au-delà d'une réelle volonté politique il faudra aussi trouver un moyen d'unir deux forces qui se sont trop souvent retrouvées l'une contre l'autre.

Au sud de l'Irak, l'explosion d'une moto piégée a fait ce 7 décembre au moins 4 morts et

4 blessés près d'un hôpital de la ville de Bassora. L'attaque n'a pour l'instant pas été revendiquée.

Au sud de l'Irak cette fois l'explosion d'une moto piégée a fait au moins 4 morts et 4 blessés près d'un hôpital de la ville de Bassora. L'attaque n'a pour l'instant pas été revendiquée.

LE FIGARO

8 décembre 2021

## L'Irak rapatrie 100 djihadistes de l'EI détenus en Syrie par des forces kurdes

Les autorités irakiennes ont rapatrié mercredi 8 décembre 100 combattants irakiens du groupe djihadiste État islamique (EI) qui étaient détenus par les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie, a annoncé un haut responsable sécuritaire irakien.

«Nous avons récupéré ce matin 100 terroristes» détenus par les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de combattants kurdes et arabes en Syrie, a indiqué à l'AFP le général Abdul Amir al-Shammari, commandant adjoint des Opérations conjointes, ins-

tance coordonnant l'action des différentes forces de sécurité et collaborant avec la coalition internationale antidjihadistes. Les 100 djihadistes «ont été remis aux services de renseignements pour qu'ils soient interrogés», a précisé le haut responsable.

En février puis en septembre, l'alliance des FDS qui a mené la lutte contre l'EI avec le soutien d'une coalition internationale menée par Washington avait remis à Bagdad une centaine de combattants irakiens de l'EI, selon des sources sécuritaires irakiennes.

## Le terrorisme passible de peine de mort en Irak

L'administration kurde syrienne qui contrôle de vastes pans dans le Nord-Est syrien se montre parfois réticente à communiquer sur certains dossiers en lien avec les combattants de l'EI ou leurs familles retenus par les forces kurdes dans des prisons ou dans des camps en Syrie. En 2019, les FDS avaient remis à Bagdad environ 900 Irakiens, la plupart capturés alors qu'ils essayaient de fuir les derniers bastions de l'EI en Syrie, selon des sources judiciaires irakiennes.

Après avoir occupé de 2014 à

2017 de vastes territoires en Syrie et en Irak, l'EI a enchaîné les revers. Fin 2017, l'Irak a annoncé la «victoire» après avoir chassé l'EI de tous les bastions urbains. En mars 2019, l'EI a perdu tous ses fiefs en Syrie. Quelque 1600 Irakiens soupçonnés d'avoir combattu pour l'EI sont encore détenus par les FDS, selon un rapport de l'ONU. Des milliers de civils sont aussi retenus dans des camps de déplacés comme celui d'Al-Hol, qui abrite plus de 60.000 personnes, dont la moitié sont des Irakiens.

L'Irak a déjà poursuivi en justice des milliers de ses ressourceurs



Les kurdes détiennent encore 1600 Irakiens soupçonnés de terrorisme. Delil SOULEIMAN / AFP

tissants pour appartenance à l'EI, crime passible de la peine de mort selon une loi antiterroriste. Des centaines ont été condamnés à la peine capitale

mais peu de ces sentences ont été appliquées, l'administration pénitentiaire devant obtenir un ordre ratifié par la présidence pour les exécuter.

LE FIGARO

9 décembre 2021

# Irak : la coalition anti-EI a fini sa «mission de combat»

La coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington a «fini sa mission de combat» en Irak, a annoncé jeudi 9 décembre sur Twitter le conseiller à la sécurité nationale irakienne, Qassem al-Aaraji, évoquant la transition vers un rôle «de formation et de conseil».

L'annonce, si elle ne change rien sur le terrain, est cruciale pour l'exécutif irakien, qui favorise ce changement de mission face aux appels virulents des puissantes factions pro-Iran au départ pur et simple de toutes les forces américaines stationnées en Irak. Ce changement de mission de la coalition internationale engagée contre le groupe État islamique (EI) avait été annoncé pour la fin de l'année en juillet à Washington par le président américain Joe Biden, à l'occasion d'une visite du premier ministre irakien Moustafa al-Kazimi.

Formation, conseil et renforcement des capacités

Jeudi, Qassem al-Aaraji s'exprime



Le conseiller à la sécurité nationale irakienne évoque désormais la transition vers un rôle «de formation et de conseil». AHMAD AL-RUBAYE / AFP

mais à l'issue d'une réunion militaire entre les commandants de la coalition et des Opérations conjointes des forces de sécurité irakiennes. «Nous annonçons officiellement la fin de la mission de combat des forces de la coalition», a-t-il indiqué sur Twitter. «La relation avec la coalition internationale se poursuit dans les domaines de la formation, du conseil et du renforcement des capacités» des

forces irakiennes, a-t-il ajouté. Dans les faits, les quelque 2500 militaires américains et le millier de soldats de la coalition déployés en Irak vont y rester. Ces troupes jouent un rôle de conseillers et de formateurs depuis l'été 2020. «La coalition aura totalement terminé la transition vers une mission de non-combat avant la fin de l'année», a de son côté annoncé en conférence de presse le général

Saad Maan, responsable communication du ministère de l'Intérieur irakien, évoquant les transferts hors d'Irak de troupes et de matériel militaire effectués par la coalition internationale engagée contre le groupe État islamique (EI). Il a également évoqué des transferts hors d'Irak de troupes et de matériel militaire effectués par la coalition. Le Hachd al-Chaabî, ex-coalition de paramilitaires irakiens désormais intégrés aux forces régulières, acteur politique influent et allié de Téhéran, est particulièrement virulent sur le départ des troupes américaines.

Sur les réseaux sociaux, la nébuleuse des groupes proches des factions pro-Iran multiplie les menaces et rappelle à Washington la date butoir du 31 décembre pour exiger un retrait total américain - dont il n'a jamais été question. Ces derniers mois, des dizaines de tirs de roquettes ou des attaques aux drones piégés ont visé les troupes et les intérêts américains en Irak. Jamais revendiquées, ces attaques sont systématiquement imputées par les États-Unis aux factions irakiennes pro-Iran.

## « Ceux qui sont morts dans les eaux de la Manche ont été trompés et trahis »

**A**travers les âges, les Kurdes ont été un peuple de migrants. De chaque point de nos terres, nos filles et nos fils ont fui la guerre et la persécution, la peste – et même le génocide. Les Kurdes n'ont jamais été hésitants ni aveugles devant les épreuves.

Au cours du mois dernier, la fuite de migrants kurdes vers l'Europe et les situations désespérées auxquelles ils ont été confrontés dans les forêts gelées de Biélorussie et sur les rives de la Manche ont été horribles. Ces derniers jours, la tragédie de la Manche nous a bouleversés. La mort de 27 personnes – en majorité originaires de la région du Kurdistan d'Irak – noyées dans des eaux glaciales n'aurait jamais dû se produire.

Nous avons beaucoup d'informations sur le parcours de nombreuses victimes, et nous sommes en train d'en apprendre davantage. Mais ce que je peux dire à ce stade, c'est que ceux qui sont morts ont été trompés et trahis. Ils ont été des pions dans un jeu de pouvoir politique, dont les architectes ne prêtent aucune attention à leurs souffrances et aucune valeur à leur vie.

Nous attendons des réponses de nos amis Britanniques pour savoir si le navire qui a coulé se trouvait dans leurs eaux territoriales lorsque les premiers appels de détresse ont été lancés. Nous espérons également une coopération complète de nos partenaires en France. Cela ne doit plus jamais se reproduire.

Les réseaux de passeurs à l'origine de cette atrocité visent à inonder la zone euro de migrants afin de faire pression sur les dirigeants politiques dans un conflit entre la Biélorussie et Bruxelles.

Ils ont saisi l'occasion d'utiliser notre peuple et de prendre certains de ses membres en otages, dans une pantomime cynique à peine déguisée, restant indifférents à l'humanité de ceux qu'ils ont induits en erreur.

Les origines de cette crise sont politiques et criminelles

Nous avons pris des mesures fermes pour empêcher les nôtres de s'embarquer dans des voyages facilités par des dirigeants politiques en complicité avec des trafiquants d'êtres humains et des gangs criminels. Les agents de voyages qui ont aidé à la migration ont été arrêtés et seront poursuivis. L'octroi automatique des visas a été stoppé, et nous aiderons tous ceux qui voudront retourner au Kurdistan irakien. Jusqu'à présent, près de 2 000 de nos citoyens sont revenus, beaucoup parmi eux portant le message que ce qui leur avait été vendu comme une promesse de vie meilleure était plutôt un piège mortel – et que personne ne devrait essayer de les suivre.

Je veux affirmer clairement que les origines de cette crise sont politiques et criminelles, et ce n'est pas fondamentalement une question de migration. Nos concitoyens ont été trompés, pour leur faire croire que quitter leur pays dans telles circonstances était une occasion favorable. Des groupes comme le PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan] nourrissent ce mensonge. Leur présence et leur conflit avec la Turquie dans les villes frontalières ont poussé des familles vulnérables à partir. Il en va de même des faux récits sur l'insécurité économique qui serait enracinée au Kurdistan. Ce sont des mensonges, alimentés par les trafiquants.

Pendant les deux années écoulées depuis que je suis devenu premier ministre, nous avons pris d'importantes mesures pour rétablir sur de nouvelles bases l'économie de la région du Kurdistan d'Irak. Nous avons reconnu la nécessité de revitaliser notre économie, qui est restée résiliente malgré une série de chocs : les ravages de la guerre avec le groupe terroriste ISIS [l'acronyme américain de l'organisation Etat islamique], un effondrement du marché mondial du pétrole, la faiblesse de la relation politique avec Bagdad puis une pandémie. Mon administration a pris des mesures déterminées pour réprimer la corruption, accroître l'efficacité, établir la compétitivité, responsabiliser les ministères et mettre en œuvre les normes mondiales de bonnes pratiques.

### Un sanctuaire

Nous sommes une société qui prend soin de ses gens et nous créons une économie viable pour les soutenir. Des emplois sont créés, et un secteur privé est en pleine croissance. Le Kurdistan irakien est l'une des régions les plus sûres du Moyen-Orient, un sanctuaire pour près d'un million de personnes déplacées de toute la région – dont beaucoup fuyant des persécutions – ainsi que pour 100 000 demandeurs d'emploi des pays voisins. En comparaison avec nos voisins, de nombreux Kurdes sont prospères, et les affaires iront mieux pour ceux qui restent malgré les inconvénients. Cela dit, nous reconnaissons que beaucoup de nos concitoyens aspirent à une vie meilleure. Certains Kurdes sont au chômage depuis longtemps, alors qu'ils sont hautement qualifiés. Cela doit changer et nous devons créer des emplois pour eux. A ces per-

sonnes-là je dis : vous ne trouverez pas de solution sur les fausses routes migratoires fabriquées par des fantoches qui se moquent de vos intérêts.

Ces voyages périlleux sont, au contraire, un chemin vers la ruine et la perte. Les possibilités existent sur le front intérieur, pas dans les champs inhospitaliers et les plages de terres étrangères au début de l'hiver. Nous reconnaissons la nécessité de grandes réformes chez nous, et elles seront réalisées.

A l'intention de nos amis européens, nous reconnaissons que l'arrivée de réfugiés irakiens en grand nombre dans vos pays a créé une crise qui doit être résolue. Nous sommes conscients de vos attentes et nous travaillerons avec vous de bonne foi pour garantir des résultats équitables. Nos équipes sont à Bruxelles pour commencer ces discussions.

Mais nous ne pouvons pas tout faire seuls. Nous sommes les voisins les plus proches de l'Europe, et si les causes profondes de cette crise ne sont pas combattues, les migrants continueront de frapper à ses portes. L'Europe peut nous aider à réaliser notre réforme économique, afin de remonter à la source du problème. Cela ralentirait le flot des demandeurs d'asile et atténuerait les défis politiques, sociaux et sécuritaires qui découlent de leurs arrivées.

Nous attendons également de nos partenaires internationaux qu'ils fassent davantage pour protéger notre population. La Pologne et la Biélorussie, en particulier, doivent respecter leurs obligations de prendre soin de ceux qui en ont désespérément besoin.

## Une carte pour dénoncer le traitement fait aux migrants dans le Calaisis

**R**egard de cartographe #11 Mercredi 24 novembre, 27 personnes mouraient noyées dans les eaux glacées de la Manche au large de Calais. Des hommes, des femmes, des enfants. Qui sont-ils ? Pour ce nouveau "regard de cartographe", Nicolas Lambert, ingénieur de recherche au CNRS en sciences de l'information géographique, a travaillé avec Maël Galisson du GISTI. Avec cette carte ils créent un "modeste lieu virtuel pour rendre visible les invisibles et se souvenir que ces hommes et ces femmes ont bien existé". Ils lancent également un cri d'alarme et de colère pour que cesse ces politiques inhumaines qui sont en grande partie responsables de ces tragédies.

Mercredi 24 novembre, 27 personnes mouraient noyées dans les eaux glacées de la Manche au large de Calais. Des hommes, des femmes, des enfants. Qui sont-ils ? Même si certains noms ont commencé à sortir dans la presse et sur les réseaux sociaux, on ne le sais pas encore vraiment. Il n'y a pas encore eu d'identification officielle et plus de 60 familles se sont manifestées auprès de la cellule d'identification. Ils et elles étaient kurdes d'Irak ou d'Irak, Somaliens ou Égyptiens. Des vies fauchées. Des destins fracassés. Si ce naufrage au large de nos côtes est le plus grave jamais recensé dans la Manche, il serait faux de dire qu'il s'agit là d'un événement isolé. Depuis le début



des années 2000, c'est plus de 330 personnes en migration qui sont mortes à la frontière entre la France et le Royaume-Uni.

Pourquoi compter les morts ? Tout d'abord, il y a une dimension devoir de mémoire dans ce travail de recensement en cours réalisé avec Maël Galisson (GISTI). Il y a une volonté de ne plus traiter ces morts comme des faits divers avec une dimension un peu fataliste, mais de compiler ces drames dans une base de données, de les cartographier, pour en faire ressortir la dimension systémique, spatiale, structurelle et politique. Car en effet, si les passeurs sont pointés du doigt par les autorités et les médias, c'est bien davantage le régime frontalier et les politiques sécuritaires mises en place par les États qui sont responsables de ces morts. C'est

d'ailleurs ce qu'ont rappelé avec force plus de 200 universitaires dans une tribune parue dans le Monde au début du mois.

Alors que nous montre cette carte ? Tout d'abord, le fait que beaucoup de celles et ceux qui meurent à nos frontières sont des morts sans nom, des inconnus. Plus qu'un simple recensement, ce travail de collecte et de cartographie vise donc d'abord à redonner une identité et une histoire à ces « corps sans nom » ou à ces « noms sans histoire ». Un modeste lieu virtuel pour rendre visible les invisibles et se souvenir que ces hommes et ces femmes ont bien existé. Bref, construire une carte pour qu'on ne les oublie pas.

Mais cette carte nous dit aussi qu'à Calais comme ailleurs, les politiques d'insécurité des parcours migratoires ne ren-

dent pas les frontières hermétiques. Et malgré la fermeture du camp de Sangatte en 2002, des hommes, femmes et enfants continuent d'affluer dans l'espoir de se rendre au Royaume-Uni. Incapables d'endiguer ces mobilités, ces politiques n'ont qu'un seul effet : rendre dangereuses et létales ces frontières pour celles et ceux qui tentent de les franchir. Accords européens, accord du Touquet, construction de murs, surveillance policière autant de dispositifs qui transforment cette frontière en un espace de mort. Pour la franchir, dans l'espoir de vivre en famille ou simplement avec l'envie de construire une vie meilleure, il n'y a bien souvent pas d'autre choix que de risquer sa vie.

Alors cette carte, est aussi un coup de gueule. Un cri d'alerte. Un cri de colère aussi. De part ses couleurs rouge et noir, c'est une carte révoltée, indignée. Une carte pour dénoncer vigoureusement le traitement qui est fait aux personnes migrantes dans le Calaisis. Loin des cartes des manuels scolaires de géographie, la carte prend ici une dimension politique et radicale. Si elle est là pour décrire une réalité, elle sert aussi surtout de support pour inciter à la changer. En d'autres termes, si on veut faire cesser ces drames, il faut accueillir plus, accueillir mieux et respecter les droits des personnes exilées. En France comme en Angleterre. Si seulement cette carte pouvait aider à faire bouger les lignes. Si seulement...

## Meurtre d'une prisonnière kurde violée et torturée

**G**aribe Gezer, une jeune femme kurde arrêtée à Mardin/Nusaybin en 2016, a vu toute sorte de privations et violences sexuelles, physique et psychologique au cours de ses 5 ans de détention en isolement dans la prison de Kocaeli / Kandira. Les autorités pénitentiaires ont contacté les avocates de Gezer pour annoncer son « suicide » en cellule d'isolement.

Selon l'avocate Eren Keskin, il est impossible pour un prisonnier de se suicider en cellule d'isolement, ce qui fait penser à un meurtre maquillé en suicide, d'autant que la victime et sa famille avaient alerté l'opinion publique plusieurs fois, disant que sa vie était en danger.

Garibe Gezer a été témoin du meurtre de son frère aîné Bilal Gezer lors des actions de Kobanê les 6 et 8 octobre 2014, alors qu'il n'avait que 21 ans. Alors que le corps de Bilal étaient toujours sur le lieu du meurtre, son autre frère, Mehmet Emin Gezer, a été abattu et paralysé par la police des opérations spéciales devant le commissariat de Dargeçit, où il s'est rendu pour s'informer sur le meurtre de son frère. A partir de cette date, tous les membres de sa famille ont été poursuivis par le régime turc ou emprisonnés.

### Garibe Gezer, ou un crime d'État qui restera impuni

Garibe Gezer, une jeune femme kurde arrêtée à Mardin/Nusaybin en 2016, a vu toute sorte de privations et violences sexuelles, physique et psychologique au cours de ses



5 ans de détention en isolement dans la prison de Kocaeli / Kandira. Les autorités pénitentiaires ont contacté les avocates de Gezer pour annoncer son « suicide » en cellule d'isolement.

Selon l'avocate Eren Keskin et de nombreux avocats et politiciens, il est impossible pour un prisonnier de se suicider en cellule d'isolement. On parle d'un meurtre maquillé en suicide, d'autant que la victime et sa famille avaient alerté l'opinion publique plusieurs fois, disant que sa vie était en danger. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois qu'une ou un Kurde meurt mystérieusement dans les geôles turques.

On avait relayé l'information concernant le viol et la torture subis par Garibe Gezer il y a quelques semaines:

Garibe Gezer, une jeune Kurde détenue à la prison pour femmes de Kandira, à Kocaeli, a été torturée et violée par des gardiens dans une cellule capi-

tonnée. Son avocate Jiyan Tosun a déclaré que Gezer, qui a été violée par les gardiens et n'a pas été soignée malgré les saignements à la tête après sa tentative de suicide, demande à ce qu'on entende son calvaire.

Garibe Gezer, arrêtée à Mardin/Nusaybin en 2016, a vu toute sorte de privations au cours de ses 5 ans d'emprisonnement et a été condamnée à l'isolement. Garibe, qui a été envoyée à la prison de type F de Kandira après sa dernière peine d'isolement à la prison fermée pour femmes de Kayseri/Bünyan le 15 mars, a demandé à être transférée dans une cellule pour trois personnes après la fin de sa peine d'isolement de 22 jours. Mais sa demande a été refusée. Elle a été emmenée dans une cellule matelassée par les gardiens pour s'être révoltée, où elle a été torturée et violée par les gardiens. Elle a voulu signaler son calvaire à ses avocates et

à sa sœur. Mais ses lettres n'ont pas été envoyées ou ont été censurées. (Jinnews)

### Déshabillée devant les gardiens

Gezer a été transférée de la prison de Kayseri à la prison de Kandira le 15 mars. Elle y a été détenue pendant 22 jours dans une cellule. Après la fin de sa peine de cellule, elle a demandé à être transférée dans une cellule pour trois personnes.

Elle s'est opposée à ce qu'on la remette en cellule le 21 mai. Des gardiennes l'ont traînée par terre tout en la tenant par les cheveux et les bras. Ils ont enlevé son shalwar (pantalon large) et sont passés au milieu des gardiens hommes. Ils l'ont mise en cellule.

Gezer avait été détenue dans la cellule pendant deux jours. Elle a protesté contre cela. Les gardiens sont venus dans sa cellule parce qu'elle a frappé à

la porte de la cellule. Ils lui ont dit qu'ils la mettraient dans une cellule capitonnée si elle continuait à frapper à la porte.

Les cellules capitonnées sont des cellules dont les parois sont recouvertes de mousse et considérées comme un moyen de torture. Mais le gouvernement turc nie leur existence.

### **Viol en cellule matelassée**

Le 24 mai, huit gardiens, hommes et femmes, sont venus dans sa cellule et ont battu Gezer. Les gardiennes pliaient les mains et les hommes écrasaient son cou avec leurs bottes.

Elle a ensuite été emmenée dans une cellule capitonnée. A la porte de la chambre, ses vêtements ont été enlevés et elle a été violée.

### **Menottée dans le dos**

Selon la pétition que l'avocat Keskin a soumise au bureau du procureur général, Gezer a tenté d'enlever la mousse dans la cellule. Voyant cela par la caméra, les gardiens sont revenus dans la cellule et l'ont violemment battue. Elle s'est évanouie. Elle a été mise dans la cellule en étant menottée dans le dos et est restée dans la cellule pendant trois à quatre heures.

### **Tentative de suicide**

Incapable de faire face aux violences sexuelles, Gezer a tenté de se suicider dans sa cellule en se pendait avec des draps. Elle est tombée après que le drap se soit déchiré et qu'elle se soit cogné la tête. Malgré l'hémorragie, elle a été maintenue au sol pendant plusieurs heures.

### **Lettres censurées**

Elle a refusé le traitement en raison de l'attitude discriminatoire du médecin de l'infirmerie

et du fait qu'elle n'avait pas été soignée depuis longtemps. Elle a été ramenée dans sa cellule. Le saignement au niveau de la tête a continué jusqu'au lendemain.

Gezer voulait écrire des lettres à son avocate et à sa famille, mais certaines lettres qu'elle a écrites n'ont pas été envoyées alors que d'autres ont été envoyées après avoir été censurées par le comité de lecture des lettres.

### **Toilettes devant la caméra**

Sans mener d'enquête psychosociale pour savoir si elle tenterait à nouveau de se suicider, l'administration de l'établissement pénitentiaire a continué à la garder dans une cellule individuelle.

Ne pouvant parler des effets psychologiques des tortures et mauvais traitements sexuels dont elle a été victime, Gezer a mis le feu à sa cellule le 7 juin.

Les toilettes de sa cellule étaient surveillées également par une caméra. Par ailleurs, les gardiens de la prison l'ont maltraitée en soufflant de l'air froid à travers le système de ventilation.

### **Plainte pour viol**

Les avocates de Garibe, Eren Keskin, Jiyen Tosun et Jiyen Kaya ont déposé une plainte pénale auprès du bureau du procureur le 20 septembre dans le cadre de l'enquête, déclarant que la « Convention européenne des droits de l'homme et la Convention des Nations Unies contre la torture et Autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». La situation de Garibe a également été portée à l'ordre du jour du Parlement par les députés du Parti démocratique des peuples (HDP).

La coprésidente de l'Association des droits de l'homme,

Eren Keskin, a déposé une plainte pénale contre les gardiens et le médecin de la prison.

Keskin a décrit la torture, les mauvais traitements et les agressions contre la prisonnière dans la pétition qu'elle a soumise au bureau du procureur général de la prison de Kandira.

« La cliente a dit que la cellule qui s'appelle la « cellule matelassée » était un endroit de deux à trois mètres de long, elle était entièrement recouverte de mousse, elle était surveillée par une caméra pendant 24/24, il y avait des excréments partout dans la pièce, l'odeur d'urine et d'excréments était insupportable, il n'y avait qu'un trou comme toilettes dans la chambre et c'était visible par la caméra », a déclaré Keskin.

Jiyen a déclaré qu'après avoir rencontré Garibe, elles ont déposé une plainte pénale contre le médecin de l'infirmerie pour torture et mauvais traitements dans la prison de Kandira et contre l'administration pénitentiaire et le directeur pour « négliger son devoir ». Elle a ajouté qu'elles continueraient à s'occuper du processus.

Notant que les demandes de Garibe incluent de faire entendre et de faire connaître ce qu'elle a subi, Jiyen a déclaré qu'elle avait également demandé qu'une plainte pénale soit déposée contre l'administration pénitentiaire, en particulier les gardiens et le médecin qui ne l'ont pas soignée, qui l'ont maltraitée.

Rappelant qu'elle leur a également demandé d'annoncer publiquement les tortures sexuelles et les mauvais traitements subis par Garibe.

### **Enquête pour avoir parlé de la torture**

Lors d'une visite, Gezer a parlé à sa sœur Asya Gezer de la torture et des agressions sexuelles dont elle avait été victime. Une enquête disciplinaire a été ouverte contre elle à cause de cela. Faisant une déclaration au sujet de cette enquête, elle a également dit être torturée. Au cours de la procédure ultérieure, elle expliqua les actes de torture et les mauvais traitements au bureau du procureur général de la prison de Kandira et à la magistrature de Kocaeli chargée de l'application des lois pénales.

Resmiye Vatansever, qui est détenue dans la même prison, a également parlé au juge de la torture de Gezer.

### **Appel à une enquête efficace**

Keskin a demandé une enquête effective sur l'incident en vertu du droit interne turc, de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et de la Convention des Nations Unies contre la torture.

Elle a exigé que les agents pénitentiaires soient condamnés conformément aux crimes définis aux articles 86, 94 et 102 du Code pénal turc. elle a également exigé que le médecin infirmier soit condamné conformément à l'article 257 du code pénal.

### **Une famille kurde**

« Ce qui se passe dans les prisons est grave mais ce que Garibe a vécu est bien pire. Parce qu'elle a tellement souffert qu'elle a essayé de mourir. C'est horrible pour une jeune fille. Ils ont déjà subi beaucoup de pression en tant que famille kurde. Garibe veut que tout le monde réagisse à ce qu'elle a vécu récemment. Nous la soutiendrons. »



December 9, 2021  
By Alannah Travers

## Identified remains of 41 Yazidis laid to rest in Kocho

The remains of 41 Yazidis massacred in 2014 by Islamic State (ISIS) in the group's brutal genocide against the ethno-religious community were returned to their village of Kocho on Thursday, having been identified in a year-long process overseen by the UN Investigative Team to Promote Accountability for Crimes Committed by Da'esh (UNITAD) in Baghdad.

Coffins of the identified 26 men and 15 women, killed by ISIS in August 2014 along with thousands of Yazidis as the group raged destruction through the region, were borne by Iraqi soldiers and laid to rest in a burial ceremony in the village of Kocho in the Shingal region of Iraq.

ISIS extremists swept across Shingal in the summer of 2014, attacking the Yazidi heartland in Nineveh province and massacring 1,200 people within days of the attack, capturing over 6,000 predominantly women and children who were subsequently sold into slavery and in numerous and horrific cases killed.

According to academics and activists, 2,763 women and children remain unaccounted for.

This is the second group of remains to be identified and returned to surviving families, enabling relatives and loved ones to hold a ceremony according to the community's religious and cultural practices. In February, 104 Yazidi victims were buried in Kocho village.

Kiche Ammo Slo, a survivor of the massacre in Kocho, told Rudaw on Thursday that he and



Yazidis at the graves of members of their community killed by Islamic State, taken on December 9, 2021. Photo: Rudaw

other villagers were locked in the village school for 15 days by ISIS.

"They gathered us and separated men from women at around 11 or 12pm," he said, adding that the men were taken to different places.

"We were between 30 and 40 people. They said that we had to convert to Daesh's ideology or be killed. We rejected this, so they put us in vehicles and killed us," he said, although he managed to escape death.

Along with the families of those who did not survive, Thursday's ceremony was attended by Iraqi officials, UN agencies and diplomats. Christian Ritscher, head of UNITAD, assured survivors that they have the international community's support and that his UN team would continue to investigate ISIS crimes and hold all those who committed crimes against humanity and genocide to account.

"I assure you that you are not forgotten. I believe we have the opportunity to turn the tide from impunity to justice and I am confident that we are one step

closer to justice", he said at the ceremony in Kocho.

Naif Jasim, mukhtar (chieftain) of Kocho village, said at the ceremony that they will continue to identify all of the remaining victims of the massacre. "So far, the identities of 360 corpses in 25 mass graves have been excavated. 145 dead bodies from Kocho village have been identified: 104 of them were identified and buried earlier this year and today the other 41 will be buried," he said.

The Yazidi organisation Yazda said in a statement on Wednesday that five days of mourning will follow Thursday's burial, adding that 17 mass graves have so far been exhumed in Kocho; thousands of bodies awaiting exhumation and DNA identification.

Nadia Murad, human rights activist and Yazidi survivor from the Kocho community, tweeted on Thursday that her heart was with all families who "will finally be able to honor their loved ones."

"Yet, thousands of families still wait to bury relatives, which is why we must push for expedited

exhumations," the Nobel Peace Prize Laureate added.

Today, my community buried 41 Yazidi victims (26 men & 15 women) of the Kocho massacre. My heart is with all families who will finally be able to honor their loved ones. Yet, thousands of families still wait to bury relatives, which is why we must push for expedited exhumations.

Hussein Qassim, Yazidis representative at Kurdistan Region Presidency, told Rudaw that the process of excavation is not easy, as it "takes much time and it also needs a high budget."

Last week, a court in Frankfurt sentenced a former ISIS member to life imprisonment on charges of crimes against the Yazidis. The man's wife was sentenced to ten years in prison earlier in October, for aiding and abetting war crimes that included enslaving a Yazidi woman and child who died of thirst after being chained-up in the heat of Fallujah in Anbar province.

Kurdish leaders welcomed the court's sentencing of the ISIS member to life imprisonment, and leaders also paid respect to the victims of genocide on Thursday.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani commented in a tweet, that "On the International Day of Commemoration and Dignity of the Victims of the Crime of Genocide, we honor victims of genocide across the world. We reaffirm our commitment to defend coexistence & tolerance, support justice for victims, and join efforts to prevent a new genocide."

Delivered by Dindar Zebari, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani provided a statement of his remarks to the burial ceremony in Kocho, paying his respects to the “victims of one of the most appalling acts in history” and praising the resilience of the Yazidi community “in keeping their culture and identity.”

“The regional government (KRG) has documented 5,170 cases of ISIS’ crimes against the Yazidis, from which 2,324 cases have gone through the required investigation phases,” Zebari, the KRG Coordinator for International Advocacy, said on the prime minister’s behalf. “It is worth noting that the KRG has succeeded in harnessing efforts to rescue 3, 500 members of the Yazidi community.”

“The Council of Ministers of the Kurdistan Region formed the High Committee to Recognise

the Crimes Committed against the Yazidis as Genocide. The committee has endeavoured to convey the agonies of the Yazidis to the International Criminal Court and hence to obtain international recognition for these dreadful crimes that were committed against the Yazidis. In this respect, it requests UNITAD to speed up the process of trying ISIS terrorist for core crimes under international law, namely war crimes, crimes against humanity, and genocide,” the statement continued.

“As far as KRG is concerned, a draft law has been prepared that manifests the three core crimes,” the prime minister’s statement read. “This is an important law to prosecute ISIS. Any efforts to obstruct its enactment will be a setback in rendering the terrorists accountable for their heinous crimes in a timely manner.

“UNAMI should put more extensive efforts into restoring peace and stability in Shingal, and this will overwhelmingly be achieved by supporting the execution of this agreement... What happened in Sinjar is a catastrophe that shook the depths of our conscience and expressed the criminalized approach of this organization and its bloody ideology. Efforts must be intensified at home and abroad in order to define it as a crime of genocide and to find and return the abductees,” the prime minister concluded.

On 1 March 2021, the Iraqi parliament passed the Yazidi Survivors Law which is intended to provide a reparations framework for survivors of ISIS crimes, including women and girls who were subjected to sexual violence, as well as child survivors who were abducted before the age of 18.

Despite this, Amnesty International criticised the Iraqi government in November for a lack of meaningful support for the Yazidi community, saying it had “largely ignored the significant recommendations made by Iraqi civil society organizations on the regulations, meaning they lack a survivor-centred approach and fail to establish accountability mechanisms and processes for outreach, applications and review of claims.”

In a separate report released last year, Amnesty International documented how almost 2,000 Yazidi children who have returned to their families after being held captive by IS are facing a physical and mental health crisis.



9 décembre 2021

## L’ Iran arrête deux civils kurdes de plus dans la province du Kurdistan

Les forces de sécurité iraniennes ont arrêté deux civils kurdes, dans le village de Malqarani à Saqqez, dans la province du Kurdistan, le 5 décembre dernier. Il s’agit de Mohammad Fadavi et Rahmatollah Salehian. Vague d’arrestations dans le Kurdistan iranien

Ces détentions s’inscrivent dans le cadre de la récente vague d’arrestations de civils et de militants kurdes dans la province.

Les forces de sécurité auraient perquisitionné et fouillé les maisons des civils avant de les arrêter.

Les arrestations ont été effectuées sans décision de justice. Les charges retenues contre les civils sont également inconnues.

Depuis le début de la vague d’arrestations, les forces de sécurité ont arrêté cinq civils kurdes dans le seul village de Malqarani à Saqqez.

Le 11 novembre, le ministère du renseignement a lancé une nouvelle vague d’arrestations de civils et de militants kurdes. À ce jour, le ministère a arrêté au moins 38 personnes à Baneh, Saqqez, Marivan et Sanandaj dans la province du Kurdistan.

Déjà 38 arrestations depuis début novembre

Liste des personnes récemment arrêtées :

Salah Pezeshki, Rafiqh Pezeshki, Manaf Pezeshki, Behzad Pezeshki, Karim Pezeshki, Haji Aboubakr Pezeshki, Loghman Pezeshki, Farhad Pezeshki, Ahmad Pezeshki, Arsalan Pezeshki, Kamran Pezeshki, Saeid Rashidi, Jamal Morovvati, Osman Mohammadpour, Saeid Ghaderi, Kurdo Hosseinpour, Ali Chomani et Zagros Rashidi dans les villages de Choman, Namshir, Najneh et Kupich à Baneh.

Mohammad Mahjour, Abdollah Mahjour, Ayoub Minaei, Zanko Masoudi, Mohammad Fadavi, Rahmatollah Salehian dans le village de Malqarani et Pir Omran à Saqqez.

Keyvan Minoui, Farid Derakhshani, Edris Bahramian, Mohammad Ahmad, Abdolrahman Afshar et Abdolrahman Ashtak dans le village de Ney à Marivan.

Aram Moradian à Sanandaj.

Zanyar Menbari, Milad Menbari, Arash Menbari, Sivan Menbari, Saadi Menbari, et Siyamak Menbari dans le village de Niyar à Sanandaj.

The New York Times

December 10, 2021  
By Carlotta Gall

## Turkey's President Follows His Own Advice Even as Economy Slips

President Recep Tayyip Erdogan sat for an interview on national television late last month, apparently seeking to calm nerves about Turkey's weakening currency and galloping inflation. But the reaction has been anything but calm.

He insisted there was "no turning back" on his newly announced economic plan, which has promoted policies that seem aimed at defying the laws of economic gravity, like refusing to tick up interest rates to combat rising prices and buttress the value of his currency.

"Interest rates make the rich richer, the poor poorer," he said. "We have prevented our country being crushed in such a way. We will not allow this."

Turkey's currency, the lira, began sliding virtually as he spoke, capping a day in which it lost 8 percent of its value. It has hardly stopped plunging since mid-November, hitting new lows every few days. Turks have watched staple goods double in price and fuel costs jump by 40 percent.

Mr. Erdogan's interview on TRT cost the country billions of lira in just two hours, the opposition Republican People's Party spokesman, Faik Oztrak, commented. "TRT's show with Erdogan tonight was the most expensive production in TRT history," he said on Twitter. A former prime minister, Ahmet Davutoglu, called on the president to stop. "For God's sake don't talk anymore!" he tweeted.

But Mr. Erdogan keeps talking — and rattling markets and eroding confidence in the lira and his stewardship of Turkey



Waiting in line for bread in Istanbul on Tuesday. Prices for some staple goods have doubled, tightening household budgets. Credit... Umit Bektas/Reuters

— as he doubles down on a policy prescription that few if any economists agree with and that has left suffering Turks and others wondering why he is doing what he's doing.

Mr. Erdogan has been in power for nearly two decades, with much of his political success built on nearly continuous economic growth that has lifted millions of Turks into the middle class. Facing re-election in 18 months, he is sliding in opinion polls, largely because of the deteriorating economy. His focus is how to turn around the decline in time to boost his election chances.

"He is trying to keep the boat afloat in his own way," said Akif Beki, who served as chief adviser to Mr. Erdogan when he was prime minister. "He believes that he can turn things around and he can convince people again when elections come closer."

But for now, markets and analysts agree, his medicine is making what ails Turkey worse, and Mr. Erdogan has become increasingly isolated in his eco-

nomie plan, having narrowed his circle of advisers since his early days as he gathered up virtually authoritarian power for himself.

In particular, Mr. Erdogan's switch to a strong presidential system in 2018 has made him more reliant on a small inner circle rather than the wider scope of party officials and elected politicians under the earlier parliamentary system. That has given rise to criticism that he is surrounded by yes-men and increasingly detached from the electorate and economic realities.

Mr. Erdogan has replaced a series of Central Bank chiefs and finance ministers in recent years, confident that he knows the economy better than any of them and reasoning that by controlling monetary policy he could make decisions more efficiently.

"He is not listening to the economists which is typical of strongmen," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of

the United States. The president, he added, was "increasingly less tolerant of dissent, particularly from within the party."

Indeed, what exasperates many, in businesses large and small, is that Mr. Erdogan is not speaking off the cuff or dropping comments inadvertently. He and his insular team in the presidency, squired by his attentive communications director Fahrettin Altun, have been rolling out prepared speeches, which he delivers live on national television with the aid of a teleprompter.

In his first speech two weeks ago, he expounded at length on his decision to go against most Western economic practice and instead follow China in lowering interest rates and driving down the national currency to balance out Turkey's current account deficit and make its products more attractive for export. He called on Turkish citizens to prepare for a "historic struggle" in what he cast as an "economic war of independence." He vowed that the country would no longer have to surrender to high interest rates, inflation and currency traps and he promised to improve production, employment and clear the current account deficit. "Turkey may for the first time in its history have the opportunity to follow an economic policy in line with its own needs and realities," he said.

The lira began a free fall within hours of his speech, losing 15 percent of its value in one day. Undeterred Mr. Erdogan gave another speech the next day and several more since, each time reaffirming his determina-

tion to lower interest rates in pursuit of growth.

He has reacted to the price increases not by adjusting his own approach but by lashing out at suppliers and warning them not to hoard goods and pressuring supermarkets to keep prices down. Social media was alive Thursday with talk of price increases for toilet paper and milk products.

"I am stunned by the increases," said Mehmet Eraltay, who was selling bagels from a cart on the capital's main square Wednesday. "I think the end of the world is coming."

Analysts struggled to explain what has prompted Mr. Erdogan to insist on a monetary policy that goes against most widely accepted economic practice of controlling inflation by raising interest rates.

"The only thing that is going on

now is the upcoming elections," said Mr. Unluhisarcikli, of the German Marshall Fund of the United States. Mr. Erdogan is sliding in the polls, largely because of the economy, and is seeking to regain the momentum ahead of elections in 2023, he said. "He is looking for a way out."

Most economists say the Chinese example would take a decade to take effect and could not bring economic relief within six to eight months as Mr. Erdogan is promising.

Mr. Erdogan is also constrained by his political ally, Devlet Bahçeli, the right-wing leader of the Nationalist Movement Party, who frequently applies the brakes to proposals by Mr. Erdogan that would improve Turkey's international standing. Even limited efforts to restore democratic institutions and the independence of the judiciary could go some way to answer

investors' concerns, Mr. Unluhisarcikli said. It could also help Mr. Erdogan's standing with voters, who are feeling increasingly anxious and ignored. One of the few polling consultants who continues to advise both Mr. Erdogan and his opponents, Mehmet Ali Kulat, said he had to deliver uncomfortable news in their most recent meeting.

His most recent survey found that around 60 percent of respondents were very uncomfortable with the economic situation and 41 percent said they could not meet their essential needs.

There is widespread distrust of government institutions and even anger in reactions of respondents to some questions, Mr. Kulat said. "This is something beyond politics."

Yet the president, who is known to closely follow opinion polls, dismissed the poor results and

insisted he would still win, Mr. Kulat said. "Mr. Erdogan believes the data about the economy that we and other pollsters give is exaggerated," he said.

The leader of an Islamist party, Temel Karamollaoglu, who met with Mr. Erdogan in November, also described the president as dismissive of his concerns.

"Mr. President believes that all developments in the economy and foreign policy are fail-safe," he said in an interview published in an online news outlet, Gazete Duvar. "He doesn't see any problem. I told him, 'The information coming to you may be mistaken or different.' He doesn't share that idea."

But Mr. Beki, the former adviser, said Mr. Erdogan would be focused on preventing the spread of bad news rather than questioning it. "He believes he knows best," he said. "I don't think he listens to advice."



December 10, 2021

## Over 3,000 Iraqi, Kurdish migrants return from Belarus

A plane carrying over 400 Iraqi and Kurdish migrants from Minsk arrived at Erbil International Airport on Friday, bringing the total of migrants who have voluntarily returned from Belarus since last month to over 3,000.

"At 14:15, the Iraqi Airways [plane] took off from Minsk National Airport to Erbil," the Belarusian airport said in a statement published on its Telegram channel on Friday. In a previous announcement the airport said the number of passengers stood at 417, including

two children under the age of two.

The plane arrived at Erbil International Airport around 5pm, according to a Rudaw reporter on the ground.

After thousands of Iraqi and Kurdish people traveled to the Belarus-Poland borders in recent months, in an attempt to reach Europe and build better lives, their difficult conditions on the borders attracted the attention of international media and leaders. Several migrants have died on the border so far.

Erbil and Baghdad, who have accused Minsk of exploiting the migrants for political gains against the European Union, began offering free flights to those who chose to return voluntarily last month.

So far, over 3,000 people have returned from Minsk through several flights since mid-November.

The exodus of Kurds is part of a migrant crisis that has compelled European nations to fortify their borders. Tensions are high between Belarus and Europe. Poland has refused to

take in any migrants, instead of calling on them to return home. Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani received a phone call from the British Home Secretary Priti Patel on Thursday. They discussed the migration of people to Europe and crises related to the issue.

Barzani told Patel that the Kurdistan Region will "cooperate with the Iraqi federal government and European countries to encourage the voluntary return of migrants," according to a statement from Barzani's office.

## La France s'apprête à expulser un militant kurde menacé de prison en Turquie

**A**ujourd'hui enfermé au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) suite au rejet de sa demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), Mezher Kartal est un militant kurde de nationalité turque du HDP (Parti démocratique des peuples), le principal parti d'opposition au régime d'Erdogan, dont les élus et les militants sont soumis à une répression impitoyable qui s'est accentuée au cours des derniers mois. En février, un coup de filet des autorités turques dans 40 villes du pays, a abouti à l'arrestation de 718 personnes selon le ministère turc de l'Intérieur, dont des dirigeants du HDP. À 31 ans, Mezher Kartal, a milité dans plusieurs associations kurdes en Turquie. Il a notamment participé à l'organisation de la campagne du HDP lors des dernières élections législatives de juin 2018, à l'issue desquelles 67 députés du HDP ont été élus à l'Assemblée nationale de Turquie, faisant du parti de gauche pro-kurde, le troisième parti du pays. Visé par une enquête,

Mezher Kartal a été condamné en appel en Turquie pour « insulte au président », une peine qui doit être confirmée en cassation. Mais pour le comité de soutien qui s'est créé pour alerter sur la situation du militant du HDP, c'est toute sa famille qui est « la cible d'un acharnement de la part des services de renseignements et de la police turque ». Deux des frères de Mezher Kartal sont en prison en Turquie, dont l'un purge une peine de 22 ans. Son épouse a également été arrêtée plusieurs fois par la police et incarcérée. Sa mère,



Mazher Kartal et son épouse @DR

une militante très connue du HDP dans la ville de Diyarbakir, fait partie du groupe des « Mères pour la paix », une organisation de femmes kurdes qui organise régulièrement des manifestations contre la répression en Turquie. « L'une des particularités de son cas, c'est que sa famille est très impliquée dans la politique », explique l'avocate de Mezher Kartal, Julie Godinec, qui estime « sidérant » que ce contexte familial qui augmente les risques pour le militant kurde d'être incarcéré en Turquie et condamné à une peine lourde, n'ait pas été pris en compte par l'Ofpra qui vient de rejeter sa demande d'asile. « Depuis que je suis parti de Diyarbakir, la police turque est allée voir ma famille, mon père et ma belle-sœur, en demandant où j'étais. Les deux coprésidents du bureau du HDP dont je fais partie ont été arrêtés, de même que d'autres membres de ce bureau. Ici, en France, j'ai des parents qui peuvent m'accueillir. Il est très clair que si je suis expulsé en Turquie, j'irai moi aussi en pri-

son », explique Mezher Kartal depuis le centre de rétention du Mesnil-Amelot.

### Mobilisations

Arrivé à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle en compagnie de son épouse le 17 juillet, Mezher Kartal a demandé l'asile politique à la France, puis a été placé en centre de rétention au Mesnil-Amelot. À l'issue de ses deux auditions devant l'OFPR, sa demande d'asile a été rejetée en septembre avec obligation de quitter le territoire (OQTF). Son avocate a fait appel de cette décision devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), mais cet appel n'étant pas suspensif, le militant kurde peut être expulsé à n'importe quel moment. C'est simplement la situation sanitaire qui empêche pour l'instant qu'il le soit, Mezher Kartal n'étant pas vacciné contre le COVID. Son épouse qui a également demandé asile à la France pour raison politique, est en attente de sa seconde comparution devant l'Ofpra. « Le simple fait

de faire partie du HDP suffit pour que Mezher Kartal soit mis en prison en Turquie, comme l'ont montré toutes les arrestations intervenues ces derniers mois, mais l'Ofpra ne tient pas compte de ce contexte général. Chaque demandeur d'asile doit prouver qu'il est personnellement menacé », explique Renée Le Mignot, la coprésidente du MRAP. Habitée des dossiers de demande d'asile, elle juge « scandaleux » que celle déposée par le militant kurde, qui a présenté toutes les preuves montrant les risques qu'il encourt s'il est renvoyé en Turquie, ait été rejetée, et qu'il continue à être détenu depuis 4 mois en centre de rétention. Renée Le Mignot vient, au nom du Mrap, d'adresser une lettre au préfet de Seine-et-Marne demandant sa remise en liberté. Elle demande également, s'adressant aussi au ministre de l'Intérieur, que le militant kurde puisse bénéficier d'une autorisation de séjour en France en tant que réfugié. Dans son courrier, la coprésidente du Mrap rappelle que le

HDP est aujourd'hui menacé d'interdiction en Turquie, que ses militants sont régulièrement arrêtés, jugés et emprisonnés, ce qui est le cas de son président, Selahattin Demirtas. L'avocate de Mezher Kartal envisage de porter l'affaire du jeune militant kurde devant la Cour européenne des droits de l'homme, au titre de l'article 39 qui prévoit que des mesures de protection provisoires peuvent être prises quand une personne est menacée de mauvais traitements dans son pays. La coordination nationale « Solidarité Kurdistan » qui regroupe plusieurs partis, associations et syndicats, ainsi que des coordinations locales dans plusieurs grandes villes, vient également d'effectuer des démarches dans ce sens. Un rassemblement pour demander la mise en liberté de Mezher Kartal a eu lieu le 18 novembre devant le centre de rétention du Mesnil-Amelot.

#### La Turquie sous pression

Cette décision de la France d'expulser un militant du HDP

vers la Turquie est d'autant plus incompréhensible que le Conseil de l'Europe par la voix de son comité des ministres, vient de durcir le ton contre la Turquie en exigeant que des personnalités politiques emprisonnées pour le seul motif qu'elles n'approuvent pas le régime de répression mis en place par Erdogan, soient immédiatement libérés. Parmi elles, le président du HDP, Selahattin Demirtas, en prison depuis novembre 2016. Ce n'est pas la première fois que le Conseil de l'Europe demande sa libération, sans aucun effet jusqu'à maintenant, mais c'est la première fois qu'elle émane du comité des ministres, l'instance de décision du Conseil, à laquelle participent les ministres des Affaires étrangères des 47 pays européens, dont la France. Le 3 décembre, les ministres ont rappelé qu'il y a un an, la plus haute Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme avait constaté « de nombreuses violations de la Conventions des droits de l'homme en lien avec l'arrestation et la détention de M. Demirtas », estimant que sa

détention « avait pour but inavoué d'étouffer le pluralisme et de restreindre la liberté du débat politique qui figure au cœur même d'une société démocratique ». Ils ont également exigé de la Turquie qu'elle libère un autre opposant politique à Erdogan, l'homme d'affaires de gauche et défenseur des droits de l'homme, Osman Kavala, détenu depuis 4 ans sans jugement et qui risque la prison à vie. Comme ce n'est pas non plus la première fois que le Conseil de l'Europe fait cette demande à la Turquie, là encore sans aucun effet, les ministres ont cette fois prévenu que c'est la Turquie elle-même qui serait déferée devant la Cour européenne des droits de l'homme, si Kavala n'était pas libéré. « C'est la crédibilité même du Conseil de l'Europe qui est mise en question », estime le journaliste kurde Huseyin Elmali, pour qui ces décisions marquent tout de même un pas important, de même que la demande adressée par les ministres à la Turquie pour que soit réévalué le cas du leader kurde Abdullah Ocalan empri-

sonné depuis 22 ans, dont la condamnation à perpétuité, sans espoir de libération, pourrait être assimilée à un traitement dégradant.

Cette semaine, la romancière turque Asli Erdogan, exilée en Allemagne depuis 2016, a déclaré qu'elle ne se rendrait pas en Turquie pour son nouveau procès prévu le 16 décembre. « Si je remets les pieds en Turquie, c'est pour aller en prison », a-t-elle affirmé dans Télérama, expliquant : « ils veulent me punir d'avoir écrit que des civils kurdes ont été massacrés par des militaires turcs. C'est pourtant la stricte vérité, officiellement reconnue par l'ONU ».

Alors que la France s'apprête à prendre la présidence de l'Union européenne, il serait tout à fait incompréhensible qu'elle livre à Erdogan le militant kurde Mezher Kartal, dans un contexte où plus que jamais, les militants politiques kurdes et ceux qui les défendent sont menacés dans leur pays, et ont absolument besoin de la protection internationale.

The New York Times

December 10 2021

## Turkey's President Follows His Own Advice Even as Economy Slips

President Recep Tayyip Erdogan sat for an interview on national television late last month, apparently seeking to calm nerves about Turkey's weakening currency and galloping inflation. But the reaction has been anything but calm.

He insisted there was "no turning back" on his newly announced economic plan, which has promoted policies that seem aimed at defying the

laws of economic gravity, like refusing to tick up interest rates to combat rising prices and buttress the value of his currency.

"Interest rates make the rich richer, the poor poorer," he said. "We have prevented our country being crushed in such a way. We will not allow this."

Turkey's currency, the lira, began sliding virtually as he spoke, capping a day in which

it lost 8 percent of its value. It has hardly stopped plunging since mid-November, hitting new lows every few days. Turks have watched staple goods double in price and fuel costs jump by 40 percent.

Mr. Erdogan's interview on TRT cost the country billions of lira in just two hours, the opposition Republican People's Party spokesman, Faik Oztrak, commented. "TRT's show with Erdogan tonight was the most expensive production in TRT

history," he said on Twitter. A former prime minister, Ahmet Davutoglu, called on the president to stop. "For God's sake don't talk anymore!" he tweeted.

But Mr. Erdogan keeps talking — and rattling markets and eroding confidence in the lira and his stewardship of Turkey — as he doubles down on a policy prescription that few if any economists agree with and that has left suffering Turks and

others wondering why he is doing what he's doing.

Mr. Erdogan has been in power for nearly two decades, with much of his political success built on nearly continuous economic growth that has lifted millions of Turks into the middle class. Facing re-election in 18 months, he is sliding in opinion polls, largely because of the deteriorating economy. His focus is how to turn around the decline in time to boost his election chances.

"He is trying to keep the boat afloat in his own way," said Akif Beki, who served as chief adviser to Mr. Erdogan when he was prime minister. "He believes that he can turn things around and he can convince people again when elections come closer."

But for now, markets and analysts agree, his medicine is making what ails Turkey worse, and Mr. Erdogan has become increasingly isolated in his economic plan, having narrowed his circle of advisers since his early days as he gathered up virtually authoritarian power for himself.

In particular, Mr. Erdogan's switch to a strong presidential system in 2018 has made him more reliant on a small inner circle rather than the wider scope of party officials and elected politicians under the earlier parliamentary system. That has given rise to criticism that he is surrounded by yes-men and increasingly detached from the electorate — and economic realities.

Mr. Erdogan has replaced a series of Central Bank chiefs and finance ministers in recent years, confident that he knows the economy better than any of them and reasoning that by controlling monetary policy he could make decisions more efficiently.

"He is not listening to the economists which is typical of

strongmen," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States. The president, he added, was "increasingly less tolerant of dissent, particularly from within the party."

Indeed, what exasperates many, in businesses large and small, is that Mr. Erdogan is not speaking off the cuff or dropping comments inadvertently. He and his insular team in the presidency, squired by his attentive communications director Fahrettin Altun, have been rolling out prepared speeches, which he delivers live on national television with the aid of a teleprompter.

In his first speech two weeks ago, he expounded at length on his decision to go against most Western economic practice and instead follow China in lowering interest rates and driving down the national currency to balance out Turkey's current account deficit and make its products more attractive for export. He called on Turkish citizens to prepare for a "historic struggle" in what he cast as an "economic war of independence."

He vowed that the country would no longer have to surrender to high interest rates, inflation and currency traps and he promised to improve production, employment and clear the current account deficit.

"Turkey may for the first time in its history have the opportunity to follow an economic policy in line with its own needs and realities," he said.

The lira began a free fall within hours of his speech, losing 15 percent of its value in one day. Undeterred Mr. Erdogan gave another speech the next day and several more since, each time reaffirming his determination to lower interest rates in pursuit of growth.

He has reacted to the price increases not by adjusting his own approach but by lashing out at suppliers and warning them not to hoard goods and pressuring supermarkets to keep prices down. Social media was alive Thursday with talk of price increases for toilet paper and milk products.

"I am stunned by the increases," said Mehmet Eraltay, who was selling bagels from a cart on the capital's main square Wednesday. "It think the end of the world is coming."

Analysts struggled to explain what has prompted Mr. Erdogan to insist on a monetary policy that goes against most widely accepted economic practice of controlling inflation by raising interest rates.

"The only thing that is going on now is the upcoming elections," said Mr. Unluhisarcikli, of the German Marshall Fund of the United States. Mr. Erdogan is sliding in the polls, largely because of the economy, and is seeking to regain the momentum ahead of elections in 2023, he said. "He is looking for a way out."

Most economists say the Chinese example would take a decade to take effect and could not bring economic relief within six to eight months as Mr. Erdogan is promising.

Mr. Erdogan is also constrained by his political ally, Devlet Bahçeli, the right-wing leader of the Nationalist Movement Party, who frequently applies the brakes to proposals by Mr. Erdogan that would improve Turkey's international standing. Even limited efforts to restore democratic institutions and the independence of the judiciary could go some way to answer investors' concerns, Mr. Unluhisarcikli said. It could also help Mr. Erdogan's standing with voters, who are feeling increasingly anxious and ignored.

One of the few polling consultants who continues to advise both Mr. Erdogan and his opponents, Mehmet Ali Kulat, said he had to deliver uncomfortable news in their most recent meeting.

His most recent survey found that around 60 percent of respondents were very uncomfortable with the economic situation and 41 percent said they could not meet their essential needs.

There is widespread distrust of government institutions and even anger in reactions of respondents to some questions, Mr. Kulat said. "This is something beyond politics."

Yet the president, who is known to closely follow opinion polls, dismissed the poor results and insisted he would still win, Mr. Kulat said. "Mr. Erdogan believes the data about the economy that we and other pollsters give is exaggerated," he said.

The leader of an Islamist party, Temel Karamollaoglu, who met with Mr. Erdogan in November, also described the president as dismissive of his concerns.

"Mr. President believes that all developments in the economy and foreign policy are fail-safe," he said in an interview published in an online news outlet, Gazete Duvar. "He doesn't see any problem. I told him, 'The information coming to you may be mistaken or different.' He doesn't share that idea."

But Mr. Beki, the former adviser, said Mr. Erdogan would be focused on preventing the spread of bad news rather than questioning it.

"He believes he knows best," he said. "I don't think he listens to advice."

## Pour protester contre l'interdiction du kurde, une députée HDP lit son discours en kurde et en allemand

**P**our protester contre l'interdiction de la langue kurde, la députée HDP, Feleknas Uca a lu son discours en kurde et en allemand également. « Tout le monde sauf vous est conscient qu'être multiculturel et multilingue ne divise pas mais enrichit un pays », a déclaré Uca, critiquant l'interdiction de l'enseignement en langue maternelle en Turquie.

La députée du Parti démocratique des peuples (HDP), Feleknas Uca, a évoqué l'interdiction de l'enseignement dans la langue maternelle lors de la session parlementaire du 12 décembre sur le budget du ministère de l'Éducation nationale et de ses organisations affiliées.

Après avoir terminé son discours, elle a déclaré : « En tant que députée polyglotte, je vais maintenant prononcer à nouveau mon discours en allemand et en kurde. »

Alors qu'elle commençait à lire le discours en allemand, les députés du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir et leurs alliés, le Parti du mouvement nationaliste (MHP) ont commencé à crier. Le vice-président du Parlement Haydar Akar est intervenu, déclarant à Uca qu'« un mot ou une phrase peut être acceptable, mais un texte ne peut pas être lu quelle que soit la langue. Notre langue officielle est le turc ».



Uca a ensuite répété une partie de son discours en kurde. Le vice-président a de nouveau déclaré : « Quelques mots peuvent être prononcés en allemand, anglais, français ou dans la langue maternelle, mais un long texte ne peut pas être lu ».

« Pourquoi avez-vous peur de la langue kurde ? »

Dans son discours, Uca a souligné que l'éducation dans la langue maternelle est interdite en Turquie, qui, selon elle, a une culture multilingue.

« Vous vous vantez que le kurde est un cours au choix et que vous ouvrez des stations de radio et de télévision en kurde, mais vous fermez les

organisations qui dispensent un enseignement en kurde », a-t-elle déclaré. « Vous arrêtez des universitaires qui enseignent la langue kurde. Vous interdisez les événements culturels et artistiques.

Votre malaise avec la langue kurde a atteint un niveau tel que les interventions nationales n'étaient pas suffisantes, et vous avez fait pression sur le Japon pour qu'il abolisse les cours de kurde qui ont commencé à l'Université de Tokyo.

143 pays membres de l'ONU ont plus d'une langue officielle... mais ces pays ne craignent pas la séparation. Car tout le monde sauf vous est conscient qu'être multiculturel

et multilingue ne divise pas mais enrichit un pays.

Le président Erdoğan exige fréquemment un enseignement en langue maternelle pour les Turcs lorsqu'il se rend en Allemagne. Cependant, l'enseignement en langue maternelle est obligatoire en Allemagne, à partir de l'école primaire.

Maintenant, je vous demande pourquoi vous êtes mal à l'aise avec l'enseignement en langue maternelle que vous exigez en Allemagne ? Pourquoi avez-vous si peur du kurde ? Quel mal cela fait-il aux gens de s'exprimer dans leur langue maternelle et de recevoir une éducation ? »

December 14, 2021

## Channel tragedy: French authorities identify 26 victims

**F**rench authorities have formally identified 26 of the 27 bodies recovered after last month's mass drowning in the English Channel.

Sixteen Kurdish people from Iraq and four Afghans were among the victims, whose families are being informed.

They included two friends from the same town who died in the worst-recorded migrant tragedy in the Channel.

Their inflatable boat sank while attempting to cross to the UK from France on 24 November.

The BBC spoke to the families of Rezhwan Hassan, 18, and 27-year-old Afrasia Mohammed, who were both from the town of Rania, in the Kurdistan Region of Iraq.

Their families had not heard from the two men since the disaster, leaving them anxiously awaiting news. The two friends each paid people smugglers thousands of dollars to help them reach the UK.

At the end of October they flew into Belarus - an increasingly popular smuggling route - and crossed the border into the European Union before reaching France.

### 'There is no life left to live'

Rezhwan Hassan was a carpenter who dreamed of a better life in the UK. His nephew, Dahin Hama, says he tried to talk him out of going.

"We were like brothers; our



Family members said Afrasia Mohammed, 27, was seeking a better life in the UK

friendship was strong," Dahin Hama said. "He said he would emigrate from Kurdistan. He said that he cannot bear to live here, and there is no life left to live."

The last time he heard from Rezhwan was on the night of the boat crossing. Rezhwan told his family that he'd contact them from the UK.

They pleaded with him to come back, but he said he would make it to the UK "even if it cost him death", Dahin Hama said.

Hours later, he would lose his life, along with at least 26 others.

Also in the boat was his friend, Afrasia Mohamed. His sister, Nergiz Ahmed Mohammed, says Afrasia believed that the UK promised him a brighter future.

"He went for a better life, and he said there are human rights there," she said. "These don't exist in Kurdistan. All his hopes were to get to the UK, that's why he left."

But he too would never make it. On Tuesday, Kurdish authorities told his family that his body was one of the 27 found. But even before this, his family had been grieving for weeks. "What is more important? The life of a human being or borders? Where are the human rights? How can they let those people drown and then say it's not our issue?" Nergiz Ahmed Mohammed said.

Maryam Nuri Mohamed Amin, a 24-year-old Kurdish woman from northern Iraq, was the first person to be confirmed as a victim in late November.

Other names have been reported by Kurdish media but they are yet to be independently verified. On Tuesday, France's justice ministry said the bodies of 26 of at least 27 victims had been identified and repatriation requests were under way.

The ministry said it could confirm the identity of 16 Kurdish people from Iraq, including four women aged 22 to 46, a 16-

year-old teenager, a seven-year-old child and ten men aged 19 to 37, as well as that of a 23-year-old Kurdish man from Iran.

Three Ethiopians were also identified, including two women aged 22 and 25 and a man aged 46.

A Somali woman aged 33, four Afghan men aged between 24 and 40 and an Egyptian man aged 20 were also identified.

None of the women victims were pregnant, French authorities said. Calais's mayor said at the time of the tragedy that a pregnant woman was among those who died, in comments reported by the BBC.

Record numbers of migrants have been making the dangerous journey from France to the UK across the Channel in small boats this year. The crossings have strained an already fraught relationship between France and the UK, which traded recriminations after the tragedy on 24 November.

But despite the risks, people are still heading to Western countries in large numbers, including many from northern Iraq. An estimated 40,000 people have left the region for Europe in the past year alone, using illegal smuggling routes.

More families are bracing themselves for bad news in the coming days as French authorities contact the loved ones of the drowned victims.

The New York Times

December 14, 2021

By Jane Arraf, Sangar Khaleel et Megan Specia

# Our Boat Was Surrounded by Dead Bodies': Witnessing a Migrant Tragedy

Migrants who were on a separate boat described the horrible aftermath of the sinking in the English Channel that took at least 27 lives.

The boat packed with migrants was about half-way across the English Channel when one of the passengers spotted two orange life jackets bobbing in the water.

The seas were rough, and it was only when they got closer that Zana Hamawandi saw the vests contained dead bodies.

Soon, other bodies started appearing. As Mr. Hamawandi watched, the current pushed one of them under his inflatable boat, where it collided with the whirling blades of the out-board motor.

"It came up again, but I saw it floating for just a few seconds before the waves took it away," he said. He remembered it was the body of a man wearing baggy pants.

Another migrant, Karzan Mangury, said he was so horrified by the corpses that he tried to look away. "Our boat was surrounded by dead bodies," said Mr. Mangury. "At that moment my entire body was shaking."

Their accounts, in phone interviews from an immigration facility in England, are the first time they have spoken to the news media and are among the only witness descriptions of the last minutes of the disaster. At least 27 people are believed to have died, the biggest single loss of life in the channel since the International Organization for Migration began collecting data in 2014.

Along with the accounts of relatives of some of the victims, their descriptions also tell a



Migrants arriving at a beach last month in Dungeness, on the southeast coast of England, after being rescued while crossing the English Channel. Credit... Ben Stansall/ Agence France-Presse — Getty Images

story of hours of frantic and futile calls for help to the French and English authorities as the migrant boat was sinking. At one point, Mr. Mangury said, he made 10 calls to a number the French police had given him to try to report his location, and no one answered.

His description of his phone calls is the first public account by a migrant who spoke directly with the English and French police to report the sinking.

A few minutes after seeing the corpses, Mr. Hamawandi and Mr. Mangury said, they saw a mostly submerged, deflated boat with at least two people clinging to it — believed to be the only survivors of a migrant boat that sank in the channel on Nov 24.

"They were shouting, we could hear them yelling for help," said Mr. Hamawandi, a 21-year-old Iraqi Kurd.

Eventually the British Coast Guard rescued Mr. Hamawandi's vessel, and a French fishing boat picked up the two survivors of the sunken boat.

In reporting from cities and towns in the Iraqi Kurdistan region where many of the victims came from, my colleagues and I first heard about Mr. Hamawandi from his family, who feared he had been one of the victims after he told them he was in a boat crossing the channel and then dropped out of touch.

Mr. Hamawandi eventually put us through to Mr. Mangury,

who spoke to us on the same phone. A location app indicated they were at a facility that local immigration activists confirmed is used to house migrants in Crawley, a town in southern England.

The disaster has injected a new sense of urgency into efforts by European countries to control high-risk channel crossings better. Activists also believe the deaths, which included children, highlight a contentious, ineffective partnership between Britain and France that has failed to improve the protocols for rescuing migrants in distress.

Mr. Hamawandi and Mr. Mangury set off with 23 other people early on Nov. 24. After more than 10 hours in the



Inflatable boats used by migrants who crossed the English Channel from France being secured by an official in Dover last month. Credit... Peter Nicholls/ Reuters

water, the engine on their own boat was failing and they were running out of fuel when they spotted the bodies.

Mr. Mangury said their boat was in French waters when they saw the two people clinging to the deflated boat. He started calling 112, the French distress number. "I told them there is a boat broken and people dead. Please help them and help us," he said.

He said the French police asked him to send his location, but he could not send to a three-digit number. They gave him another number to try, but he said it went unanswered 10 times. Eventually he was able to get a number to send a location via WhatsApp.

"I said: 'Ten times I called! Please answer me,'" he recalled. "'Please help me!'"

He said that after an hour the French Coast Guard had not arrived. At about 12:30 p.m. he reached the English police, who told him they had alerted the French.

About 40 minutes later, after their own boat engine had stalled, Mr. Mangury said they saw a helicopter circling and British Coast Guard boats heading toward the bodies.

His account raises new questions about the response of the French and British rescue teams. Many of the victims' relatives accuse the two countries of deflecting responsibility by saying the boat was in each other's waters and failing to respond to distress calls.

The British Coast Guard said in a statement that early on Nov. 24, in response to distress calls, it began a search and rescue operation that included

a border patrol boat and a helicopter. It did not specify which distress calls it received.

"Three small boats were located and those onboard rescued," a spokesperson said. "No other small boats or people in the water were identified in the search area."

In France, both judicial and local authorities in the north declined to comment about

whether they had received calls from the migrant boat or from Mr. Mangury, saying they could not discuss a case while it was under investigation. A spokeswoman for the maritime authorities in northern France said they had been alerted to the ill-fated migrant boat only by fishermen who found it adrift in the channel.

The only two known survivors of the sinking were an Iranian Kurd and a Somali, presumed to be the migrants seen by Mr. Mangury's boat.

They told the Iraqi Kurdish television network Rudaw that their inflatable boat had sprung a leak and started to deflate while taking on water.

The Somali migrant, [identified by Rudaw as Mohammed Isa Omar](#), said they were frantically calling both the French and British police as the flimsy boat started to sink.

"Most of the calls were to Britain, saying: 'Help. Help us.' They said, 'Send us the location'; we didn't have the chance," he told the network. He said at that point the leaking boat capsized, throwing ev-



Migrants rescued by the Royal National Lifeboat Institution, a volunteer rescue organization, being brought to Dungeness last month. Credit... Ben Stansall/ Agence France-Presse — Getty Images



Twana Mamand, 18, from the town of Hajiawa in Iraq's Kurdistan region, has been missing since his boat sank in the English Channel last month. Credit... Zana Mamand

everyone in it into the water along with their phones.

The other known survivor, an [Iranian Kurd living in Iraq](#) identified by Rudaw as Mohammad Shekha Ahmad, [described fellow migrants](#) holding hands in

the frigid water and said that one by one they lost the strength to hold on and were carried away.

Mr. Hamawandi and Mr. Mangury said they were haunted by not being able to help the two

surviving migrants holding onto the sunken boat.

"Some of us said, 'Let's go and help them,' but most of them were afraid because they saw the dead bodies in the sea and they thought the same thing would happen to us," said Mr. Hamawandi.

Many of the victims were Iraqis from the Kurdistan region in northern Iraq, and the sinking has sent waves of grief and anger through Kurdish towns and villages.

More than two weeks after the sinking, none of the families have been officially notified of their relatives' fates.

In the picturesque mountain town of Hajiawa, Nazdar Sharif swung between desperate hope that her son Twana Mamand was still alive and resignation that he was among the victims.

Twana Mamand, 18, from the town of Hajiawa, Iraq, had tried six times over the last two months to cross the channel to Britain, where his sister has lived for years,

said his brother, Zana Mamand. Each time, he was caught by the French authorities and sent back. On his seventh attempt, Twana set off with a relative. He sent his brother a live location showing them roughly in the middle of the channel, Zana Mamand said.

He told him by speaker phone that they would be in British waters in an hour. Mr. Mamand could hear the passengers on the other end of the line.

"Everybody was happy and laughing," Zana Mamand said.

An hour later, when he was no longer able to reach his brother, he called their sister and brother-in-law in London. The brother-in-law, who for privacy reasons asked to be identified only by his last name, Abdullah, said he spoke to the relative Twana was traveling with at about 1 a.m. and told him to call the police.

He said two hours later his relative told them other people on the boat had called the French and English police but had been told they were in each other's waters.

That was the last time he was able to reach him.

At the Mamand family's home near the town of Ranya, where hundreds of young men have left for Britain in the past few months, Twana's mother emerged from a back room, distraught, wearing a string of blue plastic beads meant to ward off harm.

"I tell myself he is coming back," said Ms. Sharif, 49, leaning against another of her sons for support. "I need an answer soon whether he is dead or alive. I want my son."

Barzan Jabar contributed reporting from Sulaimaniya and Hajiawa, Iraq, and Constant Méheut from Paris.



Nazdar Sharif, far right, the mother of Twana Mamand, at the family home in the Kurdistan region of Iraq. Twana's older brother Zana is on the left. Credit...Jane Arraf/The New York Times

## Modestes moments d'épopée « Certifié conforme. Histoires de Diyarbakır », de Murat Özyaşar

**D**iyarbakır, ou Amed pour les locaux, est la capitale intellectuelle, culturelle et sentimentale des Kurdes de Turquie. Ceinte de remparts de basalte noir, connue pour ses immenses jardins maraîchers et vergers classés au patrimoine de l'humanité, située au bord du Tigre, la ville a enflé jusqu'à dépasser le million d'habitants au cours des années 2000. Pourtant elle n'apparaît qu'en filigrane dans la littérature contemporaine, simple décor ou mythe intouchable pour les amoureux du lieu.

Elle est au centre du récit de Murat Özyaşar, l'un des auteurs d'origine kurde les plus doués de ces dernières années, qui interroge : qu'est-ce qu'un destin kurde ? À quoi un jeune est-il confronté dans ces villes de l'est du pays, quelle chance a-t-il de se construire ? Entre assassinats, interdictions et brimades policières, il faut l'humour très particulier, grinçant et décalé, d'Özyaşar pour brosser le tableau de la résistance fondamentale qui est inscrite dans la population de la région kurde. Quand un quartier est placé sous blocus pendant plusieurs mois entre décembre 2015 et le printemps 2016, femmes, enfants et vieillards confinés chez eux, que les balles et les roquettes traversent les murs, la conclusion est simple et sobre : « On est pleins de colère. »

À Diyarbakır, plus qu'ailleurs,



on grandit entre le cinéma et la poésie. Pour une telle ville isolée du centre du pays, loin d'Istanbul et d'Ankara, le rail a longtemps représenté une ouverture majeure, et l'entrée en gare du train dans le film *Yol* (Palme d'or 1982), de Yılmaz Güney, reste un symbole de la création possible — et toujours empêchée. Mais la voie ferrée sépare aussi la ville en deux,

entre quartiers riches et pauvres, comme celui où l'auteur a grandi. Le cinéma, il le retrouve adolescent dans les films de Bruce Lee et de Jackie Chan, vus en bande au café en plein air (*çayevi*) de la gare... De chapitre en chapitre, c'est un climat mental, c'est aussi l'histoire commune, qui se partage. Avec la visite de Mustafa Kemal en 1937, une visite

lourde de sens qui annonce aussi la reprise de contrôle des zones kurdes par l'État. Avec la figure de Meryem Ana, une « mère courage » qui transgresse toutes les différences voulues par ce dernier, protège ses enfants (« tous ses enfants », c'est-à-dire tous les habitants kurdes), perd un fils à Kobané et meurt dans l'attentat qui dévaste la manifestation pour la paix à Ankara. Mais là où l'auteur excelle, c'est à faire vivre le mélange de la langue kurde et du « turc brisé » (c'est ainsi qu'il nomme le turc mal maîtrisé) : « Je parle de deux langues entremêlées l'une à l'autre, d'une langue traumatique, noire, basanée, sans racines et qui, parce qu'elle est sans racines, porte en elle une promesse. » Il rend peu oubliables les symboles vivants de ce mal-être linguistique : les avare (« va-nu-pieds ») qui, surexcités par une cérémonie de mariage dans la vieille ville, grimpent sur l'estrade et débitent leur message de liberté et de fatalisme, inspirés par une chanson du film de Raj Kapoor *Awaara* (1951), et c'est là comme une traînée lumineuse qui court du Gange à l'Euphrate, en reliant l'Orient à lui-même.

Ce petit livre réussit à brosser, dans sa finesse et son collage ethnique, l'histoire et la géographie des opprimés du Sud-Est, une population conspuée et dévalorisée. Certifié conforme est un portrait de ville comme il en existe peu.

## La nouvelle « realpolitik » du président Erdoğan

Le président Recep Tayyip Erdoğan n'est plus le même homme. Son agressive flamboyance a laissé la place à une quête d'alliances tous azimuts au Proche-Orient, fût-ce au prix d'amers renoncements idéologiques. C'est que l'argent, nerf de sa diplomatie offensive, lui fait cruellement défaut.

**M**ais que se passe-t-il en Turquie ? Voilà que le tempétueux président de la République change de ton, révises ses lignes directrices et tend désormais la main à ceux qui, il y a peu, faisaient partie de ses pires ennemis régionaux. Les temps sont difficiles, il est vrai. L'euphorie du début du XXI<sup>e</sup> siècle a vécu. L'essor économique, le « miracle turc », n'est plus qu'un souvenir. Et la réalité d'une monnaie nationale en perte impose des choix drastiques qui font mal. La croissance à 7,4 % au troisième trimestre de 2021 pourrait faire illusion, mais avec une inflation officiellement identifiée à 21,31 % sur un an au 3 décembre 2021 — un chiffre que d'aucuns considèrent d'ailleurs comme tronqué, car selon eux largement sous-estimé — le régime d'Erdoğan est entré dans le dur.

### Inflation rime avec désaffection

Les rangs des partisans de Recep Tayyip Erdoğan ne cessent de se clairsemer, comme l'indiquent les courbes en berne des résultats électoraux depuis quelques années. L'élection présidentielle et les législatives prévues en juin 2023 se présentent mal. Des sondages le donnent battu pour la magistrature suprême par le maire d'Istanbul comme par celui d'Ankara. La chute de la monnaie nationale — de 45 % en regard du dollar américain depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, et même de 30 % depuis fin octobre — n'est pas étrangère à cette désaffection. Elle a en effet induit la hausse des prix susmentionnée, nourrie par le renchérissement des importations, hausse



Ankara, 24 novembre 2021. En présence de Mohamed Ben Zayed et de Recep Tayyip Erdoğan, cérémonie de signature des accords entre la Turquie et les EAU avec le ministre émirati de l'énergie et de l'industrie Souhail Al-Mazrouki (debout, gauche) et le gouverneur de la Banque centrale turque Sahap Kavcioglu (debout, droite) © Adem Altan/AFP

ressentie avec amertume dans une vaste majorité des foyers en Turquie.

Pourtant, le premier remède que propose ou plutôt impose le président Erdoğan ne laisse pas de surprendre et de contrarier les économistes. Il a ainsi fait pression sur la Banque centrale, en théorie indépendante, pour qu'elle baisse ses taux d'intérêt, ce qu'elle vient de faire trois fois en deux mois, alors que les théories économiques classiques considèrent qu'il convient d'augmenter ces taux pour combattre et juguler l'inflation. Face aux attaques, Erdoğan a répondu ce 1<sup>er</sup> décembre : « Ce que nous faisons est juste. Nous avons suivi et nous suivons un plan politiquement risqué, mais juste (...). Nous savons ce que nous faisons. (...) C'est notre job ». Ceux qui s'y opposent s'exposent aux représailles puisque, comme le notait Reuters le 2 décembre, il « a renvoyé trois gouverneurs de la Banque centrale depuis la mi-

2019, et a licencié trois des principaux responsables politiques de la banque en octobre ». »

### Renouer les liens rompus

Mais les décisions les plus spectaculaires prises dans ce contexte par l'homme fort de Turquie se situent dans ses orientations de politique étrangère qu'il a commencé à réviser en tentant, dans un difficile exercice d'équilibrisme, de ne pas trahir les alliances et options qui étaient les siennes depuis longtemps. Ainsi, Erdoğan s'efforce-t-il dorénavant de reprendre langue avec des puissances régionales qu'il considérait naguère comme hostiles et qu'il traitait comme telles : l'Égypte, Israël et les Émirats arabes unis.

Le rapprochement le plus concret, le plus ostensible bien que le moins évident concerne Abou Dhabi. Les contacts ont repris au printemps 2021, après une longue rupture datant au moins de 2012. Le contentieux avait quelque consistance, comme l'expliquait James M. Dorsey sur le site ModernDi-

plomacy le 26 novembre : « Les Émirats arabes unis et la Turquie se sont trouvés dans les camps opposés des guerres civiles en Libye et en Syrie qui ont éclaté à la suite de révoltes populaires, et en désaccord en Méditerranée orientale. Les EAU ont cherché à inverser les résultats des soulèvements soutenus par la Turquie qui avaient réussi à renverser un dirigeant autocratique comme en Égypte [Hosni Moubarak]. La Turquie avait laissé entendre que les Émirats arabes unis avaient financé une tentative de coup d'État militaire ratée en 2016 visant à écarter M. Erdoğan du pouvoir. »

On ajoutera qu'Ankara avait aussi pris fait et cause en faveur du Qatar lors de la crise diplomatique du Golfe, entre juin 2017 et cette année, se positionnant donc contre trois capitales de la région, Riyad, Abou Dhabi et Manama, qui avaient à l'époque décidé de faire le siège du petit émirat coupable, entre autres « crimes », de soutenir, à l'instar de la Turquie, la mouvance des Frères musulmans à travers une région bouleversée par les secousses des mal-nommés « printemps arabes ».

Dix milliards de dollars et une « nouvelle ère »

Ces tensions ont-elles disparu comme par enchantement ? Nullement. Mais les deux plus hauts responsables, Recep Tayyip Erdoğan à Ankara et Mohamed Ben Zayed (MBZ), le prince héritier détenteur de facto du pouvoir à Abou Dhabi, ont estimé que la juste appréciation des intérêts de leurs pays nécessitait une réconciliation. Laquelle a été entérinée par une visite officielle du respon-

sable émirati à Ankara ce 24 novembre. MBZ n'était pas venu les mains vides puisqu'il a fait état d'investissements dans l'économie turque ces prochaines années pour un montant de 10 milliards de dollars (8,86 milliards d'euros). De son côté, tout sourire, Erdoğan a fait l'éloge d'une « nouvelle ère » dans les liens entre son pays et le riche émirat du Golfe.

Quel prix le président turc a-t-il dû consentir de payer pour cette aide venue d'une puissance jusqu'il y a peu hostile ? Il se dit qu'il aurait accepté d'imposer un profil bas aux Frères musulmans arabes réfugiés sur le sol turc ainsi qu'aux médias à Istanbul qui leur sont proches.

Le site Middle East Eye s'en est fait l'écho le 25 novembre : « Plus tôt cette année, les autorités turques ont demandé à certaines chaînes, dont plusieurs appartenant aux Frères musulmans, ennemis des Émirats arabes unis, de déprogrammer certaines de leurs émissions politiques. Même si ces chaînes n'ont pas été chassées du pays, cette mesure était une déclaration claire indiquant qu'Ankara prenait ses distances avec les Frères musulmans et était prête à resserrer ses liens avec des pays tels que les Émirats arabes unis et l'Égypte. »

On voit en revanche assez mal Erdoğan changer son fusil d'épaule vis-à-vis du Qatar, plus gros investisseur encore que MBZ en Turquie, ou même, modifier son attitude en Libye où Abou Dhabi soutient le camp de Khalifa Haftar, non reconnu par la communauté internationale, mais appuyé par les chantres de la « contre-révolution » dans la région.

Pour les Émiratis aussi, l'affaire peut sembler fructueuse. « L'opinion dominante, écrit Al-Monitor, est que les EAU cherchent à établir des relations avec Ankara, en partie pour compenser la concurrence économique croissante de l'Arabie saoudite et, plus généralement, parce que (à Washington) l'admi-

nistration Biden signale un engagement plus faible dans la région, laissant des pays comme la Turquie et les EAU se débrouiller seuls. » Des ambassadeurs bientôt au Caire et à Tel-Aviv

Les choses évoluent vers l'apaisement envers deux autres pays de la région avec lesquels le président turc entretenait des relations problématiques : l'Égypte et Israël. « Tout comme une étape a été franchie entre nous et les Émirats arabes unis, nous prendrons des mesures similaires avec les autres, déclarait le président turc le 29 novembre à propos de ces deux États. Maintenant, lorsque nous aurons pris notre décision, nous serons bien sûr en mesure de nommer des ambassadeurs selon un calendrier défini », avait-il ajouté.

Avec Le Caire, la Turquie d'Erdoğan s'était fâchée très sérieusement à l'été 2013, après le coup d'État orchestré par l'armée égyptienne sous les ordres d'Abdel Fattah Al-Sissi, qui avait brutalement mis fin à l'expérience démocratique — avec ses défauts et ses lacunes — entamée deux ans plus tôt après la chute du régime de Hosni Moubarak. Le président ne pouvait pardonner au militaire d'avoir renversé un gouvernement proche de lui auquel il croyait, celui des Frères musulmans et du président élu, Mohamed Morsi. Les deux pays avaient rappelé leurs ambassadeurs et étaient restés en froid et Erdoğan n'avait pas manqué de critiquer plusieurs fois vertement son alter ego égyptien...

Quant aux rapports de la Turquie avec l'État d'Israël, ils se situaient à un niveau encore infiniment plus médiocre. Depuis l'entrée en fonction d'Erdoğan comme premier ministre en 2003, son soutien à la cause palestinienne en général et au Hamas islamiste en particulier avait motivé une montée des tensions entre la Turquie et Israël, alors que la première avait été, en 1950, le premier État à population musulmane à reconnaître le second.

L'assaut par des commandos israéliens, au large de Gaza, du navire turc Mavi Marmara à la tête d'une flottille humanitaire en 2010 (10 morts) avait encore considérablement envenimé les relations, les ambassadeurs se voyant rappeler dans leur capitale respective pour un laps de temps qui allait durer cinq ans. Toujours à Gaza, au printemps 2018, quand des milliers de Gazaouis avaient organisé des manifestations intitulées « Marche du retour », la terrible répression israélienne (des dizaines de morts) avait conduit Ankara à expulser l'ambassadeur israélien. Durant toutes ces années, Erdoğan multiplia ses plus vives remontrances à l'égard d'Israël, comparant parfois son comportement à celui des nazis.

Cette période semble être déjà entrée dans l'histoire. Car, tout comme la posture politique du président turc envers Abou Dhabi et Le Caire s'est modifiée du tout au tout ces derniers mois, celle qu'il entend adopter concernant l'État d'Israël suit le même chemin. À la mi-novembre, grande première depuis 2013, il s'est ainsi entretenu d'abord avec son homologue israélien Isaac Herzog, puis avec le premier ministre Naftali Bennett. Gage turc de bonne volonté, ces conversations ont eu lieu quelques heures à peine après la libération et le retour dans leur pays d'un couple de touristes israéliens accusés d'espionnage et détenus en Turquie. Le retour des ambassadeurs n'est donc plus qu'une question de semaines, tout au plus.

Comment dit-on « realpolitik » en turc ?

Tout se passe donc comme si les inflexions et même les contorsions politiques ont bien été inspirées au président turc par une sévère dégradation de la situation économique du pays. Il n'en est certes pas à convenir que toutes les options radicales de politique étrangère qu'il avait privilégiées depuis près de vingt ans se sont révélées erronées. Mais son nouveau pragmatisme le persuade que son in-

térêt consiste à renouer avec des États qu'il vilipendait jusqu'ici parfois de manière très acerbe et à oublier les envolées anti-occidentales et les discours enflammés sur la défense des musulmans ou des intérêts nationalistes de la Turquie.

Pour le moment, son évolution vers plus de modération et d'apaisement convient à beaucoup de monde : à l'OTAN, où un discret soulagement doit poindre ; aux Européens sûrement, alors qu'un Mario Draghi, chef du Conseil italien, le traitait encore de « dictateur » le 8 avril 2021 ; et enfin aux États concernés du Proche-Orient, où le désinvestissement américain les contraint à réviser leurs alliances.

Seule l'Arabie saoudite de l'ombrageux Mohamed Ben Salman (MBS) n'a pas encore avancé ses pions en direction d'Ankara, en tout cas de manière publique. Visiblement, le traitement turc de l'affaire Khashoggi, du nom de ce journaliste saoudien assassiné le 2 octobre 2018 dans les locaux du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, reste encore pour le moment en travers de la gorge de MBS. Erdoğan avait parlé d'un crime « sauvage », « politique », « planifié » dont l'ordre était venu « des plus hauts niveaux du gouvernement saoudien » avant de lancer des mandats d'arrêt internationaux au nom de plusieurs ressortissants saoudiens, dont deux proches de MBS...

La Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, elle-même, n'est guère épargnée par des organisations comme Human Rights Watch ou Amnesty International, qui continuent à la pointer du doigt pour ses nombreuses violations en matière de droits humains. Gageons que les États en train de se réconcilier avec le pouvoir d'Ankara n'y trouveront pas un prétexte pour lui chercher noise. La « realpolitik » est une expression allemande connue des Turcs, mais, d'évidence, elle se décline aussi, notamment, en arabe ou hébreu.

# Kurdistan's Weekly Brief December 14, 2021

## Iran

The intelligence officers (Ettela'at) raided the home of a female Kurdish activist named Kazhal Nasri in Sanandaj on Sunday. The activist's home was raided, and she was taken to an undisclosed location. Furthermore, the security forces arrested more Kurds, mainly civilian activists, including environmental activist Farhang Ozairi in Tangi Sa town, Jamsheed Razaie, Farouq, and Mohammed Nickpay in Marivan, Loqman Malawani, Khaman Ahmadi, and Bayzid in Mahabad. Meanwhile, 19 Kurds remain in jails after a month of detention in Baneh.

Following cyberattacks on the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), the Hengaw organization for Human Rights accused the Iranian regime of creating a website using their name in Kurdish and Persian languages. In a statement, Hengaw Organization denounced the "disgusting acts" by the "Ettela'at" and reaffirmed that it has no "affiliations" with it. Hengaw is one of the primary sources in Iranian Kurdistan, documenting human rights abuses by the regime.

On Sunday, December 12th, Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC) ambushed several Kurdish border porters (Kolbar), wounding them near the Qandil mountains in Iraqi Kurdistan. Moreover, two Kolbars who were injured near Nowsud on both Tuesday and Thursday were injured by the Iranian border guards. Separately, two people were wounded severely by remnant mines of the Iran-Iraq war near Qasr-e Shirin County and Dehloran.

## Iraq

Brett McGurk, Deputy Assis-



tant to the President and Coordinator for the Middle East and North Africa, visited Baghdad and Erbil and met with Iraqi and Kurdish officials. According to a statement by the White House, the U.S. envoy "confirmed President Biden's commitment to the results of the Strategic Dialogue with the Government of Iraq, underscoring that there are no longer U.S. forces serving in a combat role in Iraq." In Erbil, the Kurdistan Presidency said both sides "deemed the partnership and coordination among Iraqi parties and factions necessary to be able to form an inclusive government." McGurk was accompanied by Zehra Bell, Director of Iraq and Syria at the National Security Council (NSC), and both U.S. ambassador to Iraq Matthew Tueller and Consul General to Erbil Robert Palladino participated in the meetings. On July 26th, 2021, President Biden announced ending the U.S. combat

mission in Iraq by the end of the year.

Following many deadly ISIS (Da'esh) attacks in Iraq's disputed territories in recent weeks, the Peshmerga forces launched several military campaigns, searching and clearing several areas across the region. The Ministry of the Peshmerga released a video of their recent operations, where Da'esh hideouts were discovered. Moreover, more meetings and joint operations between the Peshmerga and the Iraqi forces took place, including near Makhmour, Kifri, and Shwan Districts. In Kurdistan, the Sulaymaniyah Asayesh announced the arrest of "several" Da'esh sleeper cells after raids in Halabja, Said Sadiq districts, and its surroundings. The US-led coalition confirmed the arrest of a Da'esh "leader" during the operations, while Kurdistan's Counter-Terrorism said the security raids resulted in

the arrest of 17 Da'esh terrorists.

After assassinating a commander of the Sinjar Resistance Units (YBS), a Turkish drone launched another airstrike hitting a building used by the YBS as a "self-administration" center for the Yazidi Khana Sor town. The YBS did not confirm casualties though initial reports said it killed two members. After the Yazidi Genocide, the Kurdistan Workers' Party (PKK) established an offshoot in Sinjar, and Turkey has launched dozens of attacks on the area.

## Syria

In a joint raid by the US-led coalition forces and the Syrian Democratic Forces (SDF), five Da'esh terrorists were killed near Al Busayrah town of Deir Ez Zor. The SDF said during the raid, which included the U.S. air support, the five terrorists opened fire at the security

forces, and later it appeared they all had suicidal vests on them. The raid came after a military exercise by the US forces and the SDF near the Deir Ez Zor. Meanwhile, the SDF handed one hundred Iraqi Da'esh terrorists jailed in Syria to Iraq's federal authorities. Separately, Turkish proxies and the SDF continued clashes on a minor scale compared to recent weeks. Most of the conflicts occur alongside the Turkish occupation borders with areas controlled by the SDF near the strategic M4 highway.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported more violations in Afrin against the Kurdish population last week, including more arrests against Kurds for ransom

collections and excavating archaeological sites in Afrin. Further, the spokesperson for Afrin Human Rights, Ibrahim Shekho told Rudaw that the Kurds had become minority due to demographic changes by Turkish proxies, and 660 Kurds have been kidnapped and arrested by the Turkish proxies in 2021. Last week, the Turkish-backed Hamza Division tortured an 85-years old Kurdish man with his daughter in an armed robbery.

#### Turkey

The Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) denounced the suspicious death of a female Kurdish political prisoner Garibe Gezer. The HDP said that Gezer "had been sub-

jected to severe torture by prison guards" and "sexually assaulted," accusing the Turkish institutions of "crimes" under the current government. Gezer's death raised anger among the Kurdish population, and the HDP put the "prime responsibility" on the AKP [Party of Justice and Development] led government."

On Saturday, at least 11 HDP members and Kurdish activists were arrested in simultaneous raids on the HDP building in Sirnak, Cizre, and Silopi. In Nusaybin, the Turkish police arrested three Kurds, including a teenager on Thursday.

A Turkish court in Diyarbakir (Amed) sentenced the female Co-chair of the Kurdish solida-

arity association MEBYA-DER, Yüksel Almas, to ten years in prison for "membership" in the PKK. Last month, the male Co-chair of the MEBYA-DER Şeyhmus Karadağ was sentenced to six year, three months in prison for demanding information for those killed in Turkey's war on the Kurds.

The Turkish lira continued crashing against the US dollar and in 2021, it lost 50% of its value while the inflation reached 21.4%. HDP lawmaker Saruhan Oluc warned of a "broken budget" of 2022 if it passes without revision due to the recent lira crash and said that the Turkish Central Bank is selling US dollars that it does not have.

## Le Monde

15 décembre, 2021  
Par Ghazal Golshiri

# « Ma fille est devenue la mariée de la mer » : la détresse des familles des Kurdes morts noyés dans la Manche

**E**n Irak, « Le Monde » a rencontré trois familles de victimes du naufrage du 24 novembre. Elles évoquent le parcours de leurs proches et les raisons qui les ont poussés à vouloir rejoindre le Royaume-Uni, et veulent comprendre pourquoi personne ne les a secourus.

Ronde et silencieuse, Zardiah Muhammadamin est habillée tout en noir. Seules les racines de ses cheveux, teints en noir, sont blanches. Quelques millimètres de blancheur correspondant au temps du deuil d'une femme qui ne s'est pas teint les cheveux depuis presque trois semaines. Sa fille, Maryam Muhammadamin, surnommée Baran, s'est noyée dans la Manche, le 24 novembre, avec 26 autres passagers, en grande majorité des Kurdes d'Irak. Seuls deux hommes, un Kurde et un Somalien, ont été secou-



Nouri Muhammadamin, le père de Maryam « Baran », « la mariée de la mer », portée disparue lors du naufrage du 24 novembre 2021. A Soran (Kurdistan irakien), le 12 décembre 2021. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »



La famille de Pushtiwani Farkha, dont la sœur, Serwa (à droite), souffre d'une malformation cardiaque congénitale. A Hajiawa (Kurdistan irakien), le 11 décembre 2021. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

rus. Le Monde, s'appuyant sur les témoignages de proches des victimes et les relevés des appels téléphoniques, a montré, le 9 décembre, que ces migrants avaient joint les secours britanniques et français. Sans succès.

« Noyée, ma fille est devenue la mariée de la mer avant qu'elle puisse participer à son propre mariage », dit le père de Baran, Nouri Muhammadamin, assis dans le salon de leur grande maison familiale dans la ville de Soran, à deux heures de la capitale du Kurdistan irakien, Erbil. Baran, âgée de 24 ans, était partie pour l'Angleterre dans le but de rejoindre son mari, Karzan, lui aussi un Kurde irakien. Vivant depuis une dizaine d'années en Angleterre, l'homme de 41 ans a été naturalisé. Il travaille comme coiffeur.

Sur son téléphone portable, assise à côté de ses parents, la sœur de Baran, Heline, vêtue de noir, fait défiler les photos des fiançailles de Baran et Karzan. La mariée, aux longs cheveux détachés et portant une couronne, sourit. Selon ses proches, les tentatives de Baran d'obtenir un visa britannique pour rejoindre son mari avaient toutes échoué. « Ma fille voulait

rejoindre son mari. Elle ne cherchait pas de travail ou une meilleure vie », explique Nouri Muhammadamin. Pour lutter contre ses larmes, cet ancien peshmerga (combattant kurde) aux yeux bleus perçants répète des phrases de courtoisie. « Soyez la bienvenue ! », ne cesse-t-il de dire.

Baran a alors opté pour un visa Schengen, qu'elle a obtenu de l'ambassade italienne en Irak. Le jour de son départ du Kurdistan, le 2 novembre, toute la famille et sa belle-mère, même certains de ses cousins, se sont rendus à l'aéroport d'Erbil. Une fois arrivée en Italie, la jeune femme a pris un train pour l'Allemagne, où elle a rejoint la femme d'un cousin de son mari, Muhabad Ahmad Ali. Cette Kurde d'une trentaine d'années convainc alors Baran de prendre illégalement le chemin de la Manche. Les deux jeunes femmes ont continué jusqu'à Calais. Là-bas, le mari de Muhabad, qui vit lui aussi au Royaume-Uni, les a rejointes. Les deux femmes, aidées par le mari de Muhabad, finissent par prendre un bateau. Baran n'en dit rien à ses parents.

« J'ai les moyens financiers, explique Nouri Muhammadamin,

assis dans un canapé en cuir, décoré d'ornements, couleur dorée. J'aurais même payé 10 000 euros s'il fallait tout pour qu'elle soit en sécurité. Mais, le dernier soir avant leur départ pour la mer, on ne s'est pas parlé. Je ne savais rien de son plan. Sinon, je lui aurais dit : "Tu ne seras plus ma fille si tu pars sur un petit canot." Je m'en veux tellement. » Le 25 novembre, la famille n'a aucune nouvelle de sa fille. Les parents apprennent finalement que Baran est partie la veille par la Manche et qu'un bateau a fait naufrage. Baran est la première à être identifiée parmi les victimes.

« S'il nous revient, je sacrifierai deux grandes vaches »

Pushtiwani Farkha, voyageant à bord du même canot, venait, lui, d'une famille modeste. L'une de ses sœurs, Serwa, de six ans son aînée, souffre d'une maladie du cœur depuis la naissance. Pour la sauver, avant qu'une transplantation soit possible – « aux Etats-Unis ou en Angleterre », dit leur père, Rassoul Farkha –, la famille a déjà vendu sa maison. Ils vivent depuis quatre ans chez les grands-parents paternels. Le couple gagne de l'argent en

massant dans les poubelles des objets en plastique qu'il vend.

« Avant, on avait les moyens. On vivait dans une maison à deux étages. Mais, aujourd'hui, nos revenus ne nous suffisent pas, explique Rassoul Farkha, un homme de petite taille, moustachu, assis dans le salon d'une maison modeste dans la ville de Hajiawa, à deux heures d'Erbil. Les médicaments de Serwa viennent d'Inde et nous coûtent 2 800 dollars par an [2 485 euros]. Ici, ils n'ont pas le niveau pour traiter sa maladie. En plus, on doit toujours avoir de l'oxygène à la maison. Sans l'aide des proches, on n'y arrive pas. » Pushtiwani, le fils aîné de 18 ans, marchand ambulancier de fruits, a décidé de partir en Angleterre pour gagner plus d'argent et en envoyer à sa famille.

Pour arriver en France, le jeune homme avait besoin de 17 000 dollars (15 083 euros). La famille n'avait même pas un dixième de cette somme. « C'est son cousin qui nous a prêté cet argent. Il a dit à Pushtiwani : "Va travailler et rends-moi plus tard cet argent !" », se souvient Rassoul Farkha. Les deux derniers jours avant son départ pour la Turquie, le 14 septembre, le jeune homme n'a pas quitté sa mère. « Prie pour moi ! », lui a-t-il dit. « J'arriverai en Angleterre et je ferai venir ma sœur. » Sur la route vers Calais, Pushtiwani envoyait photos, messages vocaux et vidéos à sa famille. « Dans la "jungle" [de Calais], il laissait parfois sa place dans la tente aux autres et dormait dehors », explique son père.

Le soir du 24 novembre, Pushtiwani a appelé son père en lui disant qu'il était sur un bateau avec ses amis, que les vagues n'étaient pas très hautes et que le moteur fonctionnait parfaitement. Le lendemain, c'est sur Facebook que Rassoul Farkha a lu la nouvelle du naufrage. Il a essayé d'appeler le passeur. Sans succès. C'était la seizième tentative de Pushtiwani de traverser la Manche.

Quatre jours après le drame, sa

mère a envoyé, avec l'aide d'une organisation non gouvernementale, un échantillon de ses cheveux pour les examens ADN. Mais la famille veut encore garder espoir. « Il a peut-être été arrêté par erreur par la police, qui a interpellé beaucoup de passeurs ces derniers jours », glisse Rassoul Farkha. Il baisse la tête pour cacher ses larmes : « S'il nous revient, je sacrifierai deux grandes vaches. »

**« Pourquoi personne n'est venu les aider ? »**

Zana Mamand n'a aucun espoir de revoir son petit frère Twana, un autre naufragé du 24 novembre, âgé lui aussi de 18 ans. Il rêve pourtant de son frère assez souvent. « Trois jours après le naufrage, j'ai rêvé qu'il m'avait appelé. Il me disait : "La police m'a arrêté. Je vous appellerai après ma libération" », explique Zana Mamand, un pompier de 33 ans rencontré dans son salon vide dans la ville de Hajiawa, alors que ses trois fils sont assis autour de lui.

Twana a choisi l'Angleterre parce que sa sœur aînée y vit depuis 2013. « Ici, au Kurdistan, nous n'avons même pas les choses les plus ordinaires, comme l'électricité, explique Zana, en appuyant sur un interrupteur pour montrer que le courant est coupé. Twana était maçon. Mais, cette dernière année, il n'a travaillé que pendant vingt jours, tant le secteur de la construction stagne. La corruption des dirigeants est flagrante. Il en avait marre. Comme presque tous les gens d'ici. »

Zana Mamand évoque notamment une récente affaire, sortie par un journaliste d'investigation américain, impliquant le premier ministre du Kurdistan irakien,



Zana Mamand et ses enfants. A Hajiawa (Kurdistan irakien), le 11 décembre 2021. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

Masrour Barzani. Selon cette investigation, ce dernier posséderait un immeuble de 18,3 millions de dollars (16,24 millions d'euros) à Miami. « Combien d'emplois on aurait pu créer ici si cet argent avait été investi dans le pays ? », se demande Zana Mamand.

Sur la route vers l'aéroport d'Erbil, en août, Zana avait multiplié les conseils pour que son frère porte bien des vêtements chauds, qu'il ait toujours de la batterie sur son téléphone portable pour pouvoir l'allumer s'il tombe dans l'eau et qu'il n'oublie pas de mettre un gilet de sauvetage. Depuis son départ, les deux frères se parlaient tous les jours.

Le 24 novembre, Twana a été en contact avec ses proches en Angleterre jusqu'à 3 heures du matin à peu près, heure de Londres. « Twana a dit à notre sœur qu'il devait raccrocher, parce qu'il devait préserver la

batterie de son téléphone pour faire de la lumière pour la police, qu'ils attendaient. Il lui a dit : "Si tu me rappelles et que je ne réponds pas, sache que j'ai jeté le téléphone dans l'eau." » C'est ce que font les migrants pour préserver les passeurs, en cas d'arrestation.

Le lendemain, inquiet, Zana Mamand appelle le passeur chargé de l'embarcation. Ce dernier lui dit de ne pas s'inquiéter. Mais la nouvelle du naufrage angoisse le pompier. « Les autres Kurdes ont appelé leurs familles deux, trois jours après. Nous, nous n'avons toujours pas de nouvelles », glisse Zana Mamand. Aujourd'hui, comme les membres des autres familles, Zana Mamand ne veut qu'une chose : « Nous demandons à savoir pourquoi nos bien aimés ont attendu pendant douze heures dans l'eau froide. Pourquoi personne n'est venu les aider ? »

Vingt-six des vingt-sept victimes du naufrage intervenu dans le détroit du Pas-de-Calais le 24 novembre ont été identifiées, a annoncé, mardi 14 décembre, le parquet de Paris. Parmi elles se trouvent seize Kurdes d'Irak dont une fille de 7 ans, un garçon de 16 ans et quatre femmes âgées de 22 à 46 ans. Un homme kurde d'Iran de 23 ans était aussi à bord de l'embarcation qui a fait naufrage, ainsi que trois Ethiopiens, dont deux femmes de 22 et 25 ans, une Somalienne de 33 ans, quatre Afghans âgés de 24 à 40 ans et un Egyptien de 20 ans. Une personne reste non identifiée. Les migrants étaient partis de la commune de Loon-Plage, près de Grande-Synthe (Nord), pour rejoindre les côtes anglaises. Deux hommes seulement ont survécu au drame, un Kurde irakien et un Soudanais. Plusieurs témoignages font état d'une trentaine de personnes à bord au départ de l'embarcation.

## FM falsely claims Turkey implemented European court ruling on Kavala

**T**urkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu has claimed that Turkey implemented the European Court of Human Rights (ECHR) ruling for the immediate release of philanthropist, human rights defender and businessman Osman Kavala.

In response to questions in parliament from opposition politicians, Çavuşoğlu said that Kavala remains behind bars for a different case.

Kavala was arrested in 2017 on charges that he helped to plan the 2013 Gezi Park protests in Turkey. He was cleared of these charges in February 2020 but immediately arrested on charges that he orchestrated the July 2016 coup attempt. Kavala has been held in pre-trial detention for over four years without a conviction.

In December 2019, over two years after Kavala's detention, the ECHR ruled his detention a violation of his rights and ordered his release. Turkey refused to do so, despite repeated warnings by the court. As per the



Turkish Constitution, Turkey is legally obliged to implement decisions made by the European court as law.

In September 2021, the Council of Ministers of the Council of Europe warned Turkey to release Kavala by the end of November 2021 or face infringement proceedings. Turkey is a founding member of the council and could lose its veto and voting rights if it continues to keep Kavala behind bars.

Regardless, Çavuşoğlu stood in defiance in front of parliament. He said that Kavala was released following the decision - likely referring to his February 2020

acquittal and re-arrest - but was still detained on other charges.

"Turkish courts implemented the decision of the European Court of Human Rights regarding the Kavala case and he was released," he said, "Kavala was not released from prison because there were other cases against him."

He further said, in seeming contradiction, that Turkey was not the only country to not implement ECHR rulings for years. He claimed, without basis, that France, Germany, and Norway are also guilty of this. According to ECHR data, none of these

countries have non-implemented cases from before 2020.

"Why is the Committee of Ministers of the Council of Europe targeting only Turkey while these countries do not implement the decisions of the ECHR? We object to this," Çavuşoğlu said, "There are double standards here, they are playing politics."

Çavuşoğlu was further asked about claims that the Turkish ambassador to the United States, Hasan Murat Mercan, met with Henry Barkey. Çavuşoğlu claimed this was false, and that it had been, in fact, a Republican People's Party (CHP) representative that had met with the academic.

Kavala is not the only prisoner Turkey is holding against the ECHR. In December 2020, the court also ruled that the continued detention of the former co-chair of the People's Democratic Party (HDP), Selahattin Demirtaş, violated his rights. Regardless, Turkey has refused to release him and could face further infringement proceedings if the government fails to do so.

## Asghar Farhadi : « La nécessité qu'ont les sociétés de créer des modèles m'a toujours inspiré »

**D**epuis New York, où il présente Un héros, Grand Prix ex aequo au Festival de Cannes 2021, le cinéaste iranien Asghar Farhadi répond à nos questions en visioconférence. Un mois plus tôt, après avoir été taxé de soutien au gouvernement quand son film a été choisi

pour représenter l'Iran aux Oscars 2022, il déclarait sur Instagram être prêt à renoncer à la compétition et rappelait qu'il avait « explicitement exprimé [son] point de vue sur les souffrances que [l'Etat] a imposées durant des années à la nation ».

Quand avez-vous commencé

à vous intéresser de plus près à ces héros d'un jour ?

Il y a huit ou neuf ans, j'ai mené un atelier de réalisation dans une école privée de cinéma, en Iran. J'ai proposé aux étudiants un certain nombre de faits divers que j'avais réunis et leur ai demandé d'en recueillir d'autres et de réaliser

des sujets par groupes de deux ou trois. A l'époque, je n'avais pas l'intention d'en faire moi-même un film. Pour autant, la nécessité qu'ont les sociétés de créer des modèles m'a toujours inspiré. Quand j'étudiais le théâtre, à l'université de Téhéran, j'ai vu une mise en scène remarquable de

La Vie de Galilée, de Bertolt Brecht, par d'autres étudiants, et j'ai été marqué par cette réplique : « Malheureux le pays qui a besoin de héros. »

Quelle place les médias iraniens accordent-ils aux actes d'altruisme dont s'inspire « Un héros » ?

Ce type d'actualité se trouve souvent au milieu des faits divers, aussi bien dans la presse écrite que les télévisions nationales et locales mais aussi les réseaux sociaux. On en entend parler une fois tous les deux ou trois mois. Ces histoires attirent le plus souvent l'attention sur une bonne action liée à une somme d'argent rendue. Encore hier, j'ai lu un récit de ce type qui a fait le tour des réseaux sociaux : un soldat venait d'empêcher une personne de voler le sac d'une femme. Ensuite, les parcours de ces individus divergent.

Dans mon film, le personnage a fait un faux pas [il n'a pas remboursé une dette], puis un acte de rédemption [il a rendu des pièces d'or trouvées dans la rue] et tente ensuite de restaurer son image quand on l'accuse d'avoir menti. Or, il est évident que dans mon pays la



Asghar Farhadi, à Paris, en 2021. DUCHILILA

question de la réputation est un enjeu très important. L'image publique constitue un capital considérable pour chaque individu.

Vous avez tourné « Un héros » à Chiraz, terre des poètes et capitale historique et culturelle de la Perse, dont finalement vous montrez assez peu la flamboyance. Pourquoi ?

La seule fois où apparaissent les vestiges de Chiraz, c'est au début du film : le site archéologique de Naqsh-e Rostam [du nom de Rostam, un héros mythique perse, le lieu présente quatre tombes royales] a bien sûr un lien avec la thématique profonde du film. On y tourne

moins qu'à Téhéran mais c'est une ville qui a un potentiel cinématographique immense, et les habitants ont un accent délicieux qu'on entend très peu dans les films. Nous avons aussi tourné à quelques kilomètres de là, à Zarrand, une petite ville à flanc de montagne. Toutes ses rues, comme des sortes d'impasses, symbolisaient pour moi la pression subie par mon personnage.

Un des autres principaux décors du film est une galerie commerçante dans laquelle le héros semble pris au piège de sa nouvelle notoriété...

Dans le scénario tel que je l'avais écrit, la boutique dans laquelle il se rendait était dans

une rue sans aucune particularité. Par la suite, je suis tombé sur cette galerie qui, en termes de potentiel graphique de mise en scène, m'a semblé intéressante, avec ses boutiques vitrées et ses miroirs. Ce lieu apportait du réalisme tout en donnant une dimension mystérieuse au récit grâce à la multiplication des visages dans les reflets. Par ailleurs, ce bazar était exclusivement dévolu aux métiers de l'art et de la culture : des librairies, des peintres, des fabricants d'instruments de musique... De chaque échoppe s'échappait un son différent, créant une dynamique fort stimulante.

Une de vos anciennes élèves, Azadeh Masihzadeh, regrette de ne pas être remerciée au générique. Son documentaire « All Winners All Losers », réalisé selon elle lors d'un atelier que vous meniez en 2015, suit un héros similaire au personnage de votre film.

Mon avocat en Iran a répondu précisément à cette question-là. L'affaire suit un cours juridique. C'est une idée que j'ai proposée et tous les travaux des étudiants se basaient sur des histoires publiques dont il était déjà question dans la presse.

**Le Monde** 15 décembre 2021  
Par Jacques Mandelbaum

## « Un héros » : une fable philosophique sur la vérité et le mensonge

**M**aitre de l'enluminure scénaristique et phare du cinéma iranien après la mort du géant Abbas Kiarostami, le réalisateur Asghar Farhadi n'aime rien tant qu'embobiner ses spectateurs dans le fil de récits enchevêtrés, plein de chausse-trapes, de retournements, d'incertitudes savamment instillées. Il travaille, en un mot, à s'approprier l'aventureuse esthétique

du néoréalisme iranien (Kiarostami, Panahi, Rasoulof) mais dans le cadre, plus raisonné et concerté, d'une ingénieuse mécanique fictionnelle.

La méthode, efficace, a conquis le public, et même le sourcilieux Etat iranien n'y reste pas insensible puisqu'il a de nouveau choisi Farhadi pour le représenter aux Oscars. Il est vrai qu'un tiercé est

envisageable, le réalisateur ayant déjà remporté deux statuettes, pour Une séparation en 2011 et Le Client en 2015. Quand il ne les emprisonne pas pour avoir franchi la ligne rouge, le régime iranien a toujours eu l'intelligence de tirer parti des cinéastes, même critiques, qui font honneur au pays.

En tout état de cause, Farhadi

revient aujourd'hui, après quelques essais européens (Le Passé, 2013 ; Everybody Knows, 2018) au cœur de la réalité iranienne. A Shiraz plus précisément, sur les pas d'un fait divers qui a défrayé la chronique locale, mais qu'il transforme en leçon de haute couture naturaliste. Au centre des débats, le perpétuellement souriant Rahim, enfermé en prison pour dette impayée, et

que l'aubaine d'une permission va soudainement transformer en héros régional, avant que le sort ne se retourne contre lui.

Lors de son retour au bercail, la compagne de Rahim, qui a trouvé dans la rue un sac rempli de pièces d'or, lui conseille d'utiliser cette somme pour payer sa dette. Tenté de le faire, et l'on verra plus tard qu'il aura dépassé peut-être le stade de la tentation, Rahim se ravise pour se racheter une conduite. Il confie le trésor à sa sœur avant de regagner sa geôle, puis fait passer un avis de recherche pour en retrouver le ou la propriétaire en donnant le numéro de téléphone de la prison. Une femme se manifeste bientôt, qui récupère prestement le sac et disparaît. Pendant ce temps, une opération socio-médiatique bat son plein. Lancée par la direction de la prison pour vanter l'honnêteté de son prisonnier, et l'excellence de ses méthodes de réhabilitation, elle est relayée par la presse locale, les réseaux sociaux et les asso-



Amir Jadidi et Saleh Karimai dans « Un héros », d'Asghar Farhadi.  
MEMENTO DISTRIBUTION

ciations charitables qui prennent fait et cause pour Rahim, militant pour sa libération et l'effacement de sa dette.

#### Rumeur

Deux obstacles vont toutefois se mettre en travers de la route de cette héroïsation. Le premier est évidemment le créancier, ex-beau-frère de Rahim, qui l'a très mauvaise et ne ménage pas ses efforts, ni ses ar-

guments, pour prouver que le nouveau héros régional est un escroc et un manipulateur de grande envergure. Le second, une fois Rahim libéré et recommandé aux bons soins de la préfecture pour qu'il y trouve du travail, va consister dans le scrupule administratif qui subordonne son embauche à la preuve matérielle que le sac a bel et bien été confié à sa propriétaire. C'est ici que les choses se compliquent.

On s'en souvient, la femme était passée en coup de vent, et l'on apprend à présent qu'elle a disparu sans laisser de trace. Cela impliquerait-il, par hasard, qu'elle puisse ne pas exister ? Que Rahim, par voie de conséquence, soit un pur imposteur ? La rumeur s'installe, puis enfle. Il appartient donc à notre souriant héros, s'il veut sauver son honneur et regagner le droit chemin, de faire la preuve que cette femme existe.

Un héros procède dès lors entièrement de cette enquête à haut risque, en accusant petit à petit sa dimension de fable philosophique. Sur la vérité et le mensonge, la réalité et les apparences, l'honnêteté et la tricherie. Le spectateur verra ici assez clairement, quelque degré d'impondérable et d'indécision l'auteur prend-il soin de conférer à son intrigue, quelle part revient en chacun de ces domaines à l'individu et à l'Etat, et plus encore aux logiques qui sous-tendent leurs actes.

## Kurdistan au féminin

16 décembre 2021

# Le meurtre raciste de la famille kurde Dedeoğulları était prémédité et impliquait des forces paramilitaires

L'avocat de la famille kurde Dedeoğulları, massacrée à Konya l'été dernier, Abdurrahman Karabulut s'est confié à Bianet à l'issue de la première audience du procès. Il a déclaré que le tueur était un chômeur, mais qu'il y avait une grosse somme d'argent sur son compte, ajoutant que le meurtre de 7 membres de la famille Dedeoğulları était prémédité et impliquait des membres des forces paramilitaires.

Sept personnes (5 femmes et 2 hommes) de la même famille kurde, Yaşar Dedeoğulları, İpek Dedeoğulları, Serap Dedeoğulları, Serpil Dedeoğulları, Sibel Dedeoğulları, Metin Dedeoğulları et Barış Dedeoğulları, ont été massacrées par un fasciste turc à Ko-

nya / Meram, le 30 juillet 2021.

La première audience du procès pour le meurtre de la famille s'est tenue à Konya le 14 décembre 2021.

S'adressant à Bianet au sujet du procès de 11 personnes des familles Keleş et Çalık, ainsi que du tueur Mehmet Altun arrêté dans l'attente du procès, l'avocat Abdurrahman Karabulut a déclaré que l'attaque contre la famille était organisée et qu'il y avait des forces paramilitaires derrière ce massacre à motif raciste.

Demandes de fusion des fichiers rejetées

Représentant la famille Dedeoğulları au tribunal, l'avocat Karabulut a également évoqué l'attaque précédente contre la famille

le 12 mai 2021. « L'attaque du 12 mai était un début ; quant au massacre du 30 juillet, c'était un résultat souhaité de la part des accusés », a-t-il déclaré.

Lors de l'attaque qui a précédé l'attentat meurtrier de juillet, a rappelé l'avocat, sept membres de la famille avaient été grièvement blessés.

Parlant des procédures judiciaires en cours concernant les deux attaques, Karabulut a déclaré : « Lors de l'audience du 14 décembre, nous avons demandé que les procès concernant les attaques du 12 mai et du 30 juillet soient fusionnés. Parce que les accusés des deux affaires, à l'exception de Mehmet Altun, sont les mêmes. Il existe ouvertement et clairement

un lien juridique et de facto entre les deux événements. »

Selon l'avocat, même si les dispositions connexes du Code de procédure pénale (CMK) prévoient la fusion des deux affaires, la demande de fusion a été rejetée par le tribunal.

De nouvelles arrestations sont interdites

L'avocat Karabulut a rappelé que le procès concernant l'attentat du 12 mai se tenait devant la 8e Cour pénale de Konya. Dans ce procès, les prévenus sont inculpés de « tentative de meurtre ». L'avocat a déclaré :

« Si les dossiers avaient été fusionnés, les accusés auraient dû

être arrêtés dans le procès sur l'attentat du 30 juillet. À notre avis, la seule raison de rejeter la demande de fusion des dossiers est d'interdire de nouvelles arrestations.

Après l'attaque du 12 mai, les agresseurs n'ont pas été condamnés et ils ont été libérés un par un. Il y a un désir d'appliquer cet état d'esprit au procès sur l'attaque du 30 juillet également. »

### Les attaques sont liées

L'avocat Karabulut a indiqué que le rejet de leur demande de fusion des deux dossiers devrait être annulé :

« Nous n'acceptons pas que la demande de fusion des dossiers ait été rejetée. Nous continuerons d'intenter une action en justice à ce sujet. Nous pensons que cette décision sera annulée devant la cour d'appel ou la Cour de cassation.

Nous allons d'abord exiger l'arrestation de l'accusé lors de l'audience sur l'attaque du 12 mai le 14 janvier. Il doit y avoir de nouvelles preuves pour statuer sur l'arrestation, mais entendre ces affaires séparément est contraire à la loi. Il est inacceptable que les deux attaques soient prises en compte et représenté séparément. »

Karabulut a déclaré qu'ils avaient également fait une demande lorsque le dossier était pendant devant le bureau du procureur et a ajouté :

« Nous avons fait des demandes d'arrestation pendant le processus au parquet. Elles n'ont été ni acceptées ni rejetées. Aucune réponse n'a été donnée à ces demandes. L'acte d'accusation est déjà comme une pétition demandant la libération de l'accusé arrêté. Il est très faible et réticent. C'est comme si l'acte d'accusation reposait sur le fait de ne pas arrêter les prévenus.

D'ailleurs, nous avons également fait de nouvelles demandes d'arrestation. Il y a la correspondance écrite de l'accusé qui a ouvert le groupe WhatsApp. Cette personne dit : 'Envoyez l'intermédiaire ; j'espère qu'ils auront peur, viendront raisonner et retirer leurs plaintes.'



Ici, avec cette correspondance écrite, il est ouvertement et clairement entendu qu'il y a une unité de pensée et d'action entre ces paroles et ce que Mehmet Altun a dit dans sa déclaration : 'J'y suis allé pour les dissuader de leurs plaintes, j'y suis allé pour leur faire peur.

Mais ces prévenus ne sont pas arrêtés. Nous avons demandé l'arrestation en raison de ces faits matériels ; cependant, le tribunal a rejeté les demandes d'arrestation en raison de l'état des preuves au dossier. »

Demandes d'implication des parties civiles rejetées

Comme l'a rappelé l'avocat Karabulut, lors de l'audience tenue le 14 décembre 2021, l'Union des barreaux turcs (TBB) et l'Association des droits de l'homme (İHD) ont demandé à participer au procès en tant que parties civiles ; cependant, ces demandes ont également été rejetées par le tribunal. Comme raison du rejet, le conseil a déclaré qu'« ils n'avaient pas été directement lésés par le crime ».

Karabulut a déclaré : « Cela n'a pas d'équivalence en droit car il ne s'agit pas d'une affaire judiciaire. Nous avons montré avec des preuves concrètes que le crime a été commis avec des motifs racistes. Nous avons fait des demandes pour la protection de la famille, mais ils n'ont pas été protégés. »

Selon Karabulut, pour les raisons ci-dessus, la violation du droit à la vie était ici le cas et, par conséquent, les demandes du TBB et de l'İHD auraient dû être acceptées : « Comme cette attaque ne



concerne pas seulement la famille, mais la société en tant que dans l'ensemble, ils auraient dû pouvoir intervenir dans ce procès. Dans ces cas, qui est lésé par le crime commis ? C'est la société. »

Un sérieux flux de trésorerie sur son compte

L'avocat Karabulut a noté que le tribunal avait accepté les demandes concernant l'agresseur arrêté Mehmet Altun.

« Nous parlons d'un chômeur. Il y a une grosse trésorerie sur son compte. Il loue une voiture pour 25 000 liras. Il séjourne dans des hôtels de luxe. Qui est derrière l'agresseur ? (...) a déclaré l'avocat et a conclu :

« La correspondance écrite nécessaire sera faite pour mettre à nouveau le téléphone d'Altun sur écoute, pour réexaminer les documents numériques et sur les hôtels où il a séjourné avant l'incident. Nous avons demandé une assignation directe aux États-Unis pour examiner la base de données des comptes de médias sociaux d'autres accusés Elle a été acceptée, mais nos trois demandes importantes n'ont pas été acceptées. Depuis le tout début, nous disons qu'il y a d'autres derrière cette attaque. Il y a des liquidités importantes sur son compte. Même s'il est au chômage, il se rend dans plusieurs villes, il séjourne dans des hôtels de luxe. Nous avons demandé un examen et enquête sur ceux-ci. »

### Que s'est-il passé ?

Un assaillant armé a fait une descente dans la maison de la famille Dedeoğulları à Konya's Meram dans la soirée du 30 juillet. Il a

abattu sept membres de la famille, incendié la maison et s'est enfui.

Les cadavres de Yaşar Dedeoğulları, Barış Dedeoğulları, Serpil Dedeoğulları, Serap Dedeoğulları, İpek Dedeoğulları, Metin Dedeoğulları et Sibel Dedeoğulları ont été retrouvés à la maison qui a d'abord été assaillie par le tueur qui l'a ensuite incendiée avant de fuir.

Dans le cadre de l'enquête lancée sur l'attaque, 10 personnes des familles Keleş et Altun et le suspect de meurtre Mehmet Altun ont été arrêtés.

En plus de l'agresseur, 13 personnes au total ont été arrêtées. Mais à l'exception de Mehmet Altun, tous les accusés ont été libérés dans les semaines qui ont suivi.

Dans l'acte d'accusation, une condamnation à perpétuité aggravée de sept fois a été demandée pour neuf prévenus pour incitation au crime ; Mehmet Altun, le suspect du meurtre, risque également une condamnation à perpétuité aggravée à sept reprises pour « meurtre prémédité avec des sentiments monstrueux ».

Dans le procès de 11 personnes des familles Keleş et Çalık, l'audience a été ajournée au 8 février 2021

### Attaque du 12 mai

Vivant dans le même quartier depuis 24 ans, la famille Dedeoğulları a subi l'agression raciste de près de 60 personnes le 12 mai. « Nous sommes des idéalistes [ultranationalistes], nous ne vous laisserons pas vivre ici », a menacé la famille et grièvement blessé 7 membres de sa famille, dont quatre femmes. Sur les 7 personnes arrêtées après l'attaque, 5 ont été relâchées.

L'avocat Abdurrahman Karabulut a déposé une plainte pénale pour « négligence du devoir » contre les autorités locales et les directeurs provinciaux et de district de la sécurité qui n'avaient pas pris les mesures adéquates pour protéger la famille avant l'attaque et le procureur et le juge de paix pénal qui n'avaient pas répondu aux demandes de protection.

The New York Times

December 14, 2021  
By Patricia Cohen

# How Did Turkey's Economy Go So Wrong?

The signs of Turkey's disastrous economy are all around. Long lines snake outside discounted bread kiosks. The prices of medicine, milk and toilet paper are soaring. Some gas stations have closed after exhausting their stock. Angry outbursts have erupted on the streets.

And in December, annual inflation reached a staggering rate of 36 percent, up from 21 percent the previous month.

"Unemployment, high living costs, price increases, and bills are breaking our backs," the Confederation of Progressive Trade Unions said.

Even before the coronavirus pandemic and supply chain bottlenecks began walloping the world's economies nearly two years ago, Turkey was trying to ward off a recession as it struggled with mountainous debt, steep losses in the value of the Turkish lira, and rising inflation. But in recent weeks that slow-moving train wreck has sped up with a ferocious intensity. And the foot that's pushing hardest on the accelerator belongs to the country's authoritarian president, Recep Tayyip Erdogan.

Why is this happening now?

Turkey's economic problems have deep roots but the most recent crisis was caused by Mr. Erdogan's insistence on lowering interest rates in the face of galloping inflation — precisely the opposite tactic of what economists almost universally prescribe.

Mr. Erdogan, who has ruled Turkey for 18 years, has long resisted that particularly painful prescription, but his determination to keep cutting interest rates even as the country's in-



People lined up to purchase bread in Istanbul, Turkey, last week. Credit...Umit Bektas/Reuters

flation rate climbs higher appears to be pushing Turkey past a tipping point.

Normally, investors and others look to a nation's central bank to keep inflation in check and set interest rates. But Mr. Erdogan has repeatedly shown that if Turkey's central bankers and finance ministers won't do what he wants, he will get rid of them, having already fired three in two years.

The value of the lira has nosedived in recent weeks, and on Monday hit a record low — reaching 14.3 to a dollar, from about 7 to the dollar earlier this year — pushing some businesses and households that have borrowed money from abroad into bankruptcy. The currency's steep decline means prices for imported goods keep rising. Shortages are common and people are struggling to afford food and fuel. The youth unemployment rate is 25 percent. The president's popularity is sinking and his opponents have become emboldened.

With an election coming up in 18 months, Mr. Erdogan seems convinced that his

strategy will enable the Turkish economy to grow out of its problems. Most economists, however, say a crash is more likely.

## When did Turkey's economic problems begin?

Mr. Erdogan's aggressive growth strategies have worked for him before. Since he began governing Turkey in 2003, he has undertaken expensive infrastructure projects, courted foreign investors and encouraged businesses and consumers to load up on debt. Growth took off. Daily business updates The latest coverage of business, markets and the economy, sent by email each weekday.

"Turkey was considered to be an economic miracle" during the first decade of Mr. Erdogan's rule, said Kadri Tastan, a senior fellow at the German Marshall Fund based in Brussels. Poverty was sliced in half, millions of people swelled the ranks of the middle class, and foreign investors were eager to lend.

But Mr. Erdogan's relentless push to expand became un-

sustainable. Rather than pull back, however, the giddy borrowing continued.

The increasingly unstable economy was caught in a bind. High interest rates attracted foreign investors to accept the risk and keep lending, but they would stunt growth. Mr. Erdogan was unwilling to accept that trade-off, and continued to support cheap borrowing as inflation took off and the currency's value declined.

And he insists that high interest rates cause inflation — even though it is low interest rates that put more money into circulation, encourage people to borrow and spend more, and tend to drive up the prices.

"Erdogan has his own economic philosophy," said Henri Barkey, a fellow at the Council on Foreign Relations.

The economy seesawed between these conflicting goals until 2018 when growing political tensions between Turkey and the United States caused the value of the lira to topple.

The political standoff eased, but the underlying economic problems remained. Mr. Erdogan kept pushing state banks to offer cheap loans to households and businesses and the borrowing frenzy continued. "Things never really normalized," said Selva Demiralp, an economist at Koc University in Istanbul.

When the chief of the central bank resisted pressure from the president to lower the 24 percent interest rate in 2019, Mr. Erdogan fired him, the beginning of a pattern.

To prop up the lira, Turkish banks began selling off their

reserves of dollars. Those stocks of dollars are now running low.

The global economic slowdown caused by the coronavirus pandemic has added to the strains by limiting the sales of Turkish goods around the world. Tourism, which was one of Turkey's most dynamic sectors, has also been badly hit. What is President Erdogan's approach to interest rates and what do economists say? By keeping interest rates low, Mr. Erdogan argues that consumers will be more eager to keep shopping and businesses will be more inclined to borrow, invest money in the economy and hire workers.

And if the lira loses value against the dollar, he says, Turkey's exports will simply become cheaper and foreign consumers will want to buy even more.

That is true to some degree — but it comes at a heavy price. Turkey is quite dependent on imports like automobile parts and medicine, as well as fuel and fertilizer and other raw materials. When the lira depreci-

ates, those products cost more to buy.

At the same time, Mr. Erdogan's disdain for conventional economic theory has scared off some foreign investors, who had been eager to loan Turkish businesses hundreds of millions of dollars but now are losing faith in the currency.

And the lower rates go, the faster inflation rises. Over the past year, the lira has lost more than 45 percent of its value, and the official inflation rate has surged past 20 percent, although many analysts believe the rate on the streets is much higher.

By comparison, an inflation rate of 6.8 percent so far this year in the United States (the highest in nearly four decades) and a 4.9 percent rate in the eurozone are enough to set off alarms.

In Turkey, skyrocketing prices are causing misery among the poor and impoverishing the middle class.

"We can't make a living," said Mihriban Aslan, as she waited

on a long line to buy bread in Istanbul's Sultangazi district. "My husband is 60 years old, he can't work much now." He has a small pension of 1,800 lira — which at the moment is worth about \$125. "I sometimes do needle work at home to bring in extra money," she said.

Businesses would rather hoard goods than sell them because they don't think they will be able to afford to replace them.

Ismail Arslanturk, a 22-year-old cashier at a neighborhood grocery shop, complained that the price of green lentils has nearly doubled. "I don't believe the economy will be fixed after this point," said Mr. Arslanturk, who added he was forced to leave high school to help support his family. "I am hopeless." What has Erdogan's response been to the intensifying crisis?

The president has doubled down on his approach, asserting he will "never compromise" on his opposition to higher interest rates. "Interest rates make the rich richer, the poor poorer," he said in an interview on national television last

month. "We have prevented our country from being crushed in such a way."

The president has invoked Islamic precepts against usury and referred to interest charges on loans as the "mother and father of all evil," and blamed foreign interference for rising prices. Analysts like Mr. Barkey of the Council on Foreign Relations said that such comments are primarily aimed at appealing to more conservative religious segments of the country that represent the core of Mr. Erdogan's support.

Turkey's fundamental problem, Mr. Barkey maintains, is that it has an overly confident ruler who has been in power for a long time. "He believes in his omnipotence and he's making mistakes," Mr. Barkey said, "but he's so surrounded by yes men that nobody can challenge him."

Your preference has been stored for this browser and device. If you clear your cookies, your preference will be forgotten.

The New York Times

December 16, 2021

By Matt Phillips, Carlotta Gall, Flávia Milhorce and Benjamin Novak

## Inflationary Wave Changes Political Terrain for Right-Wing Populists

The leaders of Turkey, Hungary and Brazil are all grappling with problems posed by the global rise in prices ahead of national elections.

To all those who would pose a challenge to Jair Bolsonaro in Brazil's coming presidential election, including the press, the Supreme Court and liberals, the embattled right-wing leader has an answer: "Only God removes me."

But Mr. Bolsonaro might be unseated by an unexpected problem that his political playbook

has no easy answer for: inflation.

Prices are climbing faster than they have in almost two decades in Brazil, a country with a relatively recent history of disastrous inflationary episodes. The currency has steadily declined in value, losing roughly 10 percent against the dollar in the last six months alone. And the economy, Latin America's largest,

slipped back into recession in the third quarter.

That has upset people like Lucia Regina da Silva. A 65-year-old retired nursing assistant and former Bolsonaro supporter, she has watched over the last year as surging prices have eroded the purchasing power of her modest monthly pension.

"I believed this government

would improve our lives," said Ms. da Silva on a recent morning as she pushed a mostly empty shopping cart — a few vegetables and some personal products were all she could afford — through the aisles of Campeão, a cheap supermarket chain in Rio de Janeiro. "But that was flawed."

Mr. Bolsonaro is among a generation of right-wing populists

who, in the past decade and a half, have risen to power in democracies like Turkey, Brazil and Hungary, and whose reigns have coincided, at least at first, with periods of solid economic performance in those countries. They have remained in power by stoking nationalist passions and driving deep wedges into the electorate with hot-button cultural issues. Along the way, they have co-opted the news media and cowed opponents. Now these strongmen — including Mr. Bolsonaro, Prime Minister Viktor Orban of Hungary and President Recep Tayyip Erdogan of Turkey — are grappling with rising prices, even as they face national elections within the next two years. A new and unexpected peril, inflation is threatening to organize and animate political opposition in the countries of these three leaders in a way few would have predicted just a few months ago.

In Hungary, where consumer prices are rising at their fastest pace since 2007, polls suggest that Mr. Orban will face his toughest election ever next year, as the cost of living and low wages become top concerns for voters. Voters in the nearby Czech Republic — which has faced rising inflation and soaring energy costs — just ousted Andrej Babis, the country's billionaire right-wing populist prime minister, by a narrow margin.

Mr. Bolsonaro's standing, already damaged by his administration's management of the Covid crisis, has tumbled, with polls showing him badly trailing his likely 2022 opponent, former President Luiz Inácio Lula da Silva. Daily business updates The latest coverage of business, markets and the economy, sent by email each weekday. Get it sent to your inbox.

In anticipation, Mr. Bolsonaro has begun laying the groundwork to dispute the results of next year's vote, which the polls suggest he would lose badly if it were held today. "I want to tell those who want to make me

unelectable in Brazil, only God removes me," he told a cheering crowd in São Paulo in September.

But Mr. da Silva has already incorporated the economic crisis into his recent campaign. "The Bolsonaro government is responsible for inflation," he said in an interview. "Inflation is out of control."

The situation is most dire in Turkey, where the unorthodox economic policies of President Erdogan have set off a full-on currency crisis. The value of the lira has collapsed roughly 45 percent this year. And prices are now rising at an official rate of more than 20 percent annually, with some unofficial estimates even higher.

Countries with right-wing populist leaders aren't the only ones reeling from inflation. In the United States, prices are rising at their fastest rate since 1982. And left-leaning populists, such as those in power in Argentina, are also contending with fierce inflationary currents, which have put them on the defensive.

The upsurge represents a sudden break from the trend of sluggish growth and tepid inflation that dominated the global economy for roughly a dozen years before the pandemic hit. That low-growth backdrop allowed powerful central banks in the United States, the European Union and Britain to keep interest rates low. And those decisions had large implications for poorer countries around the world.

That's because the low-rate policies made by central banks such as the Federal Reserve reduce the returns investors in wealthy nations can make by buying safe government bonds in their home countries, pushing them into riskier investments in emerging markets that promise higher returns.

Economists say that flow of money toward developing nations might have been an undervalued element of the success right-wing populist lea-

ders have enjoyed in recent years, as it provided a steadily favorable economic tailwind that coincided with their time in power.

Turkey, which suffered a sharp recession in 2009, was able to rebound relatively quickly thanks to a surge of borrowing from foreign investors that supercharged growth. Mr. Bolsonaro's election in 2018 coincided with a fresh push to lower interest rates from the Federal Reserve, which prompted U.S. investors to buy more emerging market debt and helped prop up the real.

"Since the global financial recession, the global macroeconomic environment was a godsend to authoritarians," said Daron Acemoglu, a professor of economics at the Massachusetts Institute of Technology who has studied the deterioration of democracies. "Essentially, with very low interest rates, it made many countries that had either weak democracies or semi-authoritarianism, or sometimes fully fledged authoritarianism, still attractive to foreign capital."

But as the global economy began to heal from the pandemic this year, a combination of supply chain disruptions, central bank money-printing and government spending aimed at juicing the recovery ignited a sharp rise in prices around the world. That prompted leaders in many developing countries to tweak their policies — and global investors to rethink their investments in those markets.

Claudia Calich, the head of emerging market debt at M&G Investments in London, has invested in Turkish government bonds, denominated in lira, for years. But, Ms. Calich said, the increasing public pressure that Mr. Erdogan was putting on the country's central bank to cut interest rates this year led the fund to sell its entire position. "As soon as we started seeing the changes this year going in the wrong direction, namely for further rate reductions, then we

started getting worried about the currency," Ms. Calich said. "That has been, so far, the wrong policy response. And yeah, we've been very happy to have exited that position."

There are few politically palatable options for emerging market countries dealing with an inflationary upsurge and weakening currencies. But for a number of reasons, the inflationary rise is especially tricky political terrain for populists like Messrs. Orban, Erdogan and Bolsonaro, who all face elections in 2022 or 2023.

Their personalized approach to politics — and the fact that they have all been in office for years — makes it difficult for them to sidestep blame for the condition of the economy. At the same time, their brand of populism, which emphasizes nationalist rivalries and has been effective in the past, can seem out of touch to citizens whose standards of living are swiftly plummeting.

The traditional remedy for inflation would call for some combination of higher interest rates from the central bank and skimpier government spending. But both moves would probably hurt economic growth and employment, at least in the short term, potentially worsening prospects of re-election.

In Turkey, Mr. Erdogan — who has adopted an increasingly authoritarian leadership style since surviving a coup attempt in 2016 — has ruled out such a conventional response. In recent weeks, the Central Bank of the Republic of Turkey, essentially under Mr. Erdogan's personal control, has repeatedly cut interest rates.

Most observers think Mr. Erdogan has made a difficult situation much worse, with the prospect of more interest rate cuts and currency declines driving foreign investors to pull their money from Turkey.

At the same time, the political winds also seem to be blowing against Mr. Erdogan. The worsening economic situation has prompted scattered street pro-

tests. Opposition politicians are calling for snap elections to deal with the crisis, while hammering Mr. Erdogan for what they call his disastrous management of the economy.

Mr. Orban and Mr. Bolsonaro, both of whom once fashioned themselves as conservative budgeteers, have abandoned their previous positions. Instead, they are pushing a short-

term surge of spending to provide an influx of cash to voters ahead of next year's elections. It's unclear that such an approach will help, however, as it is likely to make inflationary pressures worse.

Sitting on a bench at a local farmers market in Budapest on a recent afternoon, Marton Varjai, 68, laughed at the \$250 check Mr. Orban recently sent him,

part of a payout his government authorized to all pensioners, who amount to roughly 20 percent of the population.

Mr. Varjai earns a monthly pension of about \$358, of which 85 percent goes to covering medicine and utilities. "The rest is what I have to live off," he said, adding that he was concerned about his ability to make ends meet. Such sentiments are becoming

an increasing focus for Hungarian voters. A recent study by Policy Solutions, a progressive think tank in Budapest, found that Hungarians are most concerned with the cost of living and low wages.

"If these issues dominate the campaign, it's not good for Fidesz," said Andras Biro-Nagy, director of Policy Solutions, referring to Mr. Orban's ruling party.



December 16, 2021

## Kirkuk Minute December 16, 2021

### Kirkuk

ISIS (Da'esh) terrorists renewed attacks on the Laheban villages a day after an official visit by the Iraqi Prime Minister Mustafa al Kadhimi to the area. The attacks occurred on two fronts targeting Iraqi army elements stationed there. The clashes did not result in casualties on the Iraqi side, and the Iraqi Counter-Terrorism Service (CTS) announced the arrested of a senior Da'esh leader on the same night. Furthermore, meetings to discuss further cooperation between the Iraqi and Peshmerga forces, occurred on December 11th between the commander of Kirkuk operations, Ali al Feriji and Deputy Minister of the Peshmerga forces, general Jabar Yawer in Erbil. According to a statement released after the meeting, both sides discussed filling the security vacuum in the disputed territories. Separately, after residents of several villages in the Hawija district abandoned their homes due to Da'esh threats, general al Feriji held a press conference on Tuesday calling for the residents to return to homes and vowing "protection by the security forces."

Kirkuk police announced the arrest of 60 street beggars on Tuesday, December 11th. According to the police, the detainees included 23

women and 37 children ranging from 6 to 12 years old. The police said they have intelligence reports of Da'esh terrorists using the beggars to conduct surveillance of the security forces.

On Wednesday, nearly 300 college graduates protested in front of the education department, demanding jobs. The demonstrators accused the education department of an "unfair hiring process" over the past three years. They called for implementing a new decree by the council of ministers which allow graduates to work as temporary contractors.

Kirkuk's court of appeals annulled prison sentences after corruption charges against several officials in the governorates, relatives of the acting governor Rakan Saed al Jabouri. The court returned the cases to the court for "retrials." The four defendants, included acting governor's brother, Ali Saeed al-Jaburi in addition to Ibrahim al-Jabouri, Qassim Ibrahim, Khalid Naif, and Ryad Ahmed, who were sentenced to nine months in prison for corruption charges, based on an official complaint by Kirkuk's Integrity Commission.

On Tuesday, December 14th, some Kurdish parties, held a joint meeting and called for "a joint administration, and appointing a new

governor" based on "election" in the province. The group also called for the Peshmerga forces to take part in the security file in the province. The Kurdistan Democratic Party (KDP) lawmaker, Shakhwan Abdullah, criticized the meeting and said the closing statement by the group "did not include a single line about the Arabization process Kurds face in the province. The KDP did not participate in the meeting.

In a press conference, the head of the Kirkuk Court, Judge Qassem Muhammad Salman, said, terror cases were the most common crime in the province, followed by corruption and narcotics use.

### Tuz Khurmatu

Peshmerga forces found a stolen truck during search for terror hideouts between Kifri and Tuz Khurmatu. The vehicle was stolen two years ago from two siblings who were kidnapped by Da'esh terrorists and later released for a \$90,000 ransom. On Monday, December 13th, Da'esh terrorists kidnapped four fishermen, including an off duty military officer, near the Hamrin dam.

A television program hosted by a female anchor revealed a senior

Da'esh leader, responsible for atrocities against the Yazidi, named Faisal Mohseen Mora'i in Sanqor village of Tuz Khurmatu. The terrorist asked the host, Manar Yahya, whether she was married or not, adding that she would "warm" him, directly proposing to her, becoming one of the most-watched episodes in the country. Later, the intelligence agency arrested him and revealed that he was one of the most dangerous terrorists. They claimed Mora'i had been hiding in a village and disguising as a shepherd.

### Shingal (Sinjar)

One December 12th, the "self-administration" of Shingal imposed a general boycott for the public service departments for one week in response to the "silence" from the Iraqi federal government in the light of repeated Turkish airstrikes in the area. The Shingal self-administration is backed by the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Turkey uses as a pretext to launch attacks on Shingal. The general strike was followed by a protest by locals in the Snuny district, resulting in two people being injured after Iraqi forces opened fire on the protestors. An Iraqi soldier was also injured following the tensions with protestors.

## Tous les migrants noyés dans la Manche à la fin de novembre ont désormais été identifiés

**L**a dernière victime est un homme de nationalité vietnamienne de 29 ans. Parmi les vingt-six autres figuraient sept femmes, un adolescent de 16 ans et une fillette de 7 ans.

Près d'un mois après le drame, le vingt-septième et dernier migrant mort dans le naufrage d'une embarcation dans la Manche, le 24 novembre, a été identifié, a annoncé, jeudi 16 décembre, le parquet de Paris. Il s'agit d'un homme de nationalité vietnamienne, âgé de 29 ans.

Les vingt-six autres victimes avaient été identifiées après la réunion, lundi, d'une commission d'identification des victimes, grâce aux informations recueillies par l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) et aux examens réalisés au centre hospitalier de Lille. Il s'agissait de seize Kurdes d'Irak, d'un Kurde d'Iran, de trois Ethiopiens, d'une Somalienne, de quatre Afghans et d'un Egyptien. Sept femmes, un adolescent de 16 ans et une enfant de 7 ans font partie des 27 victimes.

Selon l'enquête, les migrants seraient partis à bord d'un bateau pneumatique « en fin de nuit » de Loon-Plage, près de Grande-Synthe (Nord), où campent de nombreux exilés sur le littoral. Deux hommes seulement, un Kurde irakien et



Un groupe de migrants quitte les côtes françaises en direction du Royaume-Uni, le 16 décembre, à bord d'un bateau gonflable comparable à celui des 27 migrants morts à la fin de novembre. STEPHANE MAHE / REUTERS

un Soudanais, selon le ministre de l'intérieur, ont pu être secourus. Selon le Kurde irakien, 33 personnes étaient à bord lorsque les passeurs les ont comptées.

### Flou sur les conditions du naufrage

L'enquête de la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco), pour les chefs d'« aide à l'entrée et au séjour irréguliers en bande organisée », « homicide et blessures involontaires » et « association de malfaiteurs »,

doit notamment déterminer les conditions de ce naufrage qui restent floues.

Des questions se posent également sur les appels de détresse qu'auraient passés les migrants aux autorités françaises et anglaises, quand leur embarcation de fortune a commencé à couler, selon le témoignage d'un rescapé auprès de la chaîne kurde irakienne Rudaw. La préfecture maritime de la Manche avait exclu que l'appel des migrants en difficulté n'ait pas été traité. Un groupe de personnes, des

Afghans majoritairement, assiste aux funérailles des migrants afghans identifiés, morts dans le naufrage à la fin de novembre, le 16 décembre 2021.

Cinq personnes soupçonnées d'être des passeurs ont été interpellées, selon le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, mais sans lien avec ce naufrage, le plus meurtrier depuis que les migrants tentent de traverser la Manche. Il a suscité un vif émoi en Europe et relancé les tensions entre la France et le Royaume-Uni.

The New York Times

15 décembre 2021  
By Carlotta Gall

## Many Turks Can't Afford Bread, and Bakers Can't Afford to Make It

A line of glum-faced people wrapped up against the rain stood along the street outside a government bread bank in a suburb of Istanbul.

"People cannot manage," said Sengul Essen, 57. "I worked 21 years as a cleaner at the university and now I am waiting in a bread queue."

Turks are grappling with soaring inflation, watching prices rise daily as the lira has plunged against the dollar and their salaries and pensions no longer cover even the staples of life. Bread lines have started to appear in neighborhoods as growing numbers of people are turning to cheap, government-issued bread to fill their tables.

On a cold, wet afternoon this week, the mood in the bread line was bleak. Most people did not want to be interviewed for fear of getting into trouble for criticizing the government of President Recep Tayyip Erdogan, which frequently detains his critics. Those who spoke declined to give their names.

But as a conversation started, the grumbling grew.

You don't have to ask how things are, you can see the line of people," one young woman said.

"Morning and night we see prices increase," said an older man behind her. Of the government, he said, "they don't ask us" how people are faring, adding, "but you see us in the queue."

An electrician stood listening. "People are in pain," he said. He said he earned 2,900 lira per month (about \$207 at cur-



People lining up to buy bread at a kiosk in Istanbul this week. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

rent rates), and his rent had just gone up to 2,000 lira. His wife was buying less of everything in her weekly shopping, he said. "I cannot make ends meet."

Food prices have soared worldwide during the pandemic, driven by supply chain disruptions, higher fuel costs, global shortages of fertilizer and other factors. But the plummeting value of Turkey's currency, down about 50 percent since February against the euro and dollar, makes the problem especially painful here.

When it comes to bread, a halved staple that Turks traditionally eat with every meal, the government has intervened significantly, pressuring bakeries to sell the traditional white loaf at a price lower than it costs to make, hoping to short-circuit the inflation that Mr. Erdogan fears could sow discontent and dim his election chances 18 months from now.

Grocery stores have been forced to stick to a fixed price for selling bread that is set by

the Chamber of Bakeries, a trade association, but most bakers said the order came from the central government.

The Istanbul municipality has significantly increased supplies of cheap bread from government factories, and the federal government has announced that it is providing subsidized flour to bakeries.

Yet, in a sign of the depth of the economic crisis, bread sales are down and bakeries, forced to keep prices to the level set by the Chamber of Bakeries, warn that they are facing bankruptcy.

"I cannot turn around the business," said Ahmet Ucar, 39, whose bakery stood up the hill from the government kiosk. "The price of flour keeps increasing."

His costs were constantly rising, not just of flour, but of yeast and sesame seeds, electricity and gas. In a final blow, the landlord had also raised the rent, Mr. Ucar said, screwing up his eyes with the strain.

Sales are down, as in most

bakeries, by roughly one-third. Customers are buying less, and some are joining the lines at the government kiosk where a loaf costs 1.25 lira, about nine U.S. cents.

Mr. Ucar said he could not access the cheap flour offered by the government because the suppliers did not take credit but demanded cash up front. He dismissed the government announcements as just show.

Some bakeries have ignored the set price of 2.5 lira and raised the price of the staple loaf to four lira, in line with their rising costs.

But Mr. Ucar said he would not take the risk. "We cannot raise the price," he said. "The municipality will fine us."

Even amid the pandemic and the currency crisis, Mr. Ucar said, municipal inspectors had fined him for an administrative violation — not having the correct license, although he insisted he did have it.

"They are executing arbitrary fines," he said. "They are trying to fill the gap in their finances with fines."

Many people complain that political leaders are busy scoring points over the crisis rather than fixing the problem.

The Istanbul municipality, which is run by Mayor Ekrem Imamoglu, an opponent of Mr. Erdogan and a presidential hopeful, has announced that it is providing milk to disadvantaged schoolchildren and boosting sales of low-cost bread from the municipal factories.

The municipality has raised

production to 1.5 million loaves a day, although demand is up to 1.6 million, said Okan Gedik, the general manager of Halk Ekmek, the municipality's bread company.

"We are crushed from two sides," Mr. Ucar said. "The municipality is selling cheap bread to gain votes, and the government keeps prices down to keep votes."

In one bakery, where the owners said they were on the verge of bankruptcy, a fierce argument broke out between the two partners. One blamed Mayor Imamoglu for undercutting the bakery by subsidizing sales. His partner blamed Mr. Erdogan's government for forc-

ing bakeries to keep prices low. The partners asked not to be named for fear of trouble from the government. The senior partner said he had taken out a bank loan and was selling family jewelry to tide them over. If conditions did not change he would lose the business in a few months, he said, choking up.

Store owners and bakers with less overhead said they could survive but were eating into their savings.

"Bakeries who do not have large sales will not survive," said Hasan Topal, 55, who runs a café besides his bakery. "I will go to the end until I eat up all my capital."

Nilgun Gurgun, 43, who runs a small grocery store with her husband, said their bread sales had been cut nearly in half over the last two months. She was adjusting prices daily and the only item that she was selling more of was cigarettes. Many businesses were headed for disaster. "I don't think people will be able to survive," she said.

Mr. Ucar said he had gone 100,000 lira into debt during the pandemic and now, with the currency crash, was struggling with the uncertainty caused by price fluctuations. "You cannot understand what the government is going to do next," he said.

Ali Babacan, an opposition leader who served as finance minister under Mr. Erdogan, berated the president on Twitter for blaming some of the price rises on shopkeepers stockpiling goods.

"Mr. Erdogan, poor shopkeepers, who do not know what to sell and how much to sell in a country where there is no price stability due to your faulty policies and bad management, you call them hoarders."

Mr. Ucak said he was already running at a loss and could see the end approaching. "I don't know if I will be here next year," he said. "I will try to go abroad."

AL-MONITOR

December 17, 2021

## Erdogan shakes up foreign policy in response to economic crisis

Turkey's Central Bank rate cut hasn't stopped the lira's free fall, as Turkey announces an initiative for rapprochement with Armenia.

### Turkey's lira in freefall despite rate cut

On Dec. 8, Turkish President Recep Tayyip Erdogan, who faces re-election in 2023, said that Turkey "is the breakout star of the global economic system that is being restructured with the pandemic."

That's a tough sell these days. Turkey's national currency, the lira, continued its downward spiral this week after the Central Bank cut interest rates for the fourth time in a row on December 16.

"With inflation running at 20% and the lira shedding half of its value since the start of the year, millions of Turks are

being pushed into deeper poverty," Mustafa Sonmez reports.

On Dec. 17, the day after the rate cut, the lira plunged another 7% forcing Turkey to close its stock exchange.

#### Winners: Foreigners in Turkish housing market

While Turkish citizens are struggling with higher prices as a result of the devalued currency, well-to-do foreigners are reaping the benefits of a weak lira.

The lira's plunge is "good news for the swelling number of for-

eigners fishing for bargains in the country's property market," Amberin Zaman reports. "Turkish house sales to foreigners leapt by nearly 50 percent last month, bringing in billions of dollars, according to Turkey's state statistics agency. Some 7,363 houses, a record number, were sold to foreigners in November, compared with 4,962 houses in November 2020. The largest number of customers were from Iran, followed by Iraq and Russia."

#### Losers: Turkish car buyers

Escalating car prices have put

automobiles increasingly beyond the reach of many Turkish citizens.

"The soaring prices owe not only to the nosediving lira but also the exorbitant taxes that Ankara levies on automobiles," writes Muhdan Saglam. "A 18 percent value-added tax and a special consumption tax that varies according to the vehicle's base price and engine size. The total of taxes often exceeds the base price of the vehicle."

The weak lira has also made Turkish automobiles less expensive on the export market, boosting sales.

"The domestic market may be in turmoil," adds Saglam, "but Turkey's automotive sector — home to the plants of major brands such as Renault, Fiat, Toyota and Hyundai — remains the country's top exporter and ranks among the world's top 15 automotive hubs. The sector's exports totaled \$25.5 billion in 2020, according to the Automotive Industry Exporters Association."

### Normalization with Armenia won't help the lira, but it's still potentially big

In the midst of the economic crisis, Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu announced this week that Turkey would normalize ties with Armenia and charter flights between Istanbul and Yerevan would resume.

The road to normalization is complicated by bitter ties between Turkey and Armenia, including Turkey's unwillingness to recognize the genocide of Ottoman Armenians in 1915, Turkey's backing of Azerbaijan in the Nagorno-Karabakh war, and Russian-Turkish competition for influence in Central Asia.

Abdullah Gül became the first Turkish head of state to visit Armenia in September 2008, initiating a brief thaw in relations. Armenia signed normalization protocols in 2009, but relations soon soured again. US President Joe Biden recognized the Armenian genocide in an April 2021 statement, the first US president to do so, infuriating Turkey.

The dramatic announcement by Cavusoglu this week, however, may not be enough to offset public attention to the economic crisis, if that was part of the intent of the move to normalize ties with Armenia.

Cengiz Candar writes that "While the devastatingly shaken country is on the verge



People pass a currency exchange store on Nov. 17, 2021 in Istanbul, Turkey. The currency crisis is shaking Turkey's economy and upending living standards as people struggle to make ends meet. - Chris McGrath / Getty Images

of financial bankruptcy, normalization with Armenia would not yield any economic benefits for Erdogan to enhance his chances in the 2023 elections." The real impetus behind the move, Candar points out, can be found in the agreement signed between Russia, Armenia and Azerbaijan that ended the Nagorno-Karabakh clashes in November 2020. Last fall Azerbaijan, backed by Turkey, reclaimed all territories in Nagorno-Karabakh lost to Armenia in 1993.

The agreement was more than a ceasefire; "it was a document that aimed to shape the region's future," Candar explains. "The last provision of the deal calls for a setup of a corridor connecting mainland Azerbaijan with its autonomous exclave of Nakhichevan along the Turkish border," adds Candar. "Such a corridor would directly link Turkey to Azerbaijan on the Caspian Sea's western shore and from there to other Turkic states in Central Asia, in line with a decades-old joint Turkish and Azeri aspiration. Establishment of corridors and roads linking regional countries to each other is also useful for China's ambitious Belt and Road Initiative."

"The jury is still out on whether Ankara or Moscow came out

on top in the war over Nagorno-Karabakh or whether it was the latest iteration of their so-called "competitive cooperation," wherein the sides manage their differences in places like Syria and Libya and pursue their common interests," adds Amberin Zaman.

"But with its 'peacekeepers,' Russia retains leverage on both sides and has no intention of letting Azerbaijan control a proposed corridor between Nakhichevan and Azerbaijan proper, which is to be secured by more Russian troops." A potential for a Turkish rapprochement with Armenia has been well received in Washington, and could help sagging US-Turkey ties.

"Normalization efforts appear to be a rare positive agenda item between Ankara and Western capitals," writes Fehim Tastekin. "US Secretary of State Antony Blinken said that they 'welcome and strongly support' the move. ... Citing a Turkish official, Bloomberg reported President Joe Biden encouraged Erdogan to open Turkey's borders with Armenia during the two leaders' meeting in Rome." Looking for a bailout in the Gulf In January 2020, Saudi Arabia, the UAE, Bahrain and Egypt ended their three-year em-

bargo of Qatar, easing back into more normal trade and security relationships within the GCC and the Arab League. Turkey and Qatar have maintained close ties, and the Gulf reconciliation has allowed Turkey to open a new page in relations with the UAE and Saudi Arabia.

Ankara has had strained relationships with both Gulf states since 2011, when Turkey backed the Muslim Brotherhood and other Islamist groups during the Arab Spring. The UAE considers the Brotherhood, which took power in Egypt via elections in 2011-2012, and was deposed by military coup in 2013, a terrorist organization.

Erdogan blamed the UAE for backing the failed coup in Turkey in 2016. But that's all changing. Abu Dhabi Crown Prince Mohammed bin Zayed Al Nahyan pledged \$10 billion in investments in Turkey during an icebreaker visit to Ankara on Nov. 24; Erdogan is expected to return the visit in February.

The UAE "appears interested in Turkey's defense industry, which has recently enjoyed international limelight over the impact that the Bayraktar TB2 drones made in various conflicts," writes Fehim Tastekin. "While Erdogan visited Doha [December 6-7], Emirati officials explored cooperation opportunities with defense companies in Turkey, including Aselsan, the largest."

"Ankara hopes that Saudi Arabia will move to thaw the ice with Turkey, too, to avoid falling behind the UAE amid its ongoing troubles in Yemen. Erdogan appears eager to make a sharp U-turn and shake hands with Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman, whom Ankara held responsible for the 2018 slaying of journalist Jamal Khashoggi in the Saudi consulate in Istanbul," adds Tastekin.

## A Istanbul, un sommet pour accentuer la percée turque en Afrique

Une quarantaine de hauts responsables africains, dont treize chefs d'Etat et deux premiers ministres, sont attendus à Istanbul pour prendre part au 3e sommet Turquie-Afrique, vendredi et samedi.

**P**our ne rien manquer de l'actualité africaine, inscrivez-vous à la newsletter du Monde Afrique depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique ».

Une quarantaine de hauts responsables africains, dont treize chefs d'Etat et deux premiers ministres, étaient attendus à Istanbul pour prendre part au 3e sommet Turquie-Afrique, vendredi 17 et samedi 18 décembre. Ils doivent y discuter du renforcement de la coopération sur les fronts économique, sécuritaire et culturel mise en place ces dernières années par Ankara.

La rencontre se déroule sous la houlette du président turc, Recep Tayyip Erdogan, plus que jamais soucieux d'accroître la percée fulgurante de son pays sur le continent. A l'heure où les relations avec l'Union européenne sont distendues, où les révolutions arabes n'ont pas apporté les résultats escomptés, l'Afrique apparaît comme son terrain de prédilection.

Isolé sur la scène internationale, affaibli en interne par la chute vertigineuse de la devise turque, qui a perdu 45 % de sa valeur par rapport au dollar depuis le début de l'année, M. Erdogan compte sur ce sommet pour redorer son blason, notamment auprès

de ses exportateurs, avides de nouveaux marchés en ces temps de crise monétaire. Le président turc a déjà effectué 46 visites dans 30 pays et emmène toujours dans son sillage des dizaines d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs.

### Influence politique et sécuritaire

Le résultat est là. En dix-huit ans, le volume des échanges commerciaux a quintuplé, passant de 5,5 milliards de dollars (4,8 milliards d'euros) en 2003 à 25,3 milliards de dollars en 2020. Autrefois terre inconnue pour la diplomatie d'Ankara, l'Afrique compte actuellement 43 ambassades turques, contre 12 il y a vingt ans. Turkish Airlines dessert 61 villes du continent.

Les entrepreneurs turcs ont gagné des parts de marché en Afrique en construisant des routes, des stades et des aéroports, en vendant des matériaux de construction, des produits agroalimentaires, des machines textiles, des équipements médicaux, des produits d'hygiène. Vendus 20 % à 30 % moins cher que leurs équivalents européens, les produits turcs ont souvent meilleure réputation, auprès des consommateurs africains, que ceux fabriqués en Chine. Pour autant, les investissements directs turcs sur le continent, estimés à 6,5 milliards de dollars en

dix-huit ans, ne sont pas grand-chose au regard des dizaines de milliards investis par la Chine ou l'Union européenne sur la même période.

Mais l'intérêt d'Ankara est surtout stratégique. L'implication de l'armée turque en Libye ne peut qu'inciter M. Erdogan à renforcer son influence politique et sécuritaire dans la région. En juillet 2020, son ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, s'est rendu au Niger et y a signé des accords de coopération militaire dont la teneur est restée secrète. Des experts ont alors estimé qu'une base militaire pourrait y voir le jour, en plus de celles existant en Libye et en Somalie.

Les commandes de matériel militaire sont en hausse. Après le Maroc et la Tunisie, l'Ethiopie souhaite désormais acquérir des drones armés Bayraktar TB2, ainsi qu'une formation pour ses pilotes. Entre janvier et novembre, les ventes de matériel militaire turc à ce pays ont atteint 94,6 millions de dollars, contre 235 000 dollars pour la même période l'année dernière. L'Angola, le Tchad et le Maroc ont augmenté leurs commandes d'armes dans les mêmes proportions cette année, selon l'Union des exportateurs turcs.

### Bourses d'études pour imams et théologiens

Après de ses partenaires africains, M. Erdogan aime à se présenter comme une alternative aux anciennes puissances coloniales, assurant que son pays est vierge de tout passé impérialiste. « En tant que Turquie, nous rejetons les approches orientalistes de l'Occident vis-à-vis du continent africain. Nous embrassons les peuples du continent africain sans discrimination », a-t-il déclaré en octobre lors de sa dernière tournée africaine.

Le rayonnement turc est aussi culturel et idéologique. « Les autorités entendent contribuer à l'enseignement de l'islam dans le monde », explique Bayram Balci, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) à Istanbul. « Non seulement les fondations et les confréries religieuses turques sont actives en Afrique, mais elles proposent aussi des bourses aux imams et aux théologiens désireux de venir se former en Turquie », rappelle le chercheur. Plus de 5 000 jeunes Africains font actuellement leurs études à Istanbul ou à Ankara ; un cinquième d'entre eux a reçu une bourse.

Le « soft power » d'Ankara est à l'œuvre dans l'ouest de l'Afrique, où l'on ne compte plus les fondations islamiques turques à vocation humanitaire ou culturelle. Présente depuis les années 1990, la Fondation pour les

droits de l'homme et l'aide humanitaire (IHH), qui intervient dans 41 pays, se targue d'avoir fourni des opérations gratuites de la cataracte à 100 000 patients africains. Le Croissant rouge turc et l'Agence turque de gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD) apportent leur soutien aux populations en matière d'accès à l'eau ou aux soins, notamment au Mali et au Niger.

175 écoles dans 25 pays  
La direction des affaires religieuses (Diyanet), l'une des plus riches et des plus influentes institutions étatiques, contribue à la construction et à la restauration de mosquées au Mali, au Niger et au Ghana. L'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) vient pour sa part de mettre la dernière main à la restauration de la mosquée Nurul Hamidiye au Cap, en Afrique du Sud, premier

partenaire commercial d'Ankara sur le continent.

La formation des élites africaines figure également au programme du gouvernement turc. La fondation islamique Maarif, contrôlée par l'Etat, gère 175 établissements scolaires dans 25 pays. Pour la plupart, il s'agit des écoles fondées par l'imam Fethullah Gülen et saisies par la Turquie après le coup d'Etat manqué du 15

juillet 2016, ourdi, selon Ankara, par le prédicateur et son puissant mouvement.

« Ankara a repris à son profit une partie du savoir-faire [des anciennes] écoles Gülen. Elles proposent des cours en anglais, notamment dans des pays africains francophones. La France ne peut pas proposer ce service ; la Turquie le peut, et c'est ce qui fait en partie son succès », estime Bayram Balci.



17 décembre 2021

## Irak: 11 morts dans des inondations à Erbil

**D**es inondations ont frappé vendredi le sud-est de Hewlêr (Erbil). Les autorités ont mis en garde contre de nouvelles pluies diluviennes.

Le nombre de personnes ayant perdu la vie dans les inondations causées par des pluies torrentielles dans la ville de Hewlêr, au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak), est passé à 11.

Selon les autorités locales, l'organisation de défense civile a retrouvé les corps de trois personnes disparues. L'une des victimes est un citoyen des Philippines, une autre est de nationalité turque.

Le nombre de personnes qui ont perdu la vie dans les inondations s'élève dés-



ormais à 11, alors que les rapports précédents faisaient état de 8 morts.

Parmi les morts, figurent des femmes et des enfants. Par ailleurs, quatre membres des équipes de secours ont été blessés au cours des

opérations de sauvetage.

Les inondations ont frappé le sud-est de Hewlêr. Les autorités ont mis en garde contre de nouvelles précipitations de grande ampleur.

Suite aux inondations, de

nombreuses familles ont été contraintes de quitter leur domicile et d'importants dégâts matériels ont été signalés.

Les équipes de secours sont toujours à la recherche de personnes disparues.

## La livre turque dévisse encore après une nouvelle décision d'Erdogan

**L**a politique du président turc, qui dévalue la monnaie nationale au prétexte de lutter contre l'inflation, et qui divise la presse locale, a de fortes conséquences sur le pouvoir d'achat de la population.

La chute de la livre turque ne semble pas connaître de fin. Vendredi 17 décembre, elle perdait encore 7 % de sa valeur face au dollar au lendemain d'une nouvelle décision de la banque centrale de baisser les taux d'intérêt. Une politique monétaire ordonnée par le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan, qui entend continuer à injecter de l'argent dans l'économie pour garantir une croissance élevée, au risque d'une sortie de route.



Des Turcs dans un marché à Istanbul, le 15 décembre 2021. PHOTO / REUTERS / Dilara Senkaya

### “Un raisonnement que personne ne comprend”

Une partie de la presse pro-gouvernementale applaudit cette politique risquée de dévaluation qui devrait en théorie permettre au pays d'exporter davantage, mais qui provoque une inflation record. “Avec la pandémie, la Chine a perdu le rôle qu'elle tenait dans la chaîne de production internationale, la Turquie va prendre sa place”, prédit le quotidien *Türkiye*, qui renvoie la responsabilité de l'inflation à de prétendus “terroristes des prix, des traîtres de l'intérieur qui font gonfler les prix et sabotent l'économie”.

Le journal appelle les chefs

d'entreprise à “devenir des martyrs de l'économie”.

Sacrifiez vos profits et baissez tous vos prix de 50 % pour lutter contre ce terrorisme, la nation vous en sera reconnaissante.”

La presse d'opposition, elle, dénonce une politique économique mal inspirée. “Erdogan prétend que les taux d'intérêt élevés créent de l'inflation, mais c'est un raisonnement que personne ne comprend et qui est à rebours de toutes les théories économiques”, s'agace un éditorialiste du média en ligne T24. “Au contraire, la politique actuelle de baisse du cours de la livre turque crée elle-même de l'inflation”, les

biens importés coûtant plus cher à l'achat.

Des files d'attente pour du pain à bas prix

Jeudi 16 décembre, le président turc a annoncé une revalorisation importante du salaire minimum - désormais équivalent à moins de 300 dollars, alors qu'il était encore à 560 dollars en 2013 - pour lutter contre la perte de pouvoir d'achat.

Mais ses effets sur le portefeuille des ménages turcs pourraient ne durer que quelques mois face à une inflation galopante, qui touche en premier lieu les classes populaires, comme le souligne le

quotidien *Cumhuriyet*, qui s'est rendu dans un des stands de la municipalité d'Istanbul vendant du pain presque trois fois moins cher que les prix habituels.

“Sans cette alternative, les gens seraient abandonnés à la faim”, témoigne un acheteur interrogé par le journal. “Nous n'avons plus les moyens de nous procurer du pain dans une boulangerie, alors nous l'achetons ici en grande quantité et nous le congelons.”

Et de déplorer :

Je n'ai jamais vu un tel niveau de pauvreté dans la société ni autant d'attente pour se procurer du pain.”

## Les négociations sur le nucléaire iranien menacées d'enlisement

Les Iraniens ont demandé une pause dans les discussions en cours à Vienne, alors que « quelques progrès techniques » ont été enregistrés ces derniers jours. Les Européens espéraient négocier sans relâche pendant les fêtes de fin d'année pour tenter de rattraper le temps perdu. Ils ont dû accepter, vendredi 17 décembre, à Vienne, de faire une nouvelle pause dans les tractations indirectes engagées entre l'Iran et les Etats-Unis afin de sauver l'accord sur le nucléaire. Cet objectif, érigé en priorité par le président américain, Joe Biden, trois ans après que Donald Trump a dénoncé le compromis initial, est rendu très incertain par l'arrivée à la présidence iranienne de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, cet été. Après cinq mois de suspension pour cause d'élections en Iran, les discussions avaient été relancées, le 29 novembre, dans le prestigieux cadre du palais Coburg, au cœur de la capitale autrichienne, là où l'accord fut signé en 2015.

Cette interruption – la seconde en trois semaines – illustre le risque d'enlisement des pourparlers. La première pause, le 3 décembre, avait été demandée par les Occidentaux pour obliger l'Iran à modérer ses positions. La délégation iranienne était en effet arrivée à Vienne en affichant des exigences radicales, jugées inacceptables par Washington : la fin de toutes les sanctions en vigueur, adoptées à l'initiative de l'administration Trump dans l'espoir d'enterrer défini-

tivement l'accord, et des garanties censées éviter que les Etats-Unis ne rompent à nouveau un éventuel traité renégocié.

Au passage, soucieux d'afficher sa fermeté, le négociateur iranien Ali Bagheri refusait de reprendre les négociations là où elles avaient été arrêtées en juin, à la suite d'échanges considérés comme plutôt fructueux entre l'administration Biden et le pouvoir iranien sortant. Au contraire, la nouvelle équipe de négociateurs avait même formulé toute une série d'exigences revenant à contester peu ou prou 90 % des textes sur la table.

Donnant-donnant

La nouvelle trêve répond cette fois à un souhait des Iraniens, mais elle a surpris les négociateurs européens, qui l'ont qualifiée d'« interruption décevante ». « Quelques progrès techniques » avaient en effet été effectués ces dernières vingt-quatre heures, ont-ils indiqué vendredi. Après de longues explications, les Iraniens avaient enfin accepté un document présenté comme une « base de discussion », renonçant ainsi à une partie de leurs revendications.

Cette étape doit désormais permettre de se concentrer au plus vite sur les principaux enjeux, dans un donnant-donnant qu'il reste à traduire en engagements précis : la levée graduelle des sanctions américaines, susceptible de soutenir l'économie, contre l'arrêt du programme nucléaire ira-

nien. Or, celui-ci a fait de considérables progrès en trois ans, à en croire les Occidentaux, depuis que Téhéran a pris ses libertés avec ses engagements d'origine. Les Iraniens produisent dans des quantités préoccupantes de l'uranium enrichi et disposent de centrifugeuses modernes. L'une des questions les plus épineuses est de savoir, dans l'optique d'un nouvel accord, quoi faire des stocks de matières fissiles et des équipements mis en place ces dernières années par l'Iran. Mercredi, Téhéran avait envoyé un autre signal encourageant en acceptant enfin, après des semaines d'épreuve de force, le remplacement par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de caméras de surveillance installées sur le site de Karadj, à l'ouest de Téhéran. Un geste réclamé par les négociateurs afin de pouvoir contrôler l'avancement du programme nucléaire iranien. Le directeur de l'AIEA, Rafael Grossi, s'est félicité d'un « pas important », susceptible d'apaiser le climat avec l'Iran, qui complique de longue date les missions d'inspection de l'agence sur son territoire.

« Moscou et Pékin jouent le jeu »

Sans expliquer les raisons de cette pause, Ali Bagheri a fait état sur Twitter de « progrès notables » cette semaine. « Les Européens comme la Russie et la Chine ont multiplié les échanges, chacun avec leurs mots, pour aplanir

le terrain », dit un diplomate, en constatant que « Moscou et Pékin jouent le jeu ». « Il reste encore beaucoup de travail », a commenté Enrique Mora, le coordinateur de l'Union européenne.

Pour compliquer les choses, les délégations américaine et iranienne ne négocient pas directement ensemble, à la demande des représentants de Téhéran. Elles passent par l'entremise des différentes parties en présence : soit le coordinateur de l'Union européenne, soit les négociateurs des trois pays européens engagés dans les pourparlers – France, Allemagne et Royaume-Uni –, sous l'œil vigilant de la Russie et de la Chine.

Cette pause est-elle un nouveau moyen pour Téhéran de gagner du temps ? Personne ne le sait encore, mais les Européens ont souligné vendredi « l'urgence » de conclure les pourparlers. « C'est une question de semaine, pas de mois », ont-ils insisté. D'après eux, il ne sera bientôt plus possible d'espérer raviver l'accord de 2015, car celui-ci risque d'être vidé de sa substance, si l'Iran devait être sur le point dans les prochains mois de se doter de l'arme nucléaire.

Aucune échéance n'a été annoncée officiellement pour la relance des discussions. Elles pourraient reprendre vers le 27 décembre. Une date que les Iraniens semblent prêts à accepter, mais que les Occidentaux trouvent bien tardive vu les retards accumulés.

## Colère en Iran, l'exécution d'un prisonnier kurde suscite l'indignation

**A**rrêté en octobre 2016, le militant kurde Heidar Ghorbani a été exécuté dimanche 19 décembre dans l'ouest de l'Iran. L'exécution est passée sous silence dans les médias locaux mais a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux.

L'exécution du prisonnier politique kurde Heidar Ghorbani – détenu depuis 2016 par les autorités iraniennes – a suscité une vague de condamnations sur les réseaux sociaux ainsi que des manifestations localisées contre le pouvoir. Heidar Ghorbani, 48 ans, était accusé d'être impliqué dans les meurtres de trois hommes liés au Bassidj, branche paramilitaire des Gardiens de la révolution, dans la province du Kurdistan, dans l'ouest de l'Iran.

Arrêté en octobre 2016, il a été exécuté le 19 décembre dans la prison de Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan, a annoncé sa famille. Après son interpellation, Ghorbani avait "d'abord fait l'objet d'une disparition forcée pendant trois mois, durant laquelle il aurait été torturé et placé à l'isolement", écrit le média kurde irakien Rudaw. "Des groupes de défense des droits de l'homme affirment que sa condamnation était fondée sur des preuves douteuses obtenues sous la torture et qu'il aurait été privé d'un avocat au cours de l'enquête", renchérit la BBC, ajoutant que l'accusé "avait nié tout lien avec les meurtres" dont il est accusé.

Selon le média britannique, Ghorbani a en outre été "re-



Rassemblement à Londres, le 8 octobre 2021, contre le président iranien Ebrahim Raisi et les exécutions en Iran avant la Journée mondiale contre la peine de mort (10 octobre). Photo / Zuhail Demirci / ANADOLU AGENCY / AFP

connu coupable d'être membre d'un groupe d'opposition armé en exil – le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) –, qui lutte pour une plus grande autonomie de la communauté kurde d'Iran", à l'instar du PKK en Turquie.

Les Kurdes, de confession sunnite, branche de l'islam minoritaire dans l'Iran chiite, habitent essentiellement dans l'ouest du pays, notamment dans les provinces du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan occidental. Depuis la révolution islamique, en 1979, la région est régulièrement le théâtre d'accrochages entre les forces armées iraniennes et des militants kurdes.

### "Rare défiance"

Cette exécution n'a pas fait grand bruit dans les médias à Téhéran, où la presse s'est contentée de relayer le communiqué de l'Autorité judi-

ciaire annonçant l'application de la peine de mort contre Heidar Ghorbani :

La peine de mort a été appliquée aujourd'hui [dimanche] dans la prison de Sanandaj contre Heidar Ghorbani pour cause de révolte armée, de complicité dans le meurtre prémédité de trois citoyens kurdes sunnites du Kurdistan et appartenance au groupe criminel et hostile PDKI."

Selon le quotidien Hamchahri, journal de la municipalité de Téhéran, "un documentaire intitulé 'Chauffeur de la mort', basé sur les aveux de Ghorbani, avait été diffusé en 2016 sur Press TV", la chaîne anglophone de la télévision d'État iranienne. "Ghorbani avait confessé dans le documentaire avoir coopéré avec deux groupes liés au PDKI pour mener des opérations terroristes en Iran. Il avait accompagné des membres du groupe

dans le pays puis les avait déposés de l'autre côté de la frontière après l'opération", affirme Hamchahri. Des organisations de défense des droits de l'homme à l'étranger ou dans le pays accusent régulièrement l'Iran d'avoir recours aux aveux "forcés", notamment auprès des prisonniers politiques.

### "Notre colère rejailit"

L'annonce de l'exécution du militant kurde a provoqué une vague d'indignation sur les réseaux sociaux. Les habitants de Kamyaran, ville natale de Ghorbani, se sont rassemblés devant son domicile pour dénoncer son exécution. "Dans une rare démonstration publique de défiance en Iran, des manifestants ont crié des slogans contre le pouvoir devant le domicile" de Ghorbani, a indiqué BBC. "Les habitants l'ont qualifié de martyr."

"C'était comme si Navid Afkari était à nouveau exécuté : une fois de plus, notre colère rejailit avec le meurtre d'un des nôtres", a écrit sur son compte Twitter Saïd Afkari, le frère du lutteur exécuté en 2020, accusé d'avoir assassiné un agent du renseignement à la suite des manifestations contre le pouvoir.

"La série interminable d'exécutions politiques et d'enterrements secrets de cadavres et le harcèlement de familles au Kurdistan se poursuit", a réagi le militant kurde Amjad Hossein Panahi sur la même plateforme.

## Baby dies from cold in Diyarbakır after electricity provider cuts off power

In the southeastern province of Diyarbakır's Silvan district, a two-year-old asthmatic baby died from the cold after the local electricity distribution company DEDAŞ cut off power in his family's home due to debt, Mesopotamia News Agency reported on Dec. 20.

Yunus Emre Bilen's heart stopped due to the sudden temperature drop after the heating was shut off.

In the past couple of years, tensions have arisen several times in Turkey's southeastern provinces after DEDAŞ cut off power to the local residents.



In Jan. 2015, a row erupted between DEDAŞ and the Municipality of Diyarbakır after the electricity provider accused the municipality of being in debt and cut off power to water facilities. In retaliation, the Municipality of Diyarbakır

had sealed DEDAŞ's headquarters in the district of Silvan.

In July 2017, DEDAŞ personnel were held hostage by people protesting power cuts in the city of Şanlıurfa.

In July 2020, villagers in the province of Mardin went on a hunger strike after DEDAŞ requested debt payments and shut off power to the wells used by the villagers to draw water. The villagers took the matter to court, and even though the court ruled in their favor, DEDAŞ refused to restore power.

More recently, in June 2021, farmers in the province of Mardin staged a sit-in to protest DEDAŞ's power cuts of transformers providing energy to irrigation wells. In Aug. 2021, 11 people in Şanlıurfa's district of Akçakale were detained for protesting DEDAŞ power cuts by erecting road blockades.

## Taybet İnan commemorated: 'Perpetrators are still on duty'

Taybet İnan was shot by sharpshooters in Silopi district in Turkey's Kurdish-majority southeastern province of Şırnak 6 years ago yesterday (December 19). Her dead body was left on the street for 7 days.

Taybet İnan was commemorated in the 6th year of her death. As reported by Mezopotamya Agency (MA), the commemoration was attended by Peoples' Democratic Party (HDP) Silopi District Organiza-

tion, Free Women's Movement (TJA) activists, HDP Şırnak MP Nuran İmir, HDP Şırnak Provincial and District Organization and Peace Mothers.

While people came in front of Taybet İnan's house for the commemoration, they carried her picture during the ceremony.

Addressing the group during the commemoration, HDP's İmir raised concerns that the perpetrators who caused

İnan's death are still on duty:

The state must identify these perpetrators. But, unfortunately, the ones who carried out this massacre and inflicted this pain on us are governing Turkey today. There is no such other massacre in the world. No matter what happens, we will not forget the atrocity inflicted through the body of Mother Taybet.

Halime İnan, the daughter of Taybet İnan, also said that she

will never let her mother be forgotten: "My mother is revolt. She will never be forgotten. My mother is always with us and still among us. I will never forget that day. Justice must be served. We want freedom and peace. We cannot breathe anymore. My mother is the mother of Kurdistan."

Following the speeches, carnations were left in front of Taybet's İnan's picture in her memory. (RT/SD)

## Décès suspect d'un autre prisonnier kurde en Turquie

**V**edat Çem Erkmen était détenu à la prison de type F de Tekirdağ où il purgeait une peine de réclusion à perpétuité aggravée. Il est mort dimanche dans des circonstances suspectes.

L'administration pénitentiaire qui a appelé la famille d'Erkmen vers 21 heures dimanche, a affirmé qu'Erkmen s'était suicidé dans sa cellule.

La famille d'Erkmen et des avocats de l'Association des droits de l'homme (İHD) et de l'Association des avocats pour la liberté (ÖHD) se sont rendus à la prison de Tekirdağ. Cependant, ils ont appris sur place que les procédures d'autopsie d'Erkmen avaient déjà été effectuées.

« **Vedat a été tué !** »

Gürkan İsteli, membre de la commission des prisons de la branche d'Istanbul de l'ÖHD, a publié une déclaration sur les réseaux sociaux disant : « Que cachent-ils à qui ? Nous avons fait des allers-retours entre la prison, le palais de justice et l'hôpital pendant des heures. La prison a rejeté



L'attente de la famille pour récupérer le corps de Vedat Erkmen, devant la direction des cimetières d'Istanbul

toutes nos demandes pour voir le corps. Quelques heures plus tard, nous avons pu joindre le bureau du procureur en service, et avons enfin pu identifier le corps. »

Il a poursuivi : « Notre client, Vedat Erkmen, a été déplacé de sa cellule vers une cellule d'isolement il y a quelques jours. La raison de ce transfert est qu'il n'était pas en sécurité. Nous pensons qu'il a été assassiné. Pourquoi Vedat qui a été déplacé de sa cellule par mesure de sécurité se serait-il suicidé ? »

Selon l'avocat, au cours d'un entretien téléphonique vendredi der-

nier (17 décembre), Erkmen aurait demandé à son frère de déposer une plainte contre l'administration pénitentiaire.

« **Ils ne nous donnent pas le corps car nous sommes kurdes** »

Le corps d'Erkmen a été amené à la Direction des cimetières d'Istanbul Küçükçekmece, lundi dans la matinée. La famille a demandé à le récupérer afin de le transporter à l'Association Digor Dağpınar à Esenyurt pour une cérémonie funéraire, pour ensuite l'emmener à Kars, la ville natale du défunt. La police a cependant refusé de restituer le corps au prétexte que la

cérémonie à Esenyurt occasionnerait des « troubles ». « Ils ne nous donnent pas le corps car nous sommes kurdes », a dénoncé la famille.

**Cercueil enlevé par la police**

Pendant que la famille et les représentants de la société civile attendaient, le corps d'Erkmen a été enlevé par la police qui a déclaré qu'il serait emmené à la Fondation Mehmetçik, située entre Istanbul et Gebze. La famille Erkmen s'est alors mise à suivre le véhicule transportant le cercueil.

**5 décès en moins de 10 jours**

La mort d'Erkmen est le cinquième décès suspect dans les prisons turques en moins de 10 jours. Garibe Gezer, prisonnière politique victime de torture et de viols, est décédée dans une cellule d'isolement disciplinaire le 9 décembre, dans la prison de haute sécurité de Kandira, à Kocaeli. Cinq jours après, l'on apprenait le décès d'Abdulrezzak Suyur dans la prison de Sakran, suivie le lendemain, de celui de Halil Güneş dans la prison de haute sécurité n°2 de Diyarbakır, puis de celle d'Ilyas Demir dans la prison de type T de Bolu le 18 décembre.

## L'artillerie turco-jihadiste fait 3 morts et 9 blessés au Rojava

**L**es forces d'occupation turques et djihadistes bombardent la ville de Zirgan avec de l'artillerie depuis des jours. Aujourd'hui, alors que la zone d'attaque s'étendait, trois personnes ont été tuées, 9 autres, dont plusieurs enfants ont été blessées. Dans le même temps, des attaques ont lieu contre des villages à l'ouest de Til Temir.

Une famille a été touchée dans le village de Rebîat de la ville de Zirgan. Melka Ehmed et sa mère Fesla ont été tuées dans l'attaque, et les enfants Cûdî Îd, 4 ans, Cûrî Îd, 11 ans, et Ehmed Îd, 8 ans, ont été grièvement blessés. Salih Hamid El Hisen, 60 ans, a succombé à ses blessures à l'hôpital. Dans le village voisin de Til Werd, un homme de cinquante ans et un enfant ont été blessés. Ils ont été

transférés à l'hôpital de Hesekê.

Trois soldats du gouvernement syrien auraient également été blessés dans le bombardement en cours. Le transport des blessés est entravé par les attaques en cours.

Les attaques contre les villages de la ville de Zirgan proviennent de positions dans le village de Bab El Xêr en zone occupée turque.

Zirgan est située à une trentaine de kilomètres à l'est de la ville de Serêkaniyê (Ras al-Ain), entièrement occupée depuis octobre 2019, et se situe en bordure d'une route de liaison entre les axes stratégiques 712 et M4. Il y a moins de 25 kilomètres de Zirgan à Til Temir dans la vallée de Khabur peuplée de chrétiens, que la Turquie veut intégrer à sa zone d'occupation illégale.

## « L'afflux de migrants kurdes irakiens est un révélateur des inégalités profondes dont souffre leur société »

La corruption endémique régnant au Kurdistan d'Irak ne laisse d'autres choix aux jeunes que de fuir le pays ou de se soulever contre les dynasties politiques en place dénonce, dans une tribune au « Monde », Kamal Chomani, analyste politique kurde d'Irak.

Tribune. De la frontière de la Pologne à la Manche, l'afflux de migrants venus du Kurdistan d'Irak en Europe est un révélateur des inégalités profondes dont souffre leur société d'origine.

La crise actuelle est un des effets du fossé qui existe, depuis des décennies, entre les familles dirigeantes kurdes et la majorité de la population, un clivage si insupportable que le peuple du Kurdistan, ses étudiants, ses jeunes, n'ont d'autre choix que de fuir le pays ou de se soulever contre les dynasties politiques en place.

### Corruption et injustice

Au revers de l'exode des uns, on trouve la révolte des autres, en cours dans plusieurs villes du Kurdistan irakien où des manifestations étudiantes sont réprimées par les autorités depuis la fin du mois novembre.

Les rêves nationaux du peuple kurde, pour lesquels la France a activement œuvré lors de l'exode et du soulèvement kurde de 1991, ont été volés par les dynasties Barzani et Talabani, toujours au pouvoir trente ans après. De nombreux facteurs permettent sans doute d'expliquer que les Kurdes d'Irak fuient aujourd'hui leur

pays. Ils ont cependant pour dénominateur commun la corruption et l'injustice que font régner ces deux familles dans la région.

Le premier ministre kurde irakien vante en permanence ses réformes. Comment pourrait-on parler de réformes alors que la région du Kurdistan ne dispose même pas de loi de finances ? Masrour Barzani se contente d'allouer des fonds à différents projets selon son bon plaisir, sans consulter le parlement ni même ses ministres. Ses décisions sont arbitraires et relèvent souvent de la pure propagande destinée aux réseaux sociaux.

Dès 2020, deux commissions du Parlement du Kurdistan avaient commencé à se pencher sur l'augmentation du nombre de candidats au départ vers l'Europe parmi les jeunes et des familles kurdes d'Irak. Les dirigeants du Kurdistan irakien étaient au courant du problème avant que la crise n'atteigne le stade actuel. Mais le gouvernement Barzani n'a rien fait pour enrayer ce phénomène.

### Barzani et Talabani se déchirent

La situation présente donne désormais aux tenants du pouvoir l'opportunité de blâmer leurs adversaires politiques et de demander une nouvelle fois à la communauté internationale de mettre la main à la poche à leur place pour résoudre des problèmes dont ils sont eux-mêmes la cause.

Tandis que la crise migratoire kurde en cours à la frontière

entre la Pologne et la Biélorussie faisait la « une » de la presse internationale, un mouvement social, notamment parmi les étudiants, s'est mis en branle au Kurdistan. Les deux phénomènes vont de pair. Ils constituent d'un même cri d'alarme adressé aux chefs kurdes.

Depuis le début du XXe siècle et la division des territoires majoritairement habités par des Kurdes entre les quatre Etats du Moyen-Orient – la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran –, les Kurdes ont pris à maintes reprises le chemin de l'exil pour échapper à des régimes autoritaires, étrangers. Mais depuis les années 1990 au Kurdistan d'Irak, ils fuient ceux-là mêmes qui étaient censés être les libérateurs de la nation.

A peine le Kurdistan débarrassé du joug de Saddam Hussein en 1991, ses deux principales dynasties politiques ont commencé à se faire la guerre. Les Barzani à la tête du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani (1933-2017) se sont déchirés au cours d'une guerre civile qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui non plus par les armes, mais par un contrôle prédateur des ressources et de l'économie.

### Malédiction

L'idée d'un « boom » économique kurde qui distinguait la région du reste de l'Irak livré au chaos promu après l'invasion américaine de 2003 a vécu. Il ne s'agissait que de changements de surface, dus à un afflux soudain de fonds

internationaux et au reversement aux autorités kurdes par les nouvelles autorités en place à Bagdad de 17 % du budget total de l'Irak. Il n'y a eu de « boom » que dans les comptes en banque des familles régnantes. Pour la population, cette économie rentière s'est révélée être une malédiction.

Le système clientéliste et partisan mis en œuvre au Kurdistan par les deux familles régnantes leur a permis d'assurer une mainmise totale sur l'économie et les institutions de la région. Cette consolidation de pouvoirs personnels s'est faite avec le soutien inconditionnel de la France, de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Enfin, les forces armées et de sécurité kurdes, soutenues par Paris et d'autres capitales occidentales, sont toujours aussi polarisées en fonction de leurs allégeances aux familles au pouvoir que lors de la guerre civile entre le PDK et l'UPK. Elles sont aujourd'hui utilisées pour réprimer toute forme d'opposition populaire. Leur utilisation à des fins politiques reste une grande menace pour la sécurité et la stabilité du Kurdistan.

Masrour Barzani aspire à une consolidation complète de son pouvoir au Kurdistan irakien. Et son peuple en souffre, les étudiants les plus pauvres n'ont d'autres recours que de descendre dans les rues et des exilés kurdes refusant le système en place meurent aux frontières de l'Europe, en quête d'une clémence qui leur est refusée.



December 21, 2021

## Kurdistan reports 147 new COVID-19 cases, as Iraq warns of 'more severe' Omicron wave

The Kurdistan Region Health Ministry reported on Monday that 147 more people in the region have tested positive for COVID-19. Healthcare workers have also recorded six deaths due to the highly contagious disease.

According to official data, there have now been a total of 379,655 cases of COVID-19 across the Kurdistan Region, in-

cluding 7,060 deaths. And 369,939 people have reportedly recovered from the infection.

Over the past 24 hours, health officials reported 364 COVID-19 cases across Iraq, as well as eleven deaths tied to the disease, according to the Federal Ministry of Health.

Iraq, including the Kurdistan Region, has now recorded

2,090,844 infections, including 24,074 deaths, and 2,060,413 recoveries.

So far, Iraq has not recorded any infection with the Omicron strand, which was first detected in South Africa and is a variant of concern as classified by the World Health Organization (WHO).

The Iraqi Health Ministry has

warned that Omicron could enter the country and lead to a new COVID-19 wave that would be "more severe" than previous ones and impede ongoing efforts to stop the spread of the virus.

The ministry again strongly urged the public to get vaccinated against COVID-19 and indicated that most studies have shown that the jabs are still effective against Omicron.



December 21, 2021

## President Barzani, Iranian ambassador to Iraq discuss bilateral ties

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Tuesday received the Iranian ambassador to Iraq Iraj Masjedi, with the two discussing bilateral ties and the political scene in Iraq.

Barzani and Masjedi discussed "the relations between Iraq, the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran as well as the latest developments in joint cooperation," a statement from the presidency read following the meeting.

Both sides emphasized the importance of "working towards maintaining security and stability in the area," as well as developing the relations between the Region and Iran.

Iran has not yet commented on the meeting.

The Kurdistan Region and Iran have enjoyed good relations in the past, and share several border crossings.

Tehran was a key ally of the Region in the war against the Is-

lamic State (ISIS). Iran was the first country to offer assistance in 2014 to the Peshmerga who faced a battle against the terror group with outdated equipment.

Barzani and Masjedi also discussed ISIS threats and its recent surge in attacks that killed 22 Kurdish Peshmerga fighters since November 27.

Barzani led a Kurdish delegation to Tehran in August to attend the swearing-in ceremony of Iran's President Ebrahim Raisi.

When Barzani arrived in Tehran for the inauguration ceremony, the flag of the Kurdistan Region was raised at the airport while the Iraqi flag was noticeably absent.

The raising of the Kurdish flag sparked concern from some Iraqis leading Iran to issue a statement describing the move as a "mistake", and a decision taken by the executive welcoming team stationed at the airport.

A film earlier this year, however, rankled Erbil. The short film, released by Farsnews, a media outlet affiliated with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), said that Quds commander Qasem Soleimani had saved the Kurdistan Region. Kurdish politicians said international assistance was crucial, but it was the Peshmerga on the ground who won the war. The KRG officially complained to Tehran over the film, saying "this kind of distortion of events should not be allowed."

Several armed Kurdish Iranian groups are based in the Kurdistan Region, from where they launch attacks on Iranian forces. Iran occasionally fires across the border at alleged positions of these parties. Evidence in a recent court case revealed the IRGC were behind the 2018 murder of a commander of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDP-I). An Erbil court sentenced three people to death in connection with the case.

Another issue between Iran and the Kurdistan Region is water. To address chronic water shortages that are worsening because of the climate crisis, Iran has built a network of dams and canals, diverting water from cross-boundary rivers into its own reservoirs, lakes, and fields.

Iraq has opened discussions with Iran on sharing vital water resources but the issue is increasingly contentious, with Iraq's water ministry proposing to take Iran to The Hague over water in late October.

Iran is a major trading partner. Since the overthrow of the regime of Saddam Hussein in 2003, Iraq and the Kurdistan Region have become two important destinations for Iranian goods. Iraq was the second-biggest customer for Iran's increased exports from February to October of this year.

## Kurdistan's Weekly Brief December 21, 2021

### Iran

The Iranian regime executed Heidar Ghorbani, a Kurdish political prisoner, despite outcry by human rights organizations, including Amnesty International. According to the Hengaw Organization for Human Rights, Ghorbani was executed on Sunday in Sanandaj (Sena) prison secretly, while authorities falsely informed his family to visit the jail before his Ghorbani's "transfer" to a Tehran prison. Upon arrival, the officers took the family to Sena's main cemetery and pointed to Ghorbani's grave. "They buried him in Beheshte Mohammadi cemetery themselves and didn't give us his body," Ghorbani's relative told Iran Human Rights. Ghorbani was jailed in October of 2016 and accused of providing transport and logistical support in an attack on three Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC). However, Ghorbani and his lawyers denied the charges, and many reports suggested his interrogation under torture. On Monday, December 20th, dozens of Kurds in Ghorbani's hometown, Kamyaran, protested his execution, and thousands of Kurdish activists and human rights advocates posted Ghorbani's story on social media. The Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP) said "baseless accusations" were used against Ghorbani for political leverage, including to dismay civilian activists. The CCIKP accused the Iranian regime of torturing Ghorbani for "five years" and "stripping him from his basic rights."

Families of nine Iranian Kurdish migrants who were deported from Turkey to Syria held a strike in front of the Turkish embassy in Tehran, demanding Turkish authorities to reveal the fate of the migrants, who were deported by Turkey months ago to Turkish-occupied areas in Syria. The migrants allegedly claimed they

were Syrians to avoid deportation to Iran, but they remain missing.

### Iraq

After several ISIS (Da'esh) attacks on the Peshmerga forces, Erbil Counter-Terrorism announced the capture of a cell of terrorists, the group are members of the "north of Baghdad" branch of the "Islamic State." According to the confessions of the terrorists, they provided logistical help to other terrorists in Baghdad, including medical aid to wounded terrorists. Separately, the Peshmerga forces seized a Da'esh hideout and "diffused group of mines and bombs planted along the road in the area" near Qarah Tapah on Friday. Further, near the same areas, the Peshmerga forces discovered a mass grave of dozens of Iraqi soldiers killed by Da'esh terrorists in 2018. Since the recent Da'esh attacks, the Peshmerga forces have launched several campaigns cracking down on terrorists operating in the disputed territories.

At least twelve people were killed by floods in fifteen neighborhoods in Erbil on Friday after heavy rainfall. The flooding occurred instantly in the early hours of Friday, preventing victims from escaping, including a 10-month old child. Erbil province declared a state of emergency to clear the damages in homes and roads and as a precautionary step of further flooding. According to Erbil's governor Omed Khoshnaw, the property damage to private and public property has reached nearly 21 billion Iraqi dinars (around 20 million USD) so far. In the Takia district of Sulaymaniyah province, a body of 18 year old was found 3 miles away from a flooding area, a day after he was missing.

### Syria

According to Russian state-

owned Sputnik, Turkey and Syria held talks recently over Turkish presence in the Eastern Euphrates and the Kurdish areas run by the Kurdish-led Syrian Democratic Force (SDF). According to a Syrian military officer who spoke to Sputnik, the two sides discussed the "reactivation of the Adana Agreement. The agreement signed in 1998 allows Turkish forces to launch military incursions 5km (3.1 miles) deep into Syrian soil. The meeting aims to undermine the Kurdish control self-administration in the region amid failed Russian attempts at convincing the Syrian regime to grant constitutional rights to the Kurds. Meanwhile, during a meeting with Arab tribes in Deir Ez Zor governorate, the commander of the SDF, Mazloun Abdi, said they wouldn't hold "any talks" with the Syrian regime without the participation of the non-Kurdish representatives in the region. The non-Kurds are mainly in Manbij, Deir Ez Zor, and Raqqa. Abdi's meeting came after concerns from the Sunni Arab population, part of the AANES who faced brutality by the regime.

On Tuesday, Turkey and its radical proxies shelled villages near Zarkan town (Abu Rasain), killing three civilians and wounding four. Among the victims, a 60 year old woman, Fasila al Eid, and her 30 year old daughter Malika al Eid. Furthermore, amid more violations by Turkey in occupied Afrin, the Kurdish Front, an armed faction of the SDF, called upon the international community, the United Nations, and Human Rights organization to "to carry out their legal, moral and humanitarian duty" and "play a role" in ending the Turkish occupation. The statement also called for the "safe return" of the displaced civilians to their homes and "hand back their looted lands and properties."

### Turkey

After the suspicious death of a female Kurdish political prisoner, another Kurdish prisoner was announced dead by "suicide." The deceased prisoner, Vedat Erkmen, was sentenced to life in prison, and his family rejected the government's claim of suicide and questioned how Erkmen obtained a rope while in solitary confinement. Vedat's funeral was restricted by the heavy presence of the police who feared a breakout of protests. Meanwhile, a Turkish court in Siirt sentenced a former Turkish military Sergeant, Musa Orhan, charged with the rape of a Kurdish girl who later died to ten years in prison based on "good conduct." However, Orhan will not spend his time in prison but is subject to judicial control measures.

In the light of economic crises and complex living conditions, including the fall of the Turkish lira, thousands of Kurds protested the government in Diyarbakir (Amed) on Saturday. The protesters criticized Turkey's President Recep Tayyip Erdogan and his economic policies, resulting in the collapse of people's livelihood.

On Tuesday, December 21st, the 8th session of the "Kobani trials" against 108 Kurdish and Peoples' Democratic Party (HDP) members amid continued restriction by the court against the lawyers and defendants. The HDP described the court location as "Xinjiang prison campus." The jailed Kurdish politician Selahattin Demirtas joined the hearing from his prison via the internet and said: "the physical difficulties, health problems, and pressure created by holding trial periods at this frequency make it difficult for us to defend. Our lawyers come and go to the courtroom on a prison campus outside Ankara every morning during the winter days for two weeks."

## Exécutions, arrestations... l'Iran resserre la vis autour des Kurdes

**A**vec l'exécution du prisonnier politique Heydar Ghorbani, 47 ans, par le régime iranien le 19 décembre dernier, les Kurdes du Rojhilat (Kurdistan d'« Iran ») ont fait brièvement la une des actualités sur la scène internationale. Pourtant, les Kurdes d'Iran ne sont pas à bout de leurs souffrances car le Président iranien Ebrahim Raïssi a resserré la vis autour des Kurdes qui étaient déjà victimes d'acharnements de toutes sortes: arrestations, exécutions, menaces, pauvreté imposée... Il faut croire que toutes ces cruautés n'étaient pas suffisantes pour faire plier la volonté des Kurdes du Rojhilat. Raïssi vient d'en rajouter une couche avec les dizaines d'exécutions – de Kurdes, Arabes, Baloutches... – qui ont eu lieu ces dernières semaines.

En une semaine on a assisté à l'exécution d'Heydar Ghorbani et à la disparition forcée de Kazhal Nasri, une jeune activiste kurde, par les mollahs sanguinaires iraniens, la journaliste Frédérique Geerdink explique pourquoi les Kurdes en Iran, avec le nouveau président iranien, sont confrontés à une répression encore plus dure.

Un Kurde, Heydar Ghorbani, a été pendu en Iran ce week-end, et une femme kurde, Kazhal Nasri, a disparue de force. En raison de la brutalité générale du régime iranien, l'identité kurde des victimes est souvent mentionnée simplement comme un fait géographique (« dans la province du Kurdistan ») ou ne peut être discernée qu'à travers le « crime » qu'il a commis (« actif au sein du Parti Démocratique du Kurdistan – Iran »). Souvent, aucune référé-



rence à l'identité ethnique des victimes n'est faite. Cela doit changer. Que le régime de Téhéran soit brutal envers tous ne doit pas occulter le fait que la population kurde du pays est l'un des groupes qui souffre le plus.

Les images de membres désespérés de la famille de Heydar Ghorbani, pleurant sur leur fils et leur frère, étaient déchirantes. Ce n'est pas, comme toujours avec les communautés opprimées, le premier drame familial : le père d'Heydar; Ali Ghorbani a été assassiné par le régime en 1981.

Les Kurdes avaient soutenu la révolution, mais au début des années 1980, il était déjà clair que leur soutien ne leur rapportait absolument rien et que les nouveaux dirigeants ne leur accorderaient aucune liberté. Heydar Ghorbani était actif au sein du Parti démocratique du Kurdistan Iran, qui s'est divisé depuis mais reste présent dans les montagnes du Kurdistan en Irak et a toujours des soutiens parmi la po-

pulation de Rojhilat (Kurdistan en Iran).

Kazhal Nasri est une activiste de droits humains et écologiste et de 26 ans. Elle avait déjà été convoquée par les services secrets iraniens ce printemps, et interrogée pendant plusieurs heures. Le 12 décembre, ils sont entrés dans sa maison sans mandat de perquisition, l'ont fouillé et l'ont arrêtée. Depuis, on n'a plus entendu parler d'elle et on ignore où elle se trouve actuellement.

### Commerçants frontaliers

Des cas individuels font l'actualité, mais le contexte plus large est souvent omis. C'est également vrai lorsqu'il y a des nouvelles sur les « kolbars », les commerçants frontaliers kurdes qui font passer des marchandises en contrebande à la frontière avec la Turquie. Ils se font tirer dessus par les gardes-frontières turcs et iraniens et ne survivent souvent pas.

Le contexte plus large n'est pas seulement que leurs régions sont économiquement défavorisées, mais aussi que leurs terres sont divisées par des frontières en premier lieu – le commerce avec littéralement leurs proches est devenu un crime à cause des frontières qui ne signifient rien pour la communauté kurde.

Les manifestations nationales des enseignants de la semaine dernière ont également un angle kurde: il y a eu des manifestations d'enseignants depuis des années, et entre 2014 et 2019, plusieurs enseignants ont été arrêtés et poursuivis, quatre d'entre eux ont été condamnés à mort et trois (d'origine kurde et arabe) ont été exécutés.

Les manifestations ne concernent pas seulement les salaires : les manifestants demandent également la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés et la fin de la discrimination ethnique et reli-

gieuse au sein du système éducatif. C'est bien sûr là qu'interviennent les Kurdes et les Arabes : ce sont des minorités et ont désespérément besoin d'une éducation adaptée à leurs enfants et étudiants, mais aussi les plus susceptibles de payer le prix le plus élevé pour manifester en raison de leur position marginalisée.

#### Baloutches et Kurdes

Les Kurdes et les Arabes sont cependant dans une position différente en Iran. Les Kurdes sont plus comparables aux citoyens baloutches, dans le sens où ils sont une minorité ethnique mais aussi religieuse : les Baloutches et les Kurdes sont (majoritairement) des mu-

sulmans sunnites, tandis que le régime iranien est bien sûr chiite. Les Arabes sont un peu plus proches du pouvoir : la plupart des Arabes en Iran sont chiites. Remarquez : mon intention n'est pas de créer une sorte de hiérarchie dans la souffrance, mais simplement d'expliquer les relations que l'État entretient avec les différents groupes ethniques et religieux de la société. Et vice versa, les relations que ces groupes minoritaires entretiennent avec l'État : tant sur le plan ethnique que religieux, les Kurdes et les Baloutches ont le moins de proximité avec le pouvoir.

Moins vous ressemblez au régime, plus il vous méfiera.

Cette profonde méfiance a des répercussions horribles. Non seulement défendre vos droits culturels et religieux vous causera des ennuis potentiellement mortels, mais aussi si vous enfreignez la loi de manière non politique – comme lorsque vous volez, assassinez, violez – vous êtes tenu d'être puni plus sévèrement lorsque vous êtes kurde. Les organisations de défense des droits humains ont abondamment documenté cela au cours des deux dernières décennies.

#### Fidélité absolue

Le magazine New Lines présente cette semaine une histoire perspicace sur le

président iranien Ebrahim Raisi et sur la façon dont son arrivée au pouvoir en juin de cette année reflète l'histoire de l'État lui-même. Cela commence par une scène horrible dans laquelle une femme enceinte est torturée au début des années 1980, et avec un jeune homme dans un coin de la pièce qui regarde froidement – cet homme était l'actuel président.

Sa loyauté absolue à la révolution islamique est une mauvaise nouvelle pour tout Iranien aspirant à la liberté. L'histoire du régime et de cet homme vous dit que les Kurdes en particulier vont connaître une course encore plus difficile dans les années à venir.

**Le Monde**

21 décembre 2021  
Par Par Laure Stephan

## En Syrie, la sécheresse, un fléau de plus dans un pays détruit

Déjà fragilisées, les capacités agricoles de la Syrie risquent de plonger si la sécheresse s'installe, avec le risque d'un appauvrissement des paysans et d'une insécurité alimentaire croissante pour la population.

**L**es plus optimistes veulent encore croire que le nord-est agricole de la Syrie fait face à un décalage de la saison hivernale. Mais, pour certains humanitaires et experts, la zone septentrionale est entrée dans une grave sécheresse et le pays détruit par dix ans de guerre se dirige vers une nouvelle catastrophe. Avec des pluies en retard, l'inquiétude gagne les agriculteurs : seule une infime partie des terres cultivées a pu être plantée jusqu'ici, faute notamment de précipitations.

Les conséquences d'une sécheresse seraient dévastatrices dans un pays morcelé où aux ravages des canons a succédé une grave crise socio-économique : plus de 60 % de la population vit en situation d'insécurité alimentaire, une proportion qui s'est accrue depuis 2019. Et le sort des agriculteurs, vulnérables, est désormais en péril.

« S'il y a peu d'évolution dans la pluviométrie d'ici à fin janvier, nous courons au désastre. La donne peut encore changer. Mais nous sommes déjà inquiets », prévient Mike Robson, re-

présentant en Syrie de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

#### « Une agriculture déjà très malade »

La sécheresse en Syrie, accentuée par le changement climatique, est cyclique. Mais si ce scénario alarme cette année, c'est parce que de nombreux voyants sont au rouge : en 2020-2021, saison classée comme « sécheresse modérée » par la FAO, la production de blé a atteint moins de la moitié de la

quantité escomptée dans le Nord-Est syrien, région la plus touchée par le manque de pluies. Dans ce grenier à blé, le niveau de l'Euphrate, source d'irrigation et d'eau potable, est au plus bas – des habitants accusent les groupes pro-turcs qui contrôlent la région d'Afrin pour Ankara de bloquer le passage de l'eau par une station de pompage. Dans le nord-ouest de la Syrie, un réservoir d'eau dont dépendent des centaines de foyers d'agriculteurs s'est retrouvé totalement asséché, du jamais-vu en près de trente ans d'existence.

e risque de sécheresse menace « une agriculture déjà très malade », constate Rami Zurayk, professeur à la faculté de sciences de l'agriculture et de l'alimentation à l'Université américaine de Beyrouth. La productivité agricole du pays, qui s'enorgueillissait autrefois de son autosuffisance en blé, tourne autour de 30 % de ce qu'elle était avant 2011.

Le calvaire des agriculteurs a commencé avant la guerre : les périodes de sécheresse de 2006 à 2010, ajoutées aux mesures de libéralisation entreprises par le pouvoir de Bachar Al-Assad, ont eu raison des petits producteurs, contraints à l'exode vers les villes. Le conflit a aggravé les calamités : destruction des infrastructures en eau, exil de Syriens originaires de régions rurales vers les pays voisins...

### Des problèmes structurels

Des projets de relance de l'agriculture bénéficiant d'un appui international ont bien été lancés : formations, réhabilitations à petite échelle – tout projet de grande ampleur est assimilé à de la reconstruction et constitue une ligne rouge pour les bailleurs occidentaux en l'absence de transition politique dans le pays. Quant au régime, il n'a pas les moyens d'investir.

Mais ces initiatives ne peuvent pas grand-chose face au manque d'eau et aux problèmes structurels. « Les paysans peinent à avoir accès au carburant et aux engrais. Sans carburant, il est impossible d'irriguer », explique Majd Jamal, directeur en Syrie du Centre in-



Sur les rives du barrage asséché de Duwaysat, à l'extérieur de la ville d'Al-Diriyah, en Syrie, le 9 novembre 2021. ABDULAZIZ KETAZ / AFP

ternational de recherche agricole dans les zones arides (Icarda). Une minorité des cultures seulement est irriguée aujourd'hui. Les pénuries et la flambée des prix du fuel résultent en grande partie des sanctions occidentales. Les engrais, eux, ne sont plus subventionnés par l'Etat depuis l'été dernier. Une mesure qui, pour le site d'information en ligne Syria report, traduit la poursuite du « désengagement » gouvernemental du secteur agricole.

Dans ce paysage sinistré, auquel se greffe la géopolitique – le partage des eaux dans le nord-est avec la Turquie, en position de force avec ses barrages face à une Syrie et à un Irak détruits, ou la rivalité entre les Kurdes et Damas pour l'achat de la production de blé –, le changement climatique ne peut qu'aggraver la situation. « La Syrie n'est pas dans des conditions pour pouvoir gérer le stress

hydrique », renchérit Rami Zurayk.

### Le pays risque de devenir encore plus dépendant de l'aide humanitaire internationale

Les petits producteurs s'annoncent comme les premières victimes potentielles. « Les agriculteurs n'ont pas de réserves pour faire face à une mauvaise année, estime un expert syrien indépendant. Si la sécheresse se confirme, cela signifiera une flambée des prix des denrées, un abandon de productions ou d'élevages... Les perspectives sont sombres pour les recalés de la terre : les villes, avec le chômage, n'ont pas grand-chose à offrir. »

Selon lui, l'insécurité alimentaire menace, elle, les « trois Syrie » : le nord-est sous domination kurde appuyée par les Américains, « où les Kurdes ont cherché à s'autonomiser du point de vue des denrées essentielles » ;

le nord-ouest sous gouvernance rebelle et influence turque, où la moitié des 3 millions d'habitants sont des déplacés, et qui reste une zone de combats, avec notamment des raids menés par les forces pro-régime ; et le reste du pays, sous la houlette du pouvoir soutenu par Moscou et Téhéran, où vit la majorité de la population. Malgré les promesses de la Russie, le gouvernement, à cours de devises, peine à sécuriser les importations de blé de son alliée.

Le pays connaît désormais une inflation à trois chiffres. L'effondrement de la livre turque accroît la misère dans le nord-ouest. La dégringolade libanaise, depuis 2019, continue de se répercuter sur l'économie des zones contrôlées par le régime. Face à l'insécurité alimentaire, le pays risque de devenir encore plus dépendant de l'aide humanitaire internationale. Ce soutien, pourtant, ne cesse de diminuer.



December 20, 2021

## Iran executes Kurdish activist

Iranian authorities yesterday executed Kurdish activist Haydar Kurbani after convicting him of several charges including murder, and affiliation to an armed group, in reference to the is the Kurdistan Democratic Party (PDK).

The execution was carried out despite international opposition. Many human rights organisations considered Kurbani a political prisoner and launched campaigns for his release.

"Haider's family was not allowed to make a final visit to him, it was threatened if it will carry out a condolence ceremony," Arsalan Yarahamdi, a member of the board of directors of Hengaw Human Rights Organisation told the BBC.

Kurbani was charged with mur-

dering three Iranian Revolutionary Guards in 2016 near his hometown of Kamyaran, as well as kidnapping, blackmail and threatening his neighbours, according to the Tasnim News Agency.

Following his arrest along with his brother-in-law in September 2016, the Iranian government's English-speaking channel Press TV broadcast what it described as Kurbani's "confessions".

Human rights groups accuse authorities of torturing Kurbani to force him to confess, adding that he had not received a fair trial. Kurbani had previously denied any connection to the murders of the guards and ties to political parties.

Iran has repeatedly denied that prisoners are tortured, saying: "Iran's Constitution prohibits not



An Iranian inmate peers from behind a wall as a guard walks by at the female section of the infamous Evin jail, north of Tehran, 13 June 2006. AFP PHOTO/ATTA KENARE [ATTA KENARE/AFP via Getty Images]

only torture but confessions resulting from torture, a judge cannot issue a ruling following torture, there are severe penalties for perpetrators."

Amnesty International said that four States in the Middle East:

Iran, Egypt, Iraq, and Saudi Arabia are among the five countries which carried out the largest number of executions in the world in 2020.

These four countries carried out 88 per cent of executions – 483 – according to Amnesty's report.

**L'Orient  
LE JOUR**

21 décembre 2021

## Malgré les pressions, Téhéran a exécuté un prisonnier kurde

Malgré la pression internationale, l'Iran a exécuté dans le secret un Kurde accusé d'appartenance à un parti interdit, ont dénoncé lundi plusieurs ONG, critiquant des aveux extorqués selon elles après un procès qualifié d'"inéquitable".

Heidar Ghorbani a été exécuté dimanche matin à la prison de Sanandaj, dans la province du Kurdistan, dans l'ouest de l'Iran, a déploré l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, ajoutant que ni sa famille ni son avocat n'avaient été avertis au préalable.

L'agence de presse iranienne IRNA a confirmé l'exécution, décrivant M. Ghorbani comme un "terroriste" et un membre du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), groupe armé interdit qui vise l'autodétermination pour les minorités kurdes d'Iran.

En septembre, des experts des droits de l'Homme de l'ONU avaient exhorté l'Iran à annuler sa condamnation à mort en raison des "graves préoccupations" suscitées par l'absence de procès équitable et des tortures en détention provisoire.

L'ONG Amnesty International avait également demandé que sa vie soit épargnée, affirmant que son procès avait été émaillé de "violations" et qu'il était "manifestement inéquitable".

Heidar Ghorbani a été reconnu coupable et condamné à mort en 2020 en lien avec le meurtre en 2016 de trois hommes liés à la milice pro-gouvernementale Bassij, selon les ONG. Il était emprisonné depuis octobre 2016.

Il était accusé d'avoir fourni un transport et un soutien logistique pour les meur-

tres. La justice a toutefois reconnu qu'il n'avait jamais été armé.

"Le cas de Heidar Ghorbani était tellement entaché par des anomalies et l'absence de toute preuve crédible que l'horreur de son exécution n'en est que plus grande", a déclaré à l'AFP Raha Bahre'ini, une chercheuse d'Amnesty International spécialiste de l'Iran.

"Cela renforce une tendance alarmante des autorités iraniennes à procéder à des exécutions en secret ou dans des délais réduits afin de minimiser les chances d'interventions publiques et privées pour sauver la vie des gens", dit-elle.

Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux ont montré des foules se rassemblant dimanche pour une commémoration en son honneur dans sa ville natale de Kamyaran, scandant: "Les

martyrs ne meurent pas".

"Heidar Ghorbani a été soumis à la torture et condamné à mort sans procédure régulière et sans aucune preuve", a en outre dénoncé Mahmood Amiry-Moghaddam, le directeur d'IHR. D'après cet ONG, le dossier du condamné était encore en cours d'examen par la Cour suprême.

Amnesty International avait déjà déploré l'apparition de M. Ghorbani après son arrestation dans un documentaire diffusé en 2017 par Press-TV, une chaîne d'Etat iranienne en langue anglaise.

Les ONG de défense des droits de l'Homme critiquent la pratique des médias publics iraniens consistant à diffuser les "aveux" de condamnés dont elles craignent qu'ils n'aient été extorqués sous la torture.

The New York Times

December 21, 2021  
By Carlotta Gall

## Cashing In Grandma's Gold Coins, a Turkish Family Struggles to Get By

As inflation soars and the value of Turkey's currency plummets, one couple described how working families can't make ends meet and have had to cut back on basic necessities as well as life's smaller pleasures.

The list of things that Bilal, a Turkish factory worker, and his family have had to give up is growing longer by the day. They stopped buying meat a year ago and recently had to cut back on using their gas heater and cooking oil, and on snacks for the children.

He and his wife are already heavily in debt and with inflation spiraling higher over the past two months, they cannot make ends meet even after those sacrifices. So Bilal had to turn to his mother for financial help this month, cashing in two gold coins she had set aside for her grandchildren.

"Family is very important," he said. "In our family, we do not consider it a loan."

The Turkish economy has been in trouble for several years now, but in the last three months, its currency has lost nearly half its value against the dollar. Turks have been shaken by almost daily price increases in staples from flour and cooking oil to necessities such as electricity and gas. They are finding that their salaries and pensions can no longer pay for even the basics.

Bilal, 33, said he and his wife, Sevinc, 35, who have three children, wanted to explain how hard life has become for an ordinary working family in Turkey. But they did not want to use their full names for fear of repercussions in a country where criticizing the govern-



Men fished from the Galata Bridge in Istanbul. In the last three months, the Turkish currency has lost nearly half its value against the dollar and inflation has soared. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

ment can land a person in jail. The latest downturn in Turkey's economy followed an announcement last month by President Recep Tayyip Erdogan of a new economic plan, promising to turn around the decline. But instead, that announcement, including a promise to lower interest rates despite high inflation, set off the country's worst currency crisis in two decades.

In a speech on Sunday, Mr. Erdogan lashed out at business leaders who had warned that his policies would destabilize and impoverish the country, and he vowed again to lower interest rates.

"Don't seek different ways to attack the government," he told them. "You cannot win a fight against us."

But on Monday, Mr. Erdogan

appeared to offer concessions, promising to compensate citizens who kept their savings in Turkish lira and give them an incentive to cash in their gold — which he claimed is worth hundreds of billions of dollars — for lira.

Many Turks like Bilal's mother, who have experience dealing with economic difficulties, still store gold away at home to tide them through hard times.

Following Mr. Erdogan's speech, the lira made a dramatic recovery from a sharp fall on Monday.

Bilal said life in Turkey, until recently, had been good for him in many ways. He left high school without graduating, but has been employed most of his married life, and has a mortgage on a three-room apartment and a car loan.

"Up until 2020, I can say life was beautiful," he said. "Yes, I had debts, but I could pay them." Lately, the economic upheaval began to take a toll on his life.

"Especially in the last seven to eight months, I really feel the economy is wearing me down," he said.

Bilal is the sole bread winner for the family; he earns little more than the minimum wage as a forklift driver in a factory that makes car parts in an industrial zone near Istanbul.

Sevinc is home caring for their 5-month-old baby. She had often worked, which helped. But she stopped last year when their younger daughter was struggling with school, she said. Sevinc, who manages the family's money and does the shopping, said she noticed that things were getting more expensive over the last three to four years.

They survived the pandemic — Bilal was on half pay for a while, but the government made up the other half.

The crunch started this year as the Turkish currency, the lira, fell by nearly 50 percent against the dollar and inflation soared to 21 percent, according to official statistics. Unofficial estimates by economists put it much higher.

"Our spending is more than our income," she said. "I cannot even think of a plan. Maybe it is going to be day by day."

Turkey went through a similar economic downturn at the millennium. But then, under Mr. Erdogan, who came to power in 2003, the country enjoyed about a decade of uninterrupted growth, giving many Turks a taste of the middle-class lifestyle.

Economists say, however, that there has been a steady erosion of confidence in Mr. Erdogan's stewardship of the economy as he has grown more authoritarian, intervened in the workings of the Central Bank, which is supposed to set interest rates independent of political pressure, and undermined the rule of law.

Still, growth brought new aspirations, and many Turks began to depend on credit. Bilal and Sevinc, who joined the workforce in the mid-2000s, were among them.

They said they have an overdraft and their two credit cards were so maxed out that the bank blocked their account for three months earlier this year. Bilal paid off the bills by working extra time, but he is already back in debt.

He earns, with overtime, up to 4,000 lira a month, the equivalent of about \$300. But half of that goes to pay the mortgage and car loan, and more to electricity and gas bills, which have increased twice in recent months. It is not enough to pay his credit card debts.

"I look for any lights left on by the children and turn them off," Sevinc said. "We tell them not to use too much water and I use less cooking oil."

She said she shopped mostly online for groceries because the nearest market is far, and she spends hours in the evenings scouring Trendyol, a popular online website, for cheap deals.

"Five liters of cooking oil was 49 lira and now it's 170 lira," she said. "I was chasing it on Trendyol and found it for 80 and I was beyond happy."

Her 8-year-old daughter complained when they had to cut back on snacks for the children, she said. They asked relatives for a winter coat for their 13-year-old daughter, who now is

making do with a hand-me-down.

"We started to say 'No' more to the children," Bilal said, adding: "The children know what is going on. They know about wealth and poverty."

But he said he was sad that his own children are living through tough times.

"When we were children, we were able to buy whatever we needed. But now, we cannot give them whatever they want and they are going to grow up feeling bitter about the state," Bilal said.

Stress over the economy has only aggravated the country's mood, he said.

At work, colleagues still help each other out, but sharing, even of cigarettes, has ended.

"I used to put my pack on the table so everyone could take one," Bilal said. "We are all like that. But now, we just take one out of our pocket," he added. Quitting smoking was not an option, he said.

"We live in a country where the

stress is so high that we cannot quit."

Bilal said that after workers at the factory finished the night shift they used to go together to eat grilled sheep's intestines, a Turkish delicacy. But they had given up on that small pleasure, too, in the last months.

The family used to go out to eat together once a week, but it has been a year since they did that, Bilal said.

Rocking their infant son in his sleeping chair, the couple said his arrival had brought them some comfort and joy.

"The baby is helping," Sevinc said.

Bilal said he wanted to believe the government when it promised that things would get better, but he worried that all this economic turmoil would destabilize Turkey.

"If it goes on like this," he warned, "there will be chaos."

Something went wrong. Please try again later.

Le Monde

23 décembre 2021  
Par Marie Jégo

## En Turquie, la crise monétaire affecte les ménages modestes et la classe moyenne

L'inflation a atteint plus de 21 % en novembre, soit sa plus forte progression depuis octobre 2018. Et ce alors que la monnaie n'a cessé de chuter, contraignant le président Recep Tayyip Erdogan à intervenir.

Les ménages ont du mal à joindre les deux bouts en Turquie, où, selon les statistiques officielles, l'inflation des prix à la consommation a atteint 21,31 % en novembre, soit sa plus forte progression en trois ans. Confrontés, pour la première fois depuis dix-neuf ans, à une érosion drastique

de leur pouvoir d'achat, la plupart des foyers turcs tentent de faire face à la nouvelle réalité. Et ce, alors que la monnaie ne cesse de chuter, la livre turque ayant perdu 45 % face au dollar en novembre, du jamais-vu, contraignant le président, Recep Tayyip Erdogan, à intervenir. Lundi 20 décembre, le

chef de l'Etat a pris de court les marchés et son opposition en décidant de lier la valeur de certains dépôts bancaires en livres au cours du dollar. La livre turque se redressait alors fortement lundi (+ 34 %), gagnait encore 3,5 %, mardi 21 décembre.

Dans cette crise, les ménages

modestes sont les plus affectés. Chaque matin, de longues files d'attente se forment le long des kiosques municipaux, qui vendent le pain moins cher que dans les boulangeries et dans les magasins.

« Cela fait longtemps que je ne mange plus de viande », ré-

sume Abdullah, un père de famille qui patiente pour acheter huit pains à tarif réduit dans le quartier de Fatih, sur la rive européenne d'Istanbul. « Nourrir ma famille est devenu un vrai casse-tête », explique Ayse Yildirim, une mère au foyer rencontrée chez un vendeur de fruits et légumes dans le même quartier. Le salaire de son mari (3 600 livres turques, soit environ 236 euros), employé dans une société de transport maritime, ne suffit plus à faire bouillir la marmite pour le couple et ses deux enfants.

### « On se serre la ceinture »

La chute de la livre turque favorise la hausse des prix en raison de l'augmentation du coût des importations (énergie, engrais, produits intermédiaires). « Les prix des produits alimentaires ont grimpé en flèche. Les tomates sont inabornables, tout comme la farine, l'huile, le sucre et les œufs. Sans parler du gaz et de l'électricité », déplore Ayse Yildirim, obligée de « jongler pour payer les factures ». « On se serre la ceinture, mais pour combien de temps encore ? », s'interroge-t-elle.

Indispensable à la préparation des plats classiques – pilaf (plat de blé ou de riz sauté), salades, soupes –, l'huile de tournesol a augmenté de 137,59 % cette année, selon les calculs du comité de planification de la municipalité d'Istanbul. Ses experts assurent que l'inflation des prix à la consommation est bien plus élevée que le chiffre annoncé par le gouvernement islam-conservateur.

En dévoilant, lundi 6 décembre, les données compilées par le comité, Ekrem Imamoğlu, le maire d'Istanbul, une figure du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), a expliqué que le coût de la vie avait augmenté, en moyenne, de 50,18 % en 2020. L'opposition soupçonne l'Office national des statistiques (Tuik),



Des femmes achètent du pain sur un marché d'Ankara, le 20 décembre 2021. ADEM ALTAN / AFP

l'Insee turc, de sous-estimer le taux réel de l'inflation.

### Pouvoir d'achat menacé

Les ménages modestes, mais aussi la classe moyenne que le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur) du président, Recep Tayyip Erdogan, se targue d'avoir fait émerger, sont les premiers touchés. Des millions de Turcs qui étaient parvenus à un meilleur niveau de vie grâce à l'essor économique des vingt dernières années voient aujourd'hui leur pouvoir d'achat menacé.

« Autrefois, je pouvais me payer deux voyages par an en Europe, mais c'est fini », Ozgür Günes, ingénieur informatique

Avec son salaire mensuel de 11 500 livres turques, Ozgür Günes, ingénieur informatique, suit, malgré tout, avec anxiété l'évolution du taux de change. « Autrefois, je pouvais me payer deux voyages par an en Europe, mais c'est fini », déplore ce quadragénaire célibataire, l'œil rivé sur le cours de la devise nationale.

Pour se protéger des aléas du taux de change, Ozgür Günes convertit chaque mois une partie de son salaire en dollars, l'autre en or. « J'ai un compte en dollars à ma banque qui achète aussi de l'or à ma demande », raconte l'ingénieur.

Devenus défiants face à la devise nationale, les ménages et les entreprises la boude. A l'heure actuelle, plus de la moitié des dépôts bancaires sont en devises étrangères, principalement en dollars.

L'effondrement de la livre s'explique surtout par la politique monétaire peu orthodoxe menée par le président Erdogan, convaincu que, en maintenant les taux d'intérêt au plus bas, il stimule la production et les exportations. Pour la première fois, il est vrai, celles-ci devraient dépasser les 200 milliards de dollars (177 milliards d'euros) en 2021, de quoi satisfaire les entreprises exportatrices. En revanche, la population commence à manifester son mécontentement. La police a dispersé de petites manifestations, qui s'étaient formées à Istanbul et dans plusieurs autres villes turques, de

groupes protestant contre la vie chère.

« Nouveau modèle économique » calqué sur celui de la Chine

Critiqué par l'opposition pour sa politique monétaire périlleuse, M. Erdogan se justifie en évoquant la mise en place d'un « nouveau modèle économique », calqué sur celui de la Chine. Axée sur la production et l'exportation de biens bon marché grâce à une main-d'œuvre bon marché, cette stratégie de croissance devrait porter ses fruits « dans six mois », a-t-il promis, le 3 décembre, à l'occasion d'une réunion de l'AKP.

Rien ne semble pouvoir entamer sa détermination à faire pression sur la banque centrale pour qu'elle continue à réduire le coût du crédit. A la mi-novembre, pour la troisième fois cette année, l'institution a baissé de 16 % à 15 % son principal taux directeur. De cette façon, M. Erdogan espère renouer avec la croissance et retrouver sa popularité perdue dans les sondages avant les élections (présidentielle et législatives) prévues pour juin 2023.

## Kirkuk Minute December 23, 2021

### Kirkuk

In a press conference, the acting governor of Kirkuk, Rakan Al Jabouri, acknowledged that Kirkuk needs two more military divisions for the western and southern parts of the province, due to security issues. Since October 16, 2017, Kirkuk's security has deteriorated dramatically. Al Jabouri also said that the recent floodings in Erbil ended in Kirkuk but "wiped out" Da'esh hideouts near Wadi al Shai area. However, according to the department of agriculture, nearly 231 dunams (58 Acres) of farmland has been damaged by flooding in Kirkuk's Pirde (Altun Kopri) district. Losses are estimated at one billion Iraqi dinars, over 150 farms damaged.

On Thursday, December 23th, Turkey's ambassador to Iraq, Ali Rıza Güney, visited Kirkuk and held a meeting in the Turkmen Front headquarters, including meeting the acting governor al Jabouri. Observers criticized al Jabouri for attending a meeting inside the Turkmen Front building as the Turkish ambassador should have visited the governorate first. Photos showed al Jabouri on the side of the meeting, against the protocols. Turkey has been backing the Turkmen Front since its establishment in 1997.

The Iraqi Sunni leader and current Speaker of the Parliament Mohammed al Halbousi, held two meetings with the Turkish-backed Turkmen Front to bring the party into his coalition be-

fore talks of a new government formation. According to sources, al Halbousi promised to pressure his ally, Kirkuk's acting governor, to grant the Turkmen Front new posts in the administration if they would join his coalition. Al Halbousi led a Sunni list, al Taqaddum, in the recent parliamentary elections and aimed to win back the Speaker's position in the next government. No official statement has been released yet since the meetings took place.

The Iraqi Interior Ministry said it detained five Da'esh terrorists, including a physician's assistant from the health department who treated wounded terrorists.

Kirkuk's police announced the arrest of a "main" drug dealing group consisting of eleven members, including four members from Baghdad. Kirkuk has become the main route for drug dealers since October 16, 2017, and Iranian-backed militias are accused of involvement.

On Monday, December 20th, Iraq's National Oil Company announced the renovation of ten oil fields in Kirkuk by the National Drilling Company. The project aims to increase oil production in the province, it has completed its work on the field "39 Khabaza."

After a lawsuit by the Iranian-backed militias, Kirkuk court sentenced a former Kurdish lawmaker Mohammed Osman "suspended" six months in

prison based on "clean criminal records." Osman was charged with "smearing" the Popular Mobilization Units (PMF) after holding a press conference as a lawmaker on October 16, 2017, addressing the atrocities committed against the Kurds.

On Tuesday, December 21st, locals in the Quds neighborhood protested against Kirkuk's administration for demolishing several homes that were built illegally. The protestors camped in tents and threatened to "expand" their protest. Under the current acting administration, thousands of homes have been constructed illegally in the southern part of the province since October 16, 2017.

### Khanaqin

The Diyala Operation Command warned of Da'esh increasing their attacks and taking advantage of the rainy season and bad weather, similar to those faced in Iraq last week. The command gave an order to "strengthen" the military posts in the region. In Kifri district, the Peshmerga forces discovered a mass grave belonging to the Iraqi security forces, killed in 2018 near Qarah Tapah town.

### Makhmour

On Sunday, December 19, Da'esh terrorists attacked two Iraqi army's posts near the Makhmour district, resulting in the injury of a soldier after

nearly an hour of fire exchange. The recent attack is the first after several joint security operations took place between the Iraqi army and the Peshmerga forces after deadly attacks in early December on both forces.

### Shingal (Sinjar)

Prime Minister Mustafa al Kadhimî's office announced the allocation of 28 billion Iraqi dinar (19.1 million USD) to Shingal's reconstruction. According to Kadhimî's decree, Nineveh's governor Ali al Jabouri will lead the reconstruction committee, focusing on roads and healthcare. However, Vian Dakheel, the Yazidi lawmaker, criticized the decision and said, "What is surprising is the decision to form a committee for the reconstruction in light of the presence of armed parties and factions, others coming from outside the borders, and an illegitimate local administration." Separately, Kadhimî also appointed Iraq's interior minister Othman al Ghanmi to conduct investigations for the region's protests on December 12th after Turkish airstrikes.

The Mayor of Shingal, Mehma Khalil, bashed officials from the Iraqi ministry of displacement and migration, for failing to provide fuel and new tents for the displaced Yazidis. In his press release, Khalil said 60% of the families that have returned to Shingal have yet to receive compensation which prevents the population from returning to their homes.

## Les Turcs s'appauvrissent, Erdogan s'en remet au Coran

« En tant que musulman, je continuerai à faire tout ce que les décrets religieux exigent », a répondu le président à ses détracteurs, alors que la livre turque a perdu 45 % de sa valeur cette année, pénalisant notamment les ménages les plus modestes.

La livre turque est volatile, les prix des denrées alimentaires flambent et de nombreux Turcs sont contraints de former de longues files d'attente pour acheter du pain à prix subventionné dans la plupart des grandes villes du pays. Leur pouvoir d'achat fond chaque jour un peu plus sous l'effet de la politique monétaire fantaisiste conduite par le président Recep Tayyip Erdogan. Convaincu que la baisse des taux est le meilleur remède pour lutter contre l'inflation, il mise sur une monnaie moins chère pour favoriser la croissance et stimuler les exportations.

A contre-courant de la tendance mondiale, quand la plupart des banques centrales relèvent le loyer de l'argent pour juguler l'inflation, la Banque centrale de Turquie a baissé son taux directeur à quatre reprises en quatre mois, sous la pression de M. Erdogan. Résultat, la livre turque a perdu plus de 45 % de sa valeur face au dollar cette année, ce qui a fait grimper les prix des produits importés (énergie, matières premières, engrais, produits chimiques, médicaments, composants électroniques) indispensables aux entreprises turques, aux agriculteurs et aux ménages.

Ces derniers sont les grands



Des Turcs font la queue devant un bureau de change dans la rue Sakarya, à Ankara, le 20 décembre 2021. ADEM ALTAN / AFP

perdants du « nouveau modèle économique » imposé par le président. Contrairement aux entrepreneurs, qui ont vu leurs exportations atteindre un niveau record en novembre – une hausse de 33,4 % par rapport à 2020 –, les Turcs accumulent les déconvenues. Leurs économies s'évaporent, leur pouvoir d'achat s'étiolle, tandis que le coût des produits de base ne cesse de grimper.

Les foyers les plus modestes, qui formaient jusqu'ici le socle de l'électorat islamo-conserva-

teur, n'arrivent plus à faire bouillir la marmite. A Istanbul, les files d'attente pour le pain sont visibles aussi bien dans la péninsule historique de Fatih que dans les quartiers périphériques de la mégapole de 16 millions d'habitants.

### Un « pain du peuple » deux fois moins cher

« Le pain est devenu la base de mon alimentation, je ne peux rien acheter d'autre. La viande et les légumes sont inabordable », murmure une

jeune étudiante, capuche sur la tête, qui refuse de dire son nom tandis qu'elle fait la queue dans le quartier de Sisli, sur la rive européenne d'Istanbul. Elle vient chaque jour au kiosque municipal pour acheter le « pain du peuple », vendu deux fois moins cher que dans les boulangeries.

Gérés par la municipalité d'Istanbul, aux mains de l'opposition kémaliste depuis 2019, 393 kiosques dispersés à travers toute la ville proposent, pour 1,25 livre turque (environ

7 centimes d'euro), ce pain court de 250 grammes, contre 2,50 livres pour un pain de poids souvent inférieur chez le boulanger. Commercialisé depuis la fin des années 1970, le « pain du peuple » n'a jamais été aussi demandé.

Pris à la gorge par l'inflation (officiellement 21 % sur un an en novembre), les Turcs les plus défavorisés se ruent sur ces kiosques, devenus le recours ultime des ménagères, des retraités, des étudiants et des chômeurs, lesquels repartent avec trois ou quatre pains emballés dans des sacs en plastique. Dans la file des clients à Sisli, la parole est rare, sauf quand la colère l'emporte sur la honte. « Je n'ai pas de travail et rien à mettre sur la table ! Ce gouvernement se moque de nous... », lâche un homme au visage émacié.

Personne ou presque ne sou-

haite décliner son nom, sachant que la moindre critique peut mener droit au tribunal. Pour avoir diffusé des interviews de passants mécontents, trois propriétaires de chaînes YouTube, Arif Kocabiyik, le fondateur d'Ilave V, Hasan Köksoy, le propriétaire de Kendine Muhabir, et Turan Kural, de la chaîne Sade Vatandaş, ont été arrêtés le 12 décembre puis placés en résidence surveillée avec interdiction de quitter le pays en attendant leur jugement. « N'attendez rien d'autre de moi »

Conscient qu'il existe « des problèmes dans la vie du peuple », le président a annoncé, le 16 décembre, une hausse de 50 % du salaire minimum, relevé à 4 250 livres turques, contre 2 825 livres précédemment. Une mesure aussitôt critiquée par Ali Babacan, le chef du parti de la dé-

mocratie et du progrès (DEVA, opposition), qui fut, de 2009 à 2014, ministre de l'économie. La hausse du salaire minimum, note-t-il, sera réduite à néant par l'inflation devenue « chronique » : « Les travailleurs n'auront pas le temps de la dépenser. »

Pour faire taire les critiques, notamment celles de l'organisation patronale Tüsiad, dont les représentants exhortent le gouvernement à revenir « aux fondamentaux de la science économique », le président a remis les pendules à l'heure. Sa politique monétaire sera déterminée par les principes du Coran. « N'attendez rien d'autre de moi », a-t-il déclaré dimanche 19 décembre au soir, dans un discours aux allures de prêche diffusé à la télévision. « En tant que musulman, je continuerai à faire tout ce que les décrets religieux exigent », a-t-il ajouté,

en référence aux interdictions émises par l'islam à propos de l'usure.

Rattrapé, quelques jours plus tard, par la chute abyssale de la livre turque, M. Erdogan a dû mettre de l'eau dans son thé. D'où sa promesse, faite lundi 20 décembre, d'indemniser les détenteurs de dépôts en livres dans les banques en cas de nouvelle dépréciation de la monnaie, ce qui revient à augmenter les taux d'intérêt sans le dire.

Dans la foulée, la livre s'est appréciée. Dans la nuit de lundi à mardi, les banques ont converti en livres jusqu'à 1,5 milliard de dollars de dépôts. Pas sûr que cette mesure suffise à rétablir la confiance en la monnaie turque, dans un pays où plus de la moitié des dépôts bancaires des épargnants sont libellés en devises étrangères, notamment en dollars.